

Collection ETUDES

Yves Viltard



Qui a peur de la Chine ?

**La contribution des théoriciens
Américains à une croyance**

Observatoire Européen de Défense

Collection ETUDES
publiée par l'Observatoire Européen de Sécurité
© Paris, mars 2012.
Site internet : Strategicwatch.org

Toute forme de reproduction, intégrale ou partielle est interdite sans l'autorisation de l'éditeur

Sommaire

Introduction	4
Partie I : La construction d'un dilemme de sécurité	10
Chapitre I : La menace chinoise	11
1. Le néo-réalisme offensif et la question chinois	11
2. L'inévitable conflit entre les États-Unis et la Chine	24
Chapitre II : L'engagement comme alternative	32
1. Une stratégie libérale	32
2. Faire de la Chine un État responsable	38
Partie II : Il faut étudier la politique étrangère Chinoise	46
Chapitre I : Politique étrangère et contraintes internationales	47
1. La réponse constructiviste	47
2. L'apprentissage des normes internationales	56
Chapitre II : La politisation des sinologues	65
1. Une troisième voie entre Containment et Engagement	65
2. La critique sinologique des présupposés réalistes	72
Partie III : La construction de la rivalité sino-américaine	78
Chapitre I : Rassurer sur les intentions américaines	79
1. Une politique d'apaisement	79
2. Renforcer la stabilité en Asie	85
Chapitre II : L'attractivité de la Chine	92
1. Un système d'engagement mutuel	92
2. Le Soft Power de la Chine en question	98
Partie IV : La dramatisation des enjeux	106
Chapitre I : La peur de l'émergence chinoise	107
1. Un monde sinisé	107
2. La fin de l'empire américain	114
Chapitre II : La contre-offensive libérale	122
1. Le rejet du mythe du retour de l'autocratie	122
2. Un partenariat stratégique en débat	129
Conclusion	137
Bibliographie	142

Introduction

Si la Chine aspire à devenir dans un avenir prochain la première puissance mondiale, alors quelle stratégie les États-Unis doivent-ils dès maintenant adopter ? C'est la question qui, depuis près de vingt ans, mobilise sans relâche tout autant la communauté américaine des théoriciens des Relations Internationales que les décideurs politiques et les responsables américains de la politique étrangère.

On comprend le caractère vertigineux du problème ainsi posé : les États-Unis perdraient l'ascendant qu'ils pensaient avoir acquis, avec la fin de la Guerre froide, dans les politiques internationales, et ce, au bénéfice d'une nouvelle superpuissance fortement soupçonnée de ne pas partager les valeurs qui sont à l'origine de leur actuel leadership. Ce véritable cauchemar hante aussi bien les chercheurs que les décideurs américains, qui s'accordent sur l'impérieuse nécessité de maintenir la prééminence américaine, et donc sur l'obligation de penser et mettre en œuvre une stratégie appropriée. Il en va de la survie de l'ordre civilisationnel que leur leadership garantit.

Ainsi se réédite la peur panique qui avait saisi penseurs et responsables politiques américains pendant la Guerre froide, lorsque l'Union soviétique semblait être en passe de prendre un ascendant décisif sur le plan scientifique et technologique – et donc militaire et stratégique – avec l'envoi dans l'espace du Spoutnik en 1957¹. Un mauvais régime politique pouvait faire de la bonne science ! Ceci remettait en cause la confiance des Américains dans le principe de la concordance entre régime démocratique et progrès, que Karl Popper avait théorisée dans son ouvrage *La société ouverte et ses ennemis*².

Ce défi avait engagé les États-Unis dans une compétition économique, scientifique et technologique sans merci avec les Soviétiques. Il s'agissait de s'assurer la suprématie tout autant dans le domaine des armements que dans celui de la conquête spatiale. Cette compétition s'inscrivait néanmoins dans une stratégie plus globale de *containment*, esquissée dès 1946 par le diplomate et stratège George Kennan dans son fameux « *long telegram* »³. Elle consistait à contrer toute

1. Cf. Barbara Barksdale Clowe, *Brainpower for the Cold War : The Sputnik. Crisis and National Defense Education Act of 1958*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1981. Cf. également Yves Viltard, *La Chine américaine*, Paris, Belin, 2003.

2. Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, [1962, 1966], Paris, Éditions du Seuil, 1979.

3. Il fut envoyé depuis Moscou, où George Kennan était en poste, et ensuite publié anonymement sous le nom de Monsieur « X » avec le titre « The sources of the Soviet Conduct » dans *Foreign Affairs*, 25 (4), juillet 1947, pp. 566-582. Dans ce texte, George Kennan faisait une analyse approfondie de la stratégie et de la nature du

avancée territoriale de l'Union soviétique, principalement en Europe avec l'OTAN, et accessoirement dans le reste du monde, par la formation d'un réseau d'alliances bilatérales et de clientèle avec des pays amis, sans être toujours très regardant sur la nature de leur régime politique, notamment en Amérique latine et en Asie¹. Il s'agissait, dans tous les cas, d'isoler l'Union soviétique, de la contenir dans son pré carré sans plus trop espérer, le temps passant, de changement politique dans l'espace qui lui était ainsi reconnu. Petit à petit semblait s'être consolidé un rapport de force entre les deux grandes puissances, doublé d'un équilibre de la terreur, fruit de la dissuasion nucléaire, qui organisait de fait un condominium dans la gestion des affaires internationales.

Au tournant des années quatre-vingts, le monde apparut ainsi stabilisé et relativement prévisible. Le spécialiste américain des Relations Internationales Kenneth Waltz en donne en 1979, avec la parution de *Theory of International Politics*² la conception structurale la plus aboutie. Le chef de file du néoréalisme renouvelle en cela le réalisme en s'écartant de son essentialisme. La recherche, par les grandes puissances, d'un équilibre garantissant leur sécurité et leur survie – indépendamment de leur régime politique – est le principe organisateur d'un univers international anarchique principalement constitué d'États en compétition.

La conclusion heureuse de la Guerre froide avec l'effondrement spectaculaire du système soviétique – le mauvais régime politique – a, en

régime soviétique. Elle le conduisait à conclure qu'il ne fallait pas se faire d'illusion sur les intentions du régime qui visait coûte que coûte à élargir son influence, aux dépens des États-Unis, partout dans le monde. Mais aussi, que ce régime était profondément miné par des contradictions qui ne lui permettraient pas de survivre à long terme. En conséquence, la seule stratégie opportune était de le contenir avec la plus grande fermeté jusqu'à son effondrement programmé. La politique de containment – au principe même de la Guerre froide, fut ensuite officiellement endossée par l'administration Truman à partir des recommandations du National Security Council contenu dans le document « NSC 68 » du 14 avril 1950. Cf. sur ce point Ernest R. May (Éd.), *American Cold War Strategy. Interpreting NSC 68*, Bedford books of St. Martin's Press, 1993. ; Melvyn P. Leffler, *A Preponderance of Power : National Security, the Truman Administration, and the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1992; plus généralement John Lewis Gaddis, *The Long Peace : Inquiries into the History of the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1987. ; Thomas J. McCormick, *American's Half-Century : The United State Foreign policy in the Cold War*, Baltimore, John Hopking University Press, 1989. ; John Lewis Gaddis, *We Now Know. Rethinking Cold War History*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

1. Stephen M. Walt, *The Origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987.
2. Kenneth N. Waltz, *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979.

1989, donné un nouveau souffle aux visions libérales¹. Avec un certain soulagement, les théories pessimistes des réalistes semblent un moment disqualifiées. Les libéraux pouvaient alors savourer un retournement, aussi subi qu'imprévisible où le triomphe de la démocratie fit figure de morale édifiante. Mais l'euphorie sera de courte durée et très vite on s'inquiète des chances de survie d'un monde unipolaire.

Les performances économiques de la Chine mettent à nouveau en alerte experts et décideurs américains. Un mauvais régime politique peut faire de la bonne économie, ce que les Soviétiques avaient été en peine de prouver. La menace apparaît cette fois plus sérieuse. La puissance économique de la Chine conjuguée avec son poids démographique, lui donne virtuellement la capacité d'acquérir une puissance militaire et ainsi d'aspirer dans un premier temps à une hégémonie régionale en Asie. Elle pourrait ensuite revendiquer un leadership mondial qui rencontrerait inévitablement sur son chemin celui actuellement exercé et revendiqué par les États-Unis. C'est en ces termes que le débat est aujourd'hui formulé, autant par les chercheurs que par les responsables politiques américains.

Il repose sur la construction d'une *menace chinoise* hypothétique, susceptible de remettre en cause l'ascendant américain sur le monde et le système de valeurs qui le justifie. Cette remise en cause possible fait ressurgir le spectre d'une guerre majeure entre grandes puissances engagées dans une compétition globale et mortelle, un jeu à somme nulle supposant que le triomphe de l'un ne puisse se faire sans l'élimination de l'autre.

Au tournant du siècle, cette possibilité est devenue pour certains experts et décideurs une probabilité qui a pris le tour dramatique d'une prédiction. Si l'on n'y prenait garde, à plus ou moins long terme, le conflit global d'intérêts entre la Chine et les États-Unis rendrait la guerre inévitable². Face à une telle menace un débat stratégique s'engage. Pour la plupart des réalistes la politique de *containment* qui s'était avérée avoir

¹. Voir John Ikenberry, *After Victory: Institutions, Strategic Restraints and the Rebuilding of Order after Major Wars*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

². Cf. Richard Bernstein, Ross H. Munro, *The Coming Conflict with China*, Alfred A. Knopf, [1997], Trad. *Chine-États-Unis: danger*, Paris, Bleu de Chine, 1998. ; Bill Gertz, *The China Threat: How the People's Republic of China Targets America*, Washington, Regnery Publishing, 2000. ; Aaron L. Friedberg, « The struggle for the Mastery of Asia », *Commentary*, Nov. 2000. ; Aaron L. Friedberg, « Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a multipolar Asia », *International Security*, 18 (3), 1993-94, pp. 5-33. ; Sur la déclinaison du thème en France : Jean-Pierre Cabestan, *Chine-Taiwan. La guerre est-elle concevable ?*, Paris, Économica, 2003. Il donne alors lieu à la publication d'ouvrages grand public écrits par des journalistes ou des experts d'occasion, comme Jean-François Susbielle, *Chine-Usa. La guerre programmée. Le XXI^e siècle sera-t-il le siècle de la revanche chinoise ?*, Paris, FIRST Éditions, 2006.

fait merveille contre l'Union soviétique s'impose à nouveau. Pour les libéraux, du fait des transformations d'un monde globalisé, ont devait plutôt recourir à une stratégie d'engagement. Il fallait pour eux donner à la Chine toute sa place dans le concert des nations, en espérant conduire ses dirigeants à se comporter de façon responsable et contribuer ainsi à la stabilisation des relations internationales.

C'est en général dans ces termes que la question chinoise est aujourd'hui construite dans les débats, aussi bien entre chercheurs qu'au sein de l'administration américaine. Il y aurait, à première vue, une alternative stratégique, théorique et politique qui ordonnerait les chercheurs et décideurs politiques américains entre partisans du *containment*, et partisans de l'*engagement*. D'un côté d'irréductibles pessimistes convaincus d'une inévitable compétition sinon confrontation avec la Chine, et d'incorrigibles optimistes confiants dans les vertus de la coopération internationale à même de la socialiser et de l'intégrer dans le système actuel.

On peut déjà dire que l'évolution chaotique des relations entre les États-Unis et la Chine trouve son origine et sa traduction dans cette construction. L'alternance de périodes de tensions dans les relations sino-américaines, notamment lors de la crise de 1995-1996 dans le détroit de Taiwan¹, et d'apaisement à partir de 2005, a conduit à d'incessants remaniements dans les perceptions et les spéculations sur l'avenir de ces relations.

De même, les transformations du contexte international avec la survenue de crises économiques et financières, en Asie en 1997 et mondiale en 2008 ou les attentats du 11 septembre 2001, ont évidemment modifiés les perceptions américaines de la menace chinoise. De plus, les changements internes dans les deux pays – que ce soit à l'occasion des élections présidentielles aux États-Unis ou des luttes de tendances au sein de la direction Chinoise – vont conduire à des remaniements et de nouveaux alignements dans les débats théoriques, politiques et stratégiques.

Du fait de l'importance des enjeux, autant savants que politiques, les acteurs mobilisent un arsenal impressionnant d'arguments. Les spécialistes des Relations Internationales conjuguent leurs efforts ou rivalisent avec les sinologues pour faire jouer toutes les ressources de leurs disciplines respectives et solliciter un nombre considérable de concepts. Un travail permanent d'ajustement des argumentaires se fait,

1. Cf. Suisheng Zhao (Ed.), *Across the Taiwan Straits : Mainland China, Taiwan and the 1995-1996 Crisis*, New York, Routledge, 1999; Edward Friedman, « Reflecting Mirrors across the Taiwan Straits : American Perspectives on a China Threat » in : Herbert Yee, Ian Storey (Éds.) *The China Threat : Perceptions, Myths and Reality*, New York, Routledge, 2002, pp.65-85.

au gré des transformations de la scène internationale et de la superposition des politiques engagées sur plus de vingt ans.

Mais avec le temps les cartes se brouillent. Une revue systématique des théories des Relations Internationales à l'aune de la question de l'émergence ou de la réémergence de la Chine va mener à l'abandon progressif des visions par trop manichéennes pour laisser la place à des tentatives de synthèses théoriques mettant à contribution les différentes écoles en Relations Internationales. Néanmoins, la mise à l'épreuve de la division ternaire entre réalistes, libéraux et constructivistes ne conduira pas, on s'en doute, à des conclusions définitives sur leur valeur comparée.

De fait, les distinctions entre partisans du *containment* et partisans de l'*engagement* vont progressivement apparaître comme de moins en moins pertinente, aussi bien dans la communauté savante que chez les professionnels de la politique américains. La recherche d'une synthèse théorique se double de l'élaboration pratique d'un compromis stratégique et politique qui implique l'absence d'un choix décisif entre une politique de confrontation ou de coopération. Nous verrons ainsi comment les deux politiques sont finalement menées de front, comme s'il devenait impossible, du fait d'une incertitude persistante, de renoncer à un seul atout. Il est finalement proposé, dans la foulée de l'élection de Barack Obama, une théâtrale offre de partenariat privilégié avec la Chine sous le nom de G2, qui redouble l'idée lancée en 2007 d'une *Chimerica*. Elle recevra une fin de non recevoir.

La dérive de la question chinoise tient tout autant aux politiques américaines qu'à leur réception par les responsables chinois. A partir du milieu des années quatre-vingt-dix, analystes et décideurs s'interrogent eux aussi sur le sens à donner à l'*émergence* de leur pays. Ils rejettent en général comme mal intentionnée l'idée qu'elle puisse représenter une menace. Ils adoptent souvent, en miroir, les mêmes cadres d'analyses que les théoriciens américains. Ils se différencient également entre réalistes et globalistes bien que les positionnements ouvertement libéraux du fait de la nature du régime politique ne peuvent être que discrets. Ils prennent ainsi leur part aux spéculations sur la future place de la Chine. Ils alimentent en cela la croyance en la peur de la Chine aux Etats-Unis où l'on cherche inlassablement de décrypter leurs intentions. Le comportement de la Chine sur la scène internationale qu'il apparaisse arrogant, timide ou même coopératif ne lève pas les hypothèses. Il ne cesse de dérouter les analystes et les politiques américains. Le maintien du parti communiste au pouvoir, sinon sa consolidation, contribue à entretenir un climat de suspicion interdisant aux acteurs américains de pouvoir tabler sur une claire vision de l'avenir du partenariat avec un pays qui sans être un ennemi déclaré, n'est pas plus un ami qu'un allié. La

Chine est ainsi identifiée avec constance comme *le* challenger défiant son leadership sur le monde. La crainte d'un inévitable déclin de l'empire américain, inlassablement validé par les théories cycliques de l'histoire¹ de longue tradition dans les Relations Internationales, y trouve un aliment décisif.

Nous proposons de montrer comment la question chinoise s'est structurée autant au plan académique que politique aux États-Unis depuis ces vingt dernières années et l'importance de ces débats pour la théorie des Relations Internationales, mais aussi du point de vue stratégique. Nous verrons que le jeu des rationalisations au gré des situations forme des figures complexes.

L'incertitude quant aux intentions de l'autre nourrit la peur. Cela incite autant les experts que les décideurs à la prudence. Elle consiste pour l'essentiel à répartir les risques. Elle se traduit par une certaine forme d'attentisme que l'on peut qualifier d'actif. Chercheurs et experts n'écartent aucune grille de lecture théorique. Les décideurs mettent en œuvre pour leur part des stratégies *a priori* contradictoires. Toute révision radicale de choix antérieur donne le sentiment qu'elle pourrait se révéler fatale. Ainsi, l'on peut montrer que jour après jour, la peur de la Chine, conditionne l'ensemble des politiques américaines autant au plan interne qu'international.

*

¹. Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*, [431-411], Trad., Paris, Folio Classique, 2000 ; Paul Kennedy, *The Rise and Fall of Great Power*, New York, Random House, 1987 ; Aaron L. Friedberg, *The Weary Titan : Britain and the Experience of Relative Declin*, Princeton, Princeton University Press, 1988 ; Ioannis D. Evrigenis, *Fear of Enemies and Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Partie I

La construction d'un dilemme de sécurité

Chapitre I : La menace chinoise

C'est incontestablement la publication, en 2001, de l'ouvrage provocateur, *The Tragedy of Great Power Politics*¹ de John J. Mearsheimer de l'Université de Chicago, qui catalyse l'ensemble des débats académiques tout autant que politiques aux États-Unis, en Chine, mais aussi dans l'ensemble du monde autour de la question des conséquences de *l'émergence de la Chine* comme grande puissance à part entière sur la scène internationale. Par son ambition théorique et le tour dramatique et radical du propos, il fait incontestablement un coup de maître. Il déclenche dans le monde des idées américain et bien au-delà une polémique aussi intense que celles suscitées peu de temps avant par les publications de *La fin de l'histoire*² de Francis Fukuyama et *Le Choc des civilisations* de Samuel Huntington³.

1. Le néo-réalisme offensif et la question chinoise.

L'audace du propos tient aux conclusions sans nuances quant à la caractérisation de la menace chinoise. L'auteur avertit : « La Chine pourrait vraisemblablement bien devenir la plus formidable superpuissance dans la compétition globale avec les États-Unis »⁴. Il met en conséquence en garde contre les illusions de ceux qui voudraient voir dans une Chine prospère et pourquoi pas, un jour, démocratique, une puissance pacifique. Il dit sans détours qu'elle « ne pourrait pas être une puissance de statut quo, mais un État agressif déterminé à achever une hégémonie régionale »⁵. Ce diagnostic sans appel le conduit à recommander l'abandon de la politique d'engagement constructif à l'égard de la Chine, menée depuis les années soixante-dix dans le cadre de la Guerre froide en vue de contrebalancer l'Union soviétique⁶.

Cette politique fut poursuivie dans le contexte de l'après-Guerre froide, notamment pendant les huit années de la présidence Clinton.

1. John J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, Norton & Company, 2001.

² Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, Free Press, [1992], trad. *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Champs Flammarion, 1992.

3. Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon and Schuster, [1996], Trad. *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000.

⁴ Mearsheimer, op. cit., p. 401.

5. Ibid., p. 402.

6. Cf. sur ce point Evelyn Goh, *Constructing the U.S. Rapprochement with China, 1961-1974 : from Red Menace to Tacit Ally*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Cependant, « il n'est pas trop tard », selon lui, pour que les États-Unis « renversent le courant en faisant leur possible pour ralentir l'émergence de la Chine ». Pour cela, il se félicite du fait qu'il existe « des signes que la nouvelle administration Bush [l'ouvrage est publié dans la foulée de l'élection en 2000 de George W. Bush] s'engage dans cette direction »¹.

Débats savants et luttes politiques.

L'ouvrage marque une implication politique du chercheur en Relations Internationales à propos d'une question qui suppose des décisions jugées impératives aux termes d'une analyse scientifique présentée comme implacable. Comme le dit l'auteur, il est encore temps, dans la mesure où « la Chine est encore loin du point où elle aurait assez de pouvoir potentiel pour prétendre à l'hégémonie régionale »². Mais ce sont néanmoins les impératifs structurels du système international qui conduiront de toute façon les États-Unis, pour leur survie, à entrer en concurrence avec la Chine, pour éviter qu'elle prenne un ascendant décisif en Asie. L'auteur dessine en cela la figure de son adversaire principal, le libéralisme, qu'il se présente sous la forme politique ou savante.

Le libéralisme prend alors, dans son propos, la figure d'une idéologie. Si on peut comprendre, comme il le regrette, qu'il trouve son utilité dans les jeux rhétoriques qui sont le propre de la compétition politique, Mearsheimer condamne avec plus de sévérité sa version académique, dans laquelle il voit une théorie fallacieuse et dangereuse. On décèle ici l'ambiguïté du raisonnement. Si les acteurs sont pris dans des effets de structures dont ils ne semblent pas conscients et que seul le savant peut mettre en évidence, quelles marges de manœuvre leur reste-t-il pour décider d'une stratégie plutôt que d'une autre ? C'est l'éternel débat, en sciences sociales, sur la relation entre structure et liberté de l'acteur³. Il trouve une acuité toute particulière aujourd'hui chez les théoriciens des Relations Internationales qui se réclament d'un réalisme critique et scientifique.⁴

Mearsheimer, pour sa part, ne doute pas une seconde que les responsables actuels de la politique étrangère américaine soient conduits, par nécessité – c'est une question de survie – à adopter tôt ou tard une politique de *containement* à l'égard de la Chine. Car la *réalité* – sa façon

1. Mearsheimer, op. cit., p. 402.

2. Op. cit., p. 402.

3. Cf. Michel Crozier, Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système. Les contraintes de l'action sociale*, Paris, Éditions du Seuil, 1977.

4. Cf. Colin Wight, Agents, *Structures and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; Colin Wight, Jonathan Joseph, (Éds.), *Scientific Realism and International Relations*, New York, Palgrave, 2010.

d'être matérialiste – les condamne à faire preuve de rationalité, comme ils l'ont toujours fait depuis que les États-Unis doivent assumer leur rôle de grande puissance dominante. C'est « la tragédie des grandes puissances ». Elles ne peuvent pas, le voudraient-elles, se défaire de leurs responsabilités internationales, sauf à commettre un suicide social, dans la mesure où l'heure de leur déclin inévitable – les civilisations et les États sont mortels¹ – n'a pas encore sonné.

Avec cet ouvrage, l'auteur propose une thèse austère et profondément pessimiste, souvent qualifiée comme relevant d'une forme de darwinisme social. Il se réclame, en cela, du courant théorique *réaliste* en Relations Internationales, mais en y apportant un correctif important, en se définissant lui-même comme *réaliste offensif*². En fait, le coup théorique et politique magistral qu'il accomplit, avec la publication en 2001, de *The Tragedy of Great Power Politics*, juste avant les attentats du 11 septembre, tient dans son opportunité scientifique et politique par rapport aux termes dans lesquels s'est construit le débat sur la stratégie internationale que les États-Unis devaient adopter avec la fin de la Guerre froide.

Au tournant des années quatre-vingt-dix resurgit, aux États-Unis, aussi bien chez les Démocrates et les Républicains que dans l'opinion publique et dans la communauté savante, un fort courant isolationniste. La chute de l'Union soviétique pouvait être considérée comme marquant l'achèvement heureux de la mission internationale que l'humanité semblait avoir confiée, tout au long du vingtième siècle, aux États-Unis. Il était mis un point final à la Seconde Guerre mondiale, et certains pouvaient audacieusement proclamer « *la fin de l'histoire* ». Le moment était enfin venu de rentrer à la maison et de songer au rapatriement d'une bonne partie des troupes américaines stationnées un peu partout dans le monde, en particulier en Europe et en Asie de l'Est. Une discussion s'engage alors sur l'avenir de l'OTAN et la possibilité, pour les Européens, d'assumer eux-mêmes leur sécurité. En Asie, la répression du *printemps de Pékin* semble avoir pour longtemps placé sur la défensive et discrédité internationalement le régime Chinois, notamment aux yeux

1. Ce serait la leçon de l'histoire. Cf. Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York, Random House, 1987.

2. Il veut conclure un débat classique chez les spécialistes des questions de sécurité internationale sur les bénéfices des positions offensives et défensives des acteurs et leur mutuelle perception. Cf. Stephen Van Evera, « Offensive, Defense and the causes of War », *International Security*, 22 (4), 1998, pp. 5-43. ; Sean M. Lynn-Jones, « Offense-Defense Theory and its Critics », *Security Studies*, 4 (4), 1995, pp. 660-691. ; Charles L. Glazer, Chaim Kaufmann, « What is the Offense-Defense Balance and Can We Measure it ? », *International Security*, 22 (4), 1998, pp. 44-82.

des autres pays asiatiques qui sont eux aussi invités, comme les Européens, à organiser davantage par eux-mêmes leur sécurité collective¹.

Dans ce climat isolationniste, il ne fallut pas longtemps pour que les débats sur le rôle des États-Unis dans le monde reprennent.

La première guerre du Golfe, menée par l'administration Bush père avec l'assentiment des Nations Unis, pose aux spécialistes des Relations Internationales la question de savoir quelles sont les conséquences, en matière de sécurité, du fait de la disparition de l'Union soviétique, de l'instauration d'un monde unipolaire dominé par une seule grande puissance². N'y a-t-il pas là un piège mortel, conduisant paradoxalement les États-Unis à étendre sans cesse leurs lignes pour faire face à de nouvelles menaces et à des conflits multiples, de plus en plus localisés, même si le spectre des guerres majeures s'est effacé ?

L'opinion publique américaine supporterait-elle longtemps le coût économique et le prix du sang que cela entraînerait inévitablement³ ? On

1. Cf. Richard N. Haass, *The Reluctant Sheriff: The United States after the Cold War*, New York, Council on Foreign Relations Press, 1997 ; Robert J. Art, « Geopolitics Updated : the Strategy of Selective Engagement », *International Security*, 23 (3), 1998-99, pp. 79-113.

2. Un intense débat théorique, auquel participe les ténors de la discipline, s'engage dès la fin de la guerre froide sur la viabilité et la désirabilité d'un monde unipolaire. Cf. Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, 70 (1), 1990-91, pp. 22-33. ; Christopher Layne, « The Unipolar Illusion, Why New Great Power Will Rise », *International Security*, 17 (4), 1993, pp. 5-51. ; Kenneth N. Waltz, « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, 18 (2), 1993, pp. 44-79. ; Kenneth N. Waltz, « The New World Order », *Millennium*, 22 (2), 1993, pp. 187-195. ; Michael Mastanduno, « Preserving the Unipolar Moment : Realist Theories and U.S. grand Strategy after the Cold War », *International Security*, 21 (4), 1997, pp. 44-88. ; Eugene Gholtz et autres, « Come home, America : The strategy of Restraint in face of the Temptation », *International Security*, 21 (4), 1997, pp. 5-48. ; Ethan B. Kapstein, Michael Mastanduno, (Éds.), *Unipolar Politics : Realism and State Strategies after the Cold War*, New York, Columbia University Press, 1999 ; Samuel P. Huntington, « The Lonely Superpower », *Foreign Affairs*, 78 (2), 1999, pp. 35-49. ; William C. Wohlforth, « The Stability of a Unipolar World », *International Security*, 24 (1), 1999, pp. 5-41. ; Richard N. Haass, « What to do With American Primacy », *Foreign Affairs*, 78 (5), 1999, pp. 37-49. ; Peter J. Spiro, « The new Sovereignists : American Exceptionalism and Its false Prophets », *Foreign Affairs*, 79 (6), 2000, pp. 9-15. ; Kenneth N. Waltz, « Structural Realism after the Cold War », *International Security*, 25 (1), 2000, pp. 5-41. ; Stephen M. Walt, *Keeping the world « Off balance » : Self-Restraint and U.S. Foreign Policy*, Boston, Harvard University Working Paper n° RWP00-013, 2000. ; John G. Ikenberry, *After Victory : Institutions, Strategic Restraint, and Rebuilding of Order After Major Wars*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

3. Sur l'opinion et la politique étrangère américaine, cf. l'ouvrage classique de Gabriel Almond, *The American People and Foreign policy*, New York, Praeger, 1960. ; et précisément une enquête sur les années quatre-ving-dix : John E. Riley, (Éds.),

envisage alors de pallier ces deux problèmes par le partage des coûts, en étendant la coopération internationale et en développant l'action des organisations internationales¹, tirant les leçons positives de la formation de la large coalition constituée lors de la guerre du Golfe. Et avec les progrès des technologies militaires, on avance l'idée de la guerre *propre* – sans morts... américains².

Mais de nouvelles anomalies, pour parler comme Thomas Kuhn, surviennent, comme la piteuse intervention humanitaire américaine en Somalie en 1992, ou dans son prolongement, l'attentisme de la diplomatie américaine face au génocide rwandais de 1994. Plus encore, la crise Yougoslave a fait la démonstration que les Européens se sont révélés incapables d'assurer à eux seuls la sécurité sur leur continent, sans l'aide des États-Unis. Et l'accroissement des tensions en 1995 dans le détroit de Taiwan, ainsi que la menace de l'accès de la Corée du Nord à l'arme nucléaire qui se précise, dès 1994, ne permettent pas aux États-Unis de baisser la garde en Asie, sans parler de la persistance des menaces de conflit au Moyen-Orient.

Les théoriciens réalistes et néoréalistes des Relations Internationales ont été mis en difficulté avec la fin d'un monde bipolaire dont ils s'étaient fait une raison. Ils en vinrent à y voir un mode équilibré de gestion des affaires internationales³. Ils retrouvent une certaine légitimité théorique, du fait des nouvelles causes d'instabilité d'un monde illusoirement compris comme unipolaire, mais en réalité régionalement multipolaire et à la recherche de nouveaux équilibres⁴.

Alors que Kenneth N. Waltz a, pour l'essentiel, toujours évité de s'impliquer dans les débats de politique étrangère sur la grande stratégie internationale des États-Unis, et en a fait un principe en considérant que la politique étrangère ne relevait pas du champ de compétence de la

American Public Opinion and U.S. Foreign Policy, Chicago, Chicago Council on Foreign Relations, 1999.

1. Cf. l'ouvrage précurseur sur ce thème de Robert M. Axelrod, *The Evolution of Cooperation*, New York, Basic Books, 1984, et l'article de Robert M. Axelrod, Robert O. Keohane, « Achieving Cooperation under Anarchy : Strategies and Institutions », *World Politics*, 38 (1), 1985, pp. 226-254.

2. Antonin Tisseron, « La « guerre propre » : mythe ou réalité des années 1990 ? », *Relations Internationales*, (118), été 2004, pp. 229-243.

3. Cf. le dernier chapitre de Kenneth Waltz, « The Management of International Affairs », in *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979, pp. 179-210.

4. Charles A. Kupchan, « After Pax Americana : Benign Power, Regional Integration and the Sources of Stable Multipolarity », *International Security*, 23 (2), 1998, pp. 40-79. ; David A. Lake, Patrick M. Morgan, *Regional Orders : Building Security in a new World*, University Park, Penn State University Press, 1997 ; Barry Buzan, Ole Wøever, *Regions and Powers ; The Structure of International Security*, Londres, Cambridge University Press, 2003.

théorie des Relations Internationales¹. Mearsheimer considère à l'inverse que cette distinction n'est pas justifiée. Il en fait même le point de divergence centrale avec ceux qu'il qualifie de réalistes défensifs, pour le *statu quo*².

Mearsheimer intervient ainsi directement dans le débat sur l'opportunité d'un désengagement militaire des États-Unis en Europe et en Asie de l'Est. Il considère que *scientifiquement*, ou structurellement si l'on veut, les États-Unis n'ont en fait pas le choix, ils sont contraints de rester, sauf à tout perdre. L'effacement des deux grandes puissances incarnant l'équilibre de la Guerre froide ne peut que laisser le champ libre à une lutte pour l'hégémonie entre les grandes puissances régionales en Europe et en Asie.

Parmi de nombreux candidats, l'Allemagne, en Europe, et la Chine, en Asie du Nord-Est, lui apparaissent comme les plus prometteurs. Simplement, les deux puissances en question ne possèdent pas tous les atouts, loin s'en faut. Il manque notamment à l'Allemagne, du fait de son statut de vaincus de la Seconde Guerre mondiale, la puissance militaire et diplomatique et plus encore la détention de l'arme nucléaire. Selon Mearsheimer, qui raisonne en termes stricts de puissance militaire comprise comme l'inévitable prolongement des potentialités économiques des États, le retrait américain provoquerait inmanquablement, en Europe, les appétits de l'Allemagne, après la réunification allemande, et de la Chine en Asie.

Le propos est particulièrement provocateur. Au risque de choquer, il considère qu'il n'y a absolument rien d'autre que la puissance mesurée en termes de capacité militaire, et non la nature du régime politique d'un État, qui le conduit à ambitionner l'exercice d'une hégémonie régionale. Elle doit alors s'arracher de haute lutte – comme, selon lui, l'histoire universelle de l'émergence et du déclin des grandes puissances l'enseigne.

Il faut aussi indiquer qu'au début des années quatre-vingt-dix, le durcissement de la *guerre commerciale* entre le Japon et les États-Unis avait fait craindre des ambitions hégémoniques du Japon en Asie, visant à supplanter le leadership américain dans la région³. La crise économique

1. Cf. Kenneth N. Waltz, « Realist Thought and Neorealist Theory », *Journal of International Affairs*, 44 (1), 1990, pp. 21-37. ; et « International Politics is not Foreign Policy », *Security Studies*, 6(1), 1996, pp. 54-57.

2. Randall L. Schweller, William C. Wohlforth, « Power Test ; Evaluating Realism in Response to the end of the Cold War », *Security Studies*, 9 (3), 2000, pp. 60-108 ; et Randall L. Schweller, « Neorealism's Status-Quo Bias : What Security Dilemma ? », *Security Studies*, 5 (3), 1996, pp. 261-305.

3. Cf. Ezra Vogel, *Japan as Number One. Lessons for America*, Harvard, Harvard University Press, 1979 ; Robert Gilpin, « Sources of American-Japanese Economic

prolongée qui plonge depuis près de vingt ans le Japon dans une longue récession permet d'écartier l'idée d'une telle menace, qui est alors pleinement reportée sur la Chine.

La crainte d'une hégémonie allemande en Europe dans les termes de la grille de lecture proposée par Mearsheimer manque aujourd'hui de crédibilité. Même si la question du poids relatif des états de la communauté Européenne se pose, elle forme une *communauté de sécurité* exemplaire, unique au monde¹. On peut concéder à l'auteur qu'elle doit pour une part son maintien et sa stabilité à la tutelle qu'exerce l'Amérique à travers l'OTAN. L'Allemagne écartée, même temporairement, la thèse de la menace Chinoise trouve alors une justification savante et politique promise à un bel avenir.

La persistance de l'idée de la menace chinoise ne peut pas se comprendre si l'on ne voit pas que le débat principal, aux États-Unis, porte sur la question des bonnes raisons permettant de justifier et d'assumer le leadership américain dans le monde, comme puissance *offshore*², notamment par le maintien de ses alliances, de ses troupes et de ses moyens stratégiques sur tous les continents.

En fait, la *menace chinoise* – exercée par un pays émergent pouvant un jour supplanter la suprématie des États-Unis – s'inscrit dans une construction intellectuelle *rationnelle*. Penser le maintien de la prééminence américaine s'impose comme un choix stratégique décisif au milieu des années quatre-vingt-dix. Sans mettre fin à tous les attermolements de l'après Guerre froide, assumer cette position de pouvoir dans le monde permet, dans l'immédiat, de contrer les tentations isolationnistes. Elles trouvent de plus en plus d'adeptes au Congrès, avec le retour d'une majorité républicaine à l'issue des élections de mi-mandat de 1994³.

En 1995, l'administration démocrate engage une contre-attaque, par la voix doublement autorisée de Joseph Nye. En effet, il s'exprime à la fois comme spécialiste des Relations Internationales – c'est un universitaire réputé de Harvard – classé comme libéral, et comme

conflict » in G. John Ikenberry, Michael Mastanduno, (Éds.), *International Relations Theory and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003, pp. 299-322 ; Michael Mastanduno, « Do relative Gains Matter ? American's Response to Japanese Industrial Policy », *International Security*, 16 (1), 1991, pp. 73-113.

1. Emmanuel Adler, Michael N. Barnett, (Éds.), *Security Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

2. Mearsheimer, *The Tragedy*, op. cit. pp. 234-266. Cf. sur cette formulation Christopher Layne, « From Preponderance to Offshore Balancing : America's future Grand Strategy », *International Security*, 22 (1), 1997, pp. 86-124.

3. Sur les inquiétudes suscitées par le retour de l'isolationnisme, cf. l'article du pandit démocrate de la politique étrangère américaine Arthur Schlesinger, Jr. : « Back to the Womb ? Isolationism's Renewed Threat », *Foreign Affairs*, 74 (4), 1995, pp. 2-8.

responsable politique. Il exerce les fonctions de Secrétaire adjoint à la Défense, chargé des questions de sécurité internationale dans l'administration Clinton. A ce titre, il vient de publier un rapport qui portera son nom, pour accompagner la négociation d'un traité avec le Japon visant à redéfinir et consolider l'alliance entre les deux pays¹.

Dans un article de la revue *Foreign Affairs*, il veut écarter les critiques soulevées à l'occasion de la signature de cet accord, en soutenant la nécessité, pour les États-Unis, de maintenir plus que jamais leur engagement – ou engagements – en Asie de l'Est, en vue d'assurer la sécurité dans la région, et en conséquence, des États-Unis². Il cherche explicitement à obtenir une majorité, sur la base d'un compromis bipartisan approuvant la reconduction de l'alliance stratégique avec le Japon, compromis qu'il replace dans le cadre d'une stratégie plus globale visant à assurer l'indispensable leadership des États-Unis dans la région.

Il déploie pour cela une argumentation censée être à même de rallier une opposition républicaine mobilisée contre une politique étrangère jugée non seulement dispendieuse mais surtout ne répondant pas à l'exigence de la stricte défense des intérêts vitaux des États-Unis. Il est, par ailleurs, accusé de manquer de fermeté à l'égard de la Chine, argument inlassablement mobilisé par les Républicains, depuis 1949, lorsqu'ils sont dans l'opposition.

Joseph Nye va puiser dans ses ressources académiques pour justifier une stratégie selon laquelle les *intérêts nationaux* des États-Unis « demandent leur profond engagement dans la région »³. En fait, le texte parle d'un double engagement. Nye joue sur les mots. Il s'agit, à la fois, de l'engagement effectif des États-Unis par le maintien de leur présence militaire, avec la confirmation de leurs alliances, et aussi, de la nécessité d'*engager* la Chine, *engagement* qu'il oppose explicitement à la stratégie de containment prônée à ce moment-là par les milieux conservateurs et par, on l'a vu, les théoriciens réalistes offensifs comme Mearsheimer.

Joseph Nye endosse néanmoins explicitement, dans ce texte, la mise en récit réaliste du thème de la *menace chinoise* – ce que Mearsheimer ne manquera pas de relever avec ironie⁴ – pour justifier également la

1. Le Rapport Nye ou *United States Security Strategy for the East Asia-Pacific Region*, Office of International Security Affairs, Department of Defense, fév. 1995 ; sur les problèmes posés par la stratégie américaine de réaffirmation de l'alliance avec le Japon à partir de 1995, cf. Thomas J. Christensen, « China, The U.S.-Japan Alliance, and the Security Dilemma in East Asia », in : G. John Ikenberry, Michael Mastanduno, (Éds.), op. cit., pp. 25-56.

2. Cf. Joseph S. Nye, « East Asian Security : The Case for Deep Engagement », *Foreign Affairs*, 74 (4), 1995.

3. Ibid., p. 90.

4. Mearsheimer, *The Tragedy...*, op. cit., p. 377.

nécessité de maintenir la présence américaine en Asie de l'Est, sans toutefois en tirer les mêmes conséquences quant à la politique à l'égard de la Chine qui ne doit pas être traitée en ennemie.

On se doit de citer ici intégralement l'énoncé archétypal, quasiment mythique, fait par Nye : « L'histoire nous montre que les périodes d'émergence et d'effondrement des grandes puissances sont souvent des époques de grande instabilité pour les systèmes internationaux formés d'États. Comme Thucydide l'écrivait, il y a presque 2500 ans, la cause réelle de la guerre du Péloponnèse fut la croissance du pouvoir d'Athènes et la peur que cela créa à Sparte. De même, l'émergence de la France fut la cause du chaos qui s'instaura en Europe au début du dix-neuvième siècle, et une des causes de la première guerre mondiale fut la peur que la puissance de l'Allemagne inspira à ses voisins européens. La structure internationale du pouvoir en Asie de l'Est est aujourd'hui marquée par l'émergence et l'effondrement de grandes puissances. Pendant la dernière décennie, l'Union soviétique a décliné avant de disparaître. Également pendant cette période, la croissance japonaise s'est poursuivie et la Chine a commencé à transformer son économie. [...] L'envergure de la croissance du PNB chinois signifie que des capacités militaires impressionnantes devraient accompagner sa croissance économique. Comment le système international s'ajuste-t-il à l'émergence de la puissance chinoise, à l'éventuelle régénérescence de la Russie, à l'évolution du rôle du Japon et aux tensions dans la péninsule coréenne, devrait être d'une importance capitale pour la stabilité et la prospérité de la future Asie de l'Est »¹.

Il existe donc bien une *menace chinoise* pour les autres pays de la région, et qui peut conduire au pire – pour quoi pas à la guerre –, du fait d'un rapport de force incertain qui, l'histoire nous l'enseigne, accompagne toujours l'émergence d'une nouvelle grande puissance. Selon Nye, si les États-Unis ne sont pas les *gendarmes du Monde*, « les forces déjà déployées en Asie assurent une large stabilité régionale et dissuadent de toute agression contre nos alliés »². Le propos se veut rassurant, à la différence des thèses développées par Mearsheimer. La *menace chinoise*, si on lit entre les lignes, serait d'une certaine façon peu crédible, et le risque d'un conflit, dans les conditions actuelles, peu probable, du fait même de l'existence du dispositif militaire américain en Asie, à condition bien évidemment qu'il ne soit pas retiré.

Dans le meilleur des cas, la Chine est présentée comme pouvant devenir la deuxième puissance mondiale, et non la première, ce qui fait

1. Ibid., pp. 91-92.

2. Joseph S. Nye, « The Case for Deep Engagement », op. cit., p. 102.

toute la différence, laissant aux États-Unis la prééminence, à condition, selon Nye, qu'ils assument en pleine conscience leur leadership stratégique.

Nye s'oppose aux thèses réalistes en proposant comme instruments de pacification, le renforcement des alliances et le développement des institutions régionales¹. Cette position le range effectivement, dans les débats académiques, dans le camp des institutionnalistes néolibéraux. On ne peut en douter lorsque, avec une ironie mordante à l'encontre des réalistes, il affirme : « Certains pensent que les alliances ne peuvent pas marcher avec un ennemi appelé incertitude. "Combien de divisions a l'incertitude ?" demande le sceptique. Mais les sceptiques, comme il est sagement considéré dans la région, sont trop malins. Le problème n'est pas celui des divisions que l'incertitude possède, mais des divisions que l'incertitude peut créer »². Le message de l'administration Clinton est, en ce milieu des années quatre-vingt-dix, bien lié à la montée d'une certaine forme d'incertitude que la structuration des débats autour d'un possible retrait américain avait fait naître en Asie.

Avec la fin de la Guerre froide, le simple fait de poser régulièrement, devant le Congrès américain, la question d'une plus juste répartition des dépenses de sécurité entre les États-Unis et ses alliés, notamment l'Australie, la Corée du Sud, le Japon et les Philippines, ne manque jamais de jeter un certain trouble. Selon Nye, il avait été jusque-là impossible de « rassurer les Asiatiques, à savoir que les États-Unis étaient une grande puissance avec une ferme détermination de rester dans la région »³. La publication, par le Département de la Défense, du rapport *United States Security Strategy for the East Asia Pacific Region*, visait à renverser le courant et à clairement annoncer au monde la ferme détermination des États-Unis de poursuivre leur engagement en Asie.

Toutefois, les justifications que donne Nye de cette stratégie peuvent paraître très défensives face à la pression du Congrès et de l'opinion publique. L'argument central est que les États-Unis feraient, en

1. C'est un point de clivage essentiel avec les réalistes. Cf. John J. Mearsheimer, « The False Promise of International Institutions », *International Security*, 19 (3), 1994-95, pp. 5-49.

2. Joseph Nye, « The Case of Deep Engagement », op. cit., p. 95. Les malins sont, bien entendu, les réalistes offensifs comme Mearsheimer qui considèrent que les alliances sont par nature instables et les guerres éclatent le plus souvent du fait de retournements spectaculaires d'alliances comme le pacte germano-soviétique ou la rupture sino-soviétique : « Alliances are only temporary marriages of convenience : today's alliance partner might be tomorrow's enemy. » Mearsheimer, *The Tragedy...*, op. cit., p. 33.

3. Ibid., p. 101.

définitive, peu « d'économies en retirant leurs troupes d'Asie »¹. La renégociation des accords de défense avec leurs alliés visant également à un rééquilibrage des dépenses. Le risque est d'encourager indirectement le réarmement du Japon qui ne peut qu'inquiéter ses voisins, en particulier la Chine et la Corée du Sud. L'impression que les États-Unis cherchent à se retirer du monde sur la pointe des pieds marque effectivement jusqu'à aujourd'hui la perception de la stratégie internationale américaine pendant l'ère Clinton.

Ainsi une politique néolibérale de rationalisation des dépenses publiques est engagée, qui aboutira à une forte réduction des crédits du Département d'État. Ils pourront ensuite tout à loisir dénoncer les critiques de l'inconséquence des démocrates sous Clinton et de l'unilatéralisme de l'époque Bush axée sur les dépenses militaires aux dépens de l'action diplomatique².

L'impossible désengagement des États-Unis en Asie.

De fait, le retournement qui s'opère visiblement, en 1995, de la stratégie américaine en Asie, donne l'impression d'un réveil en sursaut des dirigeants américains. « Dans aucune région, on ne demande que les américains rentrent à la maison » s'exclame brusquement Nye³.

En conséquence, il ne faut surtout pas donner l'impression que les États-Unis veulent se retirer d'Asie, au risque qu'il vienne à certains, notamment la Chine, « l'idée de nous remplacer dans la région »⁴. C'est exactement en ce point que s'insinue dans les esprits la *menace chinoise*. Nye veut apporter une réponse péremptoire à ceux qui accusent « l'administration Clinton de ne pas avoir de stratégie pour la Chine ». Elle est basée sur l'*engagement* »⁵.

Il présente la politique d'engagement comme la seule réponse face à l'incertitude. Selon lui, « les experts de la région » sont divisés entre ceux qui croient que la Chine « pourrait se montrer agressive en dehors de son aire culturelle et ceux qui ne le croient pas ».

1. Ibid., p. 98.

2. Cf. Joshua Kurlantzick qui écrit : « Le gouvernement amputa les crédits consacrés aux programmes touchant les affaires étrangères de plus de 5 milliards de dollars en 1994 à 3,64 milliards en 2000. En conséquence, entre 1994 et 1997 le Département d'État ne put remplacer que 53% des postes laissés vacants par les départs à la retraite, les démissions et les décès... » affaiblissant ainsi l'appareil diplomatique américain selon l'auteur, in Joshua Kurlantzick, *Charm Offensive. How China's Soft Power In Transforming the World*, New Haven, A New Republic Book, Yale University Press, 2007.

3. Joseph Nye, « The Case of Deep Engagement », op. cit., p. 92.

4. Déjà les Malais avait voulu exclure les Américains de certaines discussions de l'ASEAN.

5. Joseph Nye, « The Case of Deep Engagement », op. cit., p. 100.

Compte tenu du doute qui règne parmi les spécialistes, il est donc raisonnable « de parier à 50/50 pour une Chine agressive ou qu'elle devienne une grande puissance raisonnable dans la région. Dans cette hypothèse traiter la Chine comme ennemie hypothèque 50% de l'avenir. Plus encore, une stratégie de containment pourrait être difficile à abandonner. L'inimitié peut devenir une prophétie auto réalisatrice »¹.

La politique d'engagement prend bien en compte l'idée de *menace chinoise*, même si le danger n'est pas actuel et qu'il reste une simple éventualité. L'engagement vise justement à éloigner sa possible concrétisation. En fait, dès l'instant où l'idée d'émergence de la Chine comme grande puissance est devenue un lieu commun, repris jour après jour à satiété par d'innombrables locuteurs partout à travers le monde, la petite chanson tragique de Mearsheimer revient comme une ritournelle obsédante que les chercheurs en Relations Internationales et les responsables de la politique étrangère américaine n'arrivent pas à chasser de leur esprit.

Dans un article de 2006, Mearsheimer confirme son analyse, en appliquant encore une fois aux relations sino-américaines sa vision martiale des Relations Internationales. Il résume celle-ci en rappelant les trois caractéristiques définissant selon lui le système international.

Premièrement, les principaux acteurs du système sont les États qui opèrent dans l'anarchie, ce qui signifie simplement qu'il n'y a pas de gouvernement mondial. Deuxièmement, toutes les grandes puissances ont des capacités militaires offensives, ce qui signifie qu'elles ont les moyens de se frapper mutuellement. Troisièmement, aucun État ne peut connaître les intentions des autres avec certitude, particulièrement celles à venir. Il est tout simplement impossible, par exemple, de connaître les prétentions de l'Allemagne et du Japon envers leurs voisins en 2025².

Dans ce monde incertain règne la crainte que le seul moyen pour survivre soit, pour les États, d'être toujours plus puissants que leurs rivaux, ce qui conduit inmanquablement les plus puissants à viser à l'hégémonie sur tous les autres. Néanmoins, la réalisation d'une telle visée se révélant impossible, l'hégémonie s'exerce en général régionalement, comme celle des États-Unis sur le continent américain. Et les interventions américaines en Europe et en Asie, depuis le début du

1. Ibid., p. 94. Cette remarque renvoie aux débats historiques sur les causes de la guerre froide dont certains chercheurs dits révisionnistes pensent qu'elle est principalement la conséquence du durcissement de la politique étrangère américaine durant le maccarthysme. Cf. Thomas J. McCormick, *America's Half-Century: United States Foreign Policy in the Cold War*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989.

2. John J. Mearsheimer, « China's Unpeaceful Rise », *Current History*, 105 (690), avr. 2006, pp. 160-162.

XX^e siècle, s'expliquent par la volonté de contrer l'accession à l'hégémonie régionale de puissances émergentes comme l'Allemagne, le Japon, et ensuite l'Union soviétique.

Il en déduit alors que les États-Unis ne peuvent tolérer que la Chine cherche à dominer l'Asie. Aussi est-il prévisible, « que les États-Unis mettront tout en œuvre pour contenir la Chine et finalement l'affaiblir au point qu'elle ne soit plus capable d'en imposer en Asie. Par essence, l'Amérique devra inévitablement se comporter envers la Chine de la façon dont elle s'est comportée envers l'Union soviétique pendant la guerre froide »¹.

Cette sombre prévision est, selon lui, malheureusement des plus probables, si la Chine continue sa percée (*rise*) qui, en aucun cas, ne pourra se poursuivre *pacifiquement*².

Mearsheimer trouve lui-même déprimant le tableau qu'il peint de l'exacerbation de la compétition entre la Chine et les États-Unis. Il considère que même avec la meilleure bonne volonté, il sera difficile d'éviter un conflit majeur. Cela impose à l'Amérique de s'engager résolument dans une politique de *containment*.

On voit bien que la *menace chinoise* est hypothétique et relève du domaine de la croyance. Elle ressort d'une construction théorique de la transition des grandes puissances, à prétention nomologique, extrapolée d'expériences historiques. Néanmoins, elle continue d'informer les responsables de la politique étrangère américaine, même si certains comme Nye pense qu'elle repose sur une simple métaphore. La vision de Mearsheimer s'écarte délibérément de celle des néoréalistes dits défensifs comme Kenneth Waltz pour qui la possibilité pour la Chine de se lancer dans une aventure militaire, en une époque de dissuasion nucléaire, est peu probable du fait de la structure même du système international³.

De fait, au tournant du millénaire une telle menace de domination militaire n'est pas vraiment prise au sérieux par les pays voisins de la Chine⁴, à l'exception notable du Japon et de Taiwan. Les craintes dans la région sont alors davantage économiques et culturelles. Mais alors, n'en

1. Ibid., p. 162.

2. Il s'agit d'une allusion à la théorie l'émergence pacifique discutée en Chine puis abandonnée en 2003.

3. Kenneth N. Waltz, « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, 18 (2), 1993, pp. 44-79.

4. Cf. Herbert Yee, Ian Storey, (Éds.), *The China Threat : Perceptions, Myths and Reality*, Londres, Routledge, 2002. ; de plus la Chine semble s'être engagée dans une politique d'apaisement vis-à-vis de ses voisins sur de multiples contentieux territoriaux. Cf. en ce sens : M. Taylor Fravel, « Regime Insecurity and International Cooperation : Explaining China's Compromises in Territorial Disputes », *International Security*, 30 (2), 2005, pp. 46-83.

est-elle pas plus redoutable ? Néanmoins, la vision de Mearsheimer va au cours des dix dernières années poursuivre sa carrière autant dans le champ des Relations Internationales que dans celui des politiques américaines.

2. L'Inévitable conflit entre les États-Unis et la Chine.

C'est aujourd'hui une croyance universellement répandue. La Chine est un pays émergent qui, si sa croissance économique se poursuit au rythme des dix dernières années, ne peut que devenir une grande puissance de plein droit à même de menacer la prééminence exercée par les États-Unis depuis la fin de la guerre froide. Cet énoncé qui fait figure d'idée reçue est inlassablement répété depuis quinze ans par une multitude de locuteurs aussi bien savants que profanes partout dans le monde. Il est lourd d'une inévitable confrontation qui trouve chez les spécialistes des Relations Internationales américains des justifications tirées de l'histoire. Plus concrètement, il forme une implacable prédiction qui ne cesse d'inquiéter les responsables des questions de sécurité et de la politique étrangère américaine. Il conditionne ainsi l'ensemble des débats théoriques et politiques sur les choix stratégiques dans un balancement incertain entre préparation à un inévitable conflit et offre de coopération¹.

Destinés à être adversaires.

Mearsheimer cadre sa thèse générale sur l'émergence des grandes puissances en faisant valoir, en introduction de *The Tragedy of Great Power Politics*, la supériorité heuristique du réalisme offensif en l'incluant dans un tableau comparatif des théories réalistes et néoréalistes². Le libéralisme est présenté, en contrepoint, comme l'adversaire principal du réalisme, autant au plan théorique que politique. Mearsheimer en dénonce l'influence, qu'il attribue à l'optimisme rassurant qu'il développe, et l'usage politique rhétorique qui en est fait par les démocrates, de Roosevelt à Clinton.

Enfin, vers la fin de l'ouvrage, il fait un sort aux constructivistes sociaux, « qui croient que l'on peut créer un monde plus pacifique en substituant aux discours réalistes des discours qui mettent l'accent sur la confiance et la coopération »³. Il mène ainsi un combat dans lequel les armes de la théorie sont censées trouver un rendement politique

1 Voir Richard K. Betts, « Conflict or Cooperation ? », *Foreign Affairs*, 86 (6), 2010, pp. 186-194.

2. Mearsheimer, *The tragedy*, op.cit., p. 22.

3. Ibid., pp. 168-169.

immédiat. La validité de la théorie tend, chez lui, à se confondre avec sa pertinence politique. Juste avant d'entamer le paragraphe où il présente sa version offensive du réalisme, il conclut un passage annonçant l'inévitable échec d'une politique d'engagement avec la Chine par la phrase lapidaire : « En résumé, pour autant que la puissance de la Chine s'accroisse, la Chine et les États-Unis sont destinés à être adversaires »¹.

En harmonie avec cette analyse, les républicains vont, pendant la campagne présidentielle de 2000, dénoncer la modération, sinon la complaisance, des Démocrates envers la Chine. Pourtant, ils n'en poursuivront pas moins la politique d'engagement. Elle connaîtra même une consécration législative, au cours du second mandat de W. Bush, avec l'adoption, le 26 avril 2006, par le Congrès américain, du *U.S.-China engagement Act*.

En fait, les attentats du 11 septembre 2001 incitent l'administration républicaine à brutalement voir dans la Chine un précieux allié dans la lutte contre le terrorisme qui est devenue la priorité absolue de l'action internationale des États-Unis. Que faire alors de la sinistre prédiction des théoriciens américains des Relations Internationales, partisans d'un réalisme offensif et proches des milieux politiques conservateurs, annonçant l'inévitable conflit avec la Chine ?

L'un d'entre eux, Aaron Friedberg, de Princeton, responsable des affaires de sécurité nationale et de la planification politique au cabinet du vice-Président entre 2003 à 2005 dresse, dans un article publié en 2005 sur l'avenir des relations entre les États-Unis et la Chine, sous-titré « *le conflit est-il inévitable ?* »², un panorama des débats sur cette question dans le champ de la théorie des Relations Internationales.

Dans cette étude il constate que les partisans de la coopération avec la Chine, regroupant les optimistes de tous bords, réalistes, libéraux ou constructivistes l'emportent sur les pessimistes adeptes de la compétition, la encore, toutes écoles confondus³.

Il en vient à dire qu'il s'est établi un équilibre des forces dans les relations entre les États-Unis et la Chine. Il reflète l'état des débats savants, qui ne permettent pas de prédire dans quel sens la balance peut pencher. En clair, tout semble possible, aussi bien un renforcement de la coopération qu'une aggravation brutale des tensions. Celles-ci pouvant aussi bien être provoquée par des causes internes dues à une transformation politique du régime Chinois ou une mauvaise gestion de la question de Taiwan par les deux parties. Une autre possibilité est la

1. Ibid., p. 4.

2. Aaron Friedberg, « The Future of U.S.-China Relations : Is Conflict Inevitable ? », *International Security*, 30 (2), 2005, pp. 7-45.

3. Ibid., p. 40.

perpétuation de l'équilibre actuel pour une durée indéterminée. Il en conclut qu'il y a « toute raison d'espérer que les relations entre les États-Unis et la Chine puissent suivre un cours plus paisible et plus pacifique. Néanmoins, pas plus l'histoire que la théorie ne peuvent fournir l'assurance qu'il en sera ainsi »¹.

La démarche qui consiste à attendre de la discipline des Relations Internationales un oracle sur l'avenir des relations entre les États-Unis et la Chine, peut paraître étrange. En fait, elle est parfaitement cohérente avec les prémisses de l'auteur qui, sur ce point, reste fidèle au réalisme offensif.

C'est en prenant explicitement appui sur l'exemple de la construction des relations entre l'Angleterre et l'Allemagne depuis le XIX^e siècle qu'il questionne l'avenir des relations entre les États-Unis et la Chine. Autrement dit, l'histoire nous enseignerait que l'émergence d'une nouvelle puissance régionale est rarement pacifique, les deux guerres mondiales l'ont montré, même si pendant une longue période les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre ont pu être coopératives. Il n'est pas convaincu que la tendance soit à la pacification des relations entre les États-Unis et la Chine, bien qu'en 2005, cela paraisse être plus que jamais *réel*, comme il l'a lui-même objectivé en *découvrant* qu'elle était la tendance dominante dans la recherche en Relations Internationales.

L'intérêt de cette présentation, par ailleurs très raffinée, des différentes écoles, tient dans le mélange des genres entre arguments savants et rhétorique politique. Par un souci de symétrie, Friedberg divise les *libéraux* entre optimistes et pessimistes, comme il le fait pour les deux autres *écoles*.

Pourtant son positionnement théorique et politique le conduit à des amalgames discutables. On peut s'accorder avec lui sur le fait que les auteurs libéraux, accordant dans leurs analyses une place privilégiée aux structures et aux dynamiques politiques internes, sont conduit à considérer la question de la démocratisation du régime chinois comme une variable décisive. Il est moins légitime d'identifier les libéraux pessimistes aux libéraux au sens politique du terme, qui voient, dans la *croisade démocratique* de l'administration Bush, une politique susceptible d'accroître les tensions entre les États-Unis et la Chine.

De fait, c'est bien l'adhésion de l'administration Républicaine à la thèse de la *paix démocratique*² comme mode de justification de l'invasion

1. Ibid., p. 45.

2. Thèse qui rencontre un certain succès après la guerre froide selon laquelle les « démocraties ne se font pas la guerre » et que les réalistes attribuent en général à ceux qu'ils désignent comme libéraux. Cf. l'abondante littérature et les nombreuses polémiques à ce sujet : Michael W. Doyle, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign

préventive et de l'occupation de l'Irak en vue d'y établir la démocratie, qui brouille les cartes politiques et théoriques de notre auteur, tout à la fois théoricien réaliste et membre de cette administration. Pour les réalistes, notamment les réalistes offensifs, la nature des régimes politiques ne fait rien à l'affaire. L'émergence d'une nouvelle grande puissance, autoritaire ou démocratique, suscite toujours des craintes.

L'éclectisme analytique qu'il recommande finalement, en s'inspirant des travaux de Peter Katzenstein sur les questions de la sécurité en Asie¹, marque qu'il lui est de plus en plus difficile de s'en tenir à une théorie réaliste que la *réalité* semble démentir. Il s'était déjà signalé, en 2000, en prédisant une inévitable aggravation de la rivalité militaire entre la Chine et les États-Unis en Asie², ce que le renforcement de la politique bilatérale de coopération avec la Chine engagée par l'administration Bush, en particulier sur des questions dites *d'intérêts communs*, comme la sécurité, vient contredire. Pour cela, il a tenu à montrer « qu'il pouvait y avoir des réalistes qui croient que la relation entre les États-Unis et la Chine peut être fondamentalement stable et pacifique, des libéraux qui prévoient la confrontation et le conflit, et des constructivistes qui pensent que les choses peuvent aller dans un sens ou dans l'autre »³.

Il demeure donc une incertitude sur l'avenir de la relation, même si tout doit être fait pour éviter le pire. Néanmoins, il faut, d'après Friedberg, se rendre à l'évidence : la politique d'engagement l'emporte tout autant chez les chercheurs, toutes écoles de pensée confondues, que chez les décideurs, quelles que soient leurs affiliations partisans. L'idée de mettre en œuvre une politique de *containment* pour freiner l'ascension de la Chine paraît de plus en plus irréaliste. Le terme est même passé de mode. On discute de moins en moins d'un choix stratégique entre *containment* et *engagement*, mais des avantages que présente la coopération plutôt que la compétition pour gérer la grande puissance émergente qu'est incontestablement la Chine.

Affairs, *Philosophy and Public Affairs*, 12 (3-4), 1983, pp. 205-235. ; Michael W. Doyle, « Liberalism and World Politics », *American Political Science Review*, 80 (4), 1986, pp. 1151-1169. ; James Lee Ray, *Democracy and International Conflict : An evaluation of the Democratic Peace Proposition*, Columbia, University of South Carolina Press, 1995. ; Bruce Russett, *Grasping the Democratic Peace : principles for the Post-Cold War World*, Princeton, Princeton University Press, 1993.

1. Peter J. Katzenstein, Nobuo Okawara, « Japan Asian-Pacific Security, and the case for Analytical Eclectism », *International Security Review*, 26 (3), 2001-2002, pp. 153-185.

2. Aaron L. Friedberg, « The Struggle for Mastery in Asia », *Commentary*, 110 (4), 2000, pp. 17-26.

3. Aaron L. Friedberg, « The Future of U.S.-China Relations », op. cit., p. 5.

Doit-on prendre au sérieux les intentions ?

Néanmoins, constatant également cette tendance, certains y voient une démission théorique et une pauvreté du choix stratégique. Un jeune chercheur de l'Université de Georgetown, David Edelstein, va s'attacher à le démontrer¹. Il se propose de faire avancer le débat théorique, tout en condamnant la *myopie*² des politiciens américains.

Il tient un propos, cette fois encore, tout à la fois savant et politique en forme de mise en garde. Selon lui, la politique d'engagement des États-Unis envers la Chine rend nécessaire un ajustement de la théorie des Relations Internationales et doit conduire à mettre en garde les décideurs sur les illusions qu'elle comporte. Il construit sa démonstration à partir d'exemples historiques, fidèle en cela à la tradition propre aux Relations Internationales.

Face à la montée d'une nouvelle grande puissance, l'histoire montre que les puissances régnautes choisissent, dans un premier temps, de se prémunir contre de possibles intentions belliqueuses par la coopération avant de se résoudre à l'affrontement³.

Par là, il confirme la préférence des grandes puissances pour le *statu quo*, ce que l'on trouve chez Waltz, sans contester que sa remise en cause reste pour elles, au bout du compte, absolument inacceptable, comme l'avance Mearsheimer.

Les risques de conflits s'accroissent dans la mesure où les dirigeants des grandes puissances ont, la plupart du temps, fait preuve de trop d'assurance, en croyant pouvoir infléchir les intentions des émergents par la coopération. Les politiques d'apaisement se sont toujours révélées incapables de dissuader les États révisionnistes qui pensent disposer des moyens nécessaires à leurs ambitions pour se lancer dans la guerre. C'est le spectre de Munich.

Ainsi, selon Edelstein, la politique d'engagement menée par les États-Unis envers la Chine n'est pas condamnable en elle-même. Elle a au moins l'avantage, nous dit-il, de ne pas aggraver prématurément les relations entre les deux pays. Elle ne peut pourtant pas réduire compétition et rivalité. Elle ne représente en rien une assurance contre le

1. David M. Edelstein, « Managing Uncertainty : Beliefs about Intentions and the Rise of great Powers », *Security Studies*, 12 (1), 2002, pp. 1-40. Cf. un peu dans le même sens : Paul A. Papayoanon, Scott L. Kastner, « Sleeping with the (potentiel) Enemy : Assessing the U.S. Policy of Engagement with China », *Security Studies*, 9 (1-2), 1999-2000, pp. 157-187.

2. David M. Edelstein, « Managing Uncertainty... », op. cit., p. 40.

3. Il présente trois exemples « de croyances sur les intentions affectant la stratégie des grandes puissances face à l'émergence de menaces potentielles » à travers les cas de l'Allemagne de Bismarck, l'Allemagne pendant l'entre-deux guerres et l'Union soviétique.

déclanchement d'un conflit si l'équilibre des forces en présence le rend possible. Elle a surtout peu de chance d'infléchir les ambitions et les intentions futures, par ailleurs impossibles à connaître, de la Chine.

La politique d'engagement reste une politique à courte vue. Personne ne peut dire comment et quand les responsables chinois pourront un jour penser pouvoir concrétiser leur désir de récupérer une entière souveraineté sur Taiwan. On est là face à un dilemme de sécurité majeur, dont l'évolution tient autant aux capacités des acteurs qu'à la perception de leurs intentions réciproques¹.

Ceci implique aussi d'évaluer le rapport entre coût et bénéfice, pour la Chine, dans ses relations avec les États de la région, d'une attaque préventive. Mais pour que la guerre soit toujours possible entre les États-Unis et la Chine à propos de Taiwan, il faut, comme le pense Edelstein, que les États-Unis ne puissent en aucun cas, en raison de leurs intérêts vitaux de grande puissance et des contraintes de politique intérieure, renoncer à défendre, quoi qu'il en coûte, le statut actuel de l'île.²

En adoptant, après la crise du détroit de Taiwan de 1996, une attitude plus coopérative et moins intransigeante, les responsables de la politique étrangère chinoise ont, de toute évidence, tiré les leçons du caractère contre-productif d'une politique laissant trop ouvertement apparaître des intentions belliqueuses. Celle-ci avait provoqué un renouvellement des engagements américains pour assurer la sécurité de l'île et une certaine inquiétude dans la région. Pourtant, les objectifs des responsables chinois n'ont pas changé. En témoigne l'intensité de leur action internationale en vue de réduire à néant la présence diplomatique et économique du gouvernement de Taïpeh dans le monde.

La politique d'engagement laisse, pour les États-Unis, inchangés les termes du dilemme de sécurité sur la question de Taiwan. On peut même penser, si l'on s'en tient à l'approche structurelle d'Edelstein, qu'elle peut à long terme accroître les risques de méprise sur les intentions et donc de conflit. En clair, elle ne lèverait pas fondamentalement l'incertitude sur l'avenir de leurs relations.

Qualifier la Chine de puissance émergente implique, au plan international, un renforcement de la méfiance à son égard, que la nature

1. Cf. Robert Jervis, *Perceptions and Misperceptions in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976. ; Robert Jervis, « Cooperation Under the Security Dilemma », *World Politics*, 30 (2), 1978, pp. 167-214.

2. Sur une telle éventualité, en dehors même d'un renversement du rapport de force stratégique au profit de la Chine, cf. Thomas J. Christensen, « Posing Problems without Catching Up. China's Rise and Challenges for U.S. Security Policy », *International Security*, 25 (4), 2001, pp. 1-40.

de son régime politique et sa timide implication passée dans la vie politique internationale ont pu induire par ailleurs.

Les mises en garde de certains chercheurs américains quant aux risques de méprises sur les intentions des dirigeants chinois trouvent là un terrain particulièrement fertile. Une offre de coopération trop appuyée court également le risque de passer pour une preuve de faiblesse et conduire bien involontairement au pire.

Ils tiennent là une parfaite illustration du principe selon lequel, dans le système anarchique des Relations Internationales, les intentions des États ne peuvent en aucun cas être connues avec certitude, et aucune alliance ne permet même de pallier fondamentalement cette insécurité. Il trouve aussi un renfort dans le comportement international de la Chine, dont on pourrait dire qu'elle n'a jamais eu, et ne souhaite pas avoir, d'amis jurés et d'alliés pouvant contribuer à sa sécurité¹. Elle aurait toujours, au mieux, entretenu des relations de coexistence plus ou moins pacifique avec le reste du monde, en refusant de s'impliquer pleinement dans des alliances stratégiques. La seule exception est le traité d'amitié avec l'Union soviétique qui, dans les années cinquante, va contribuer à précipiter la Chine dans la guerre de Corée². Cette expérience laissera un goût amer aux responsables politiques chinois et jouera un rôle décisif dans la genèse du conflit sino-soviétique.

Pour de multiples raisons, il paraîtrait particulièrement absurde de pouvoir penser qu'un jour prochain, la Chine puisse devenir pour les États-Unis un allié fidèle comme le Canada ou le Royaume-Uni, ce que d'ailleurs personne ne suggère. Pour autant, la politique d'engagement est devenue, depuis le tournant des années deux mille, incontestablement un élément majeur de la politique américaine. Elle représente un courant dominant, autant dans la communauté savante que dans la classe politique américaine. Du fait des incertitudes qui demeurent, cette politique, sinon cette stratégie, s'est également constituée comme un imposant programme de recherches, mobilisant les spécialistes des Relations Internationales et sinologues.

*

1. Cf. Gerald Segal, « Does China Matter ? », *Foreign Affairs*, 78 (5), 1999, pp. 24-36. ; sur la théorie des alliances : Arnold Wolfers, *Discord and Collaboration. Essay on International Politics*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1962 ; Stephen Walt, *The Origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

2. Sur l'origine de l'implication chinoise dans la guerre de Corée voir le classique, Allen S. Whitting, *China crosses the Yalu. The decision To Enter the Korean War*, New York, Macmillan, 1960.

Chapitre II : L'engagement comme alternative

Comment expliquer le terme d'*engagement* utilisé à propos de la politique des États-Unis envers la Chine ?

C'est la question à laquelle s'attèlent depuis la fin des années quatre-vingt-dix un groupe d'universitaires, en majorité américains. Ils proposent ainsi explicitement d'apporter leur contribution aux débats stratégiques en cours agissant ainsi à la façon d'un *think tanks*.

1. Une stratégie libérale.

Ils s'accordent au préalable pour le définir comme l'usage de méthodes non coercitives en vue d'améliorer les facteurs de *non statu quo* du comportement d'une puissance émergente majeure. L'objectif vise à garantir que le pouvoir soit utilisé dans un sens compatible avec un changement pacifique dans l'ordre régional et global¹.

Commencer par définir l'engagement.

Ces universitaires tiennent à préciser que l'*engagement* se distingue du *containment*, dans la mesure où « l'amélioration du comportement ne comprend pas les efforts visant à entraver l'accroissement relatif du pouvoir » et exclut explicitement « les politiques répressives ». Ils précisent que les « méthodes non coercitives incluent des stratégies comme la recherche de compromis sur la base d'intérêts légitimes, la transformation des préférences, et l'implication dans des contraintes institutionnelles bilatérales et multilatérales ». L'engagement « cherche à "socialiser" la puissance émergente en favorisant son adhésion à l'évolution de l'ordre global et régional »².

La définition leur a en fait été soufflée par l'historien et théoricien des Relations Internationales réaliste Randall L. Schweller³. Dans l'article

1. Les résultats de ces travaux seront publiés dans l'ouvrage collectif, Alastair Iain Johnston, Robert S. Ross, (Éds.), *Engaging China. The Management of an Emerging Power*, New York, Routledge, 1999. La définition se trouve page xiv. Sur le débat sur la définition de l'engagement, cf. Evan Resnick, « Defining Engagement », *Journal of International Affairs*, 54 (2), 2001, pp. 551-566, qui aboutit à une définition assez proche : « Une stratégie utilisant des sanctions positives dans l'espoir de conduire à des relations pacifiques ».

2. Alastair Iain Johnston, Robert S. Ross, (Éds.), *Engaging China*, op. cit., p. xiv-xv. Le terme « socialiser » est entre guillemets dans le texte.

3. Il vient tout juste, à l'époque, de publier un ouvrage d'inspiration réaliste sur la stratégie internationale de Hitler : Randall L. Schweller, *Deadly Imbalances : Tripolarity and Hitler's Strategy of World Conquest*, New York, Columbia University Press, 1998.

inaugural de l'ouvrage publié par le groupe, Schweller se propose précisément de clarifier, à partir d'études de cas historiques, les usages des différents termes utilisés pour distinguer les réponses stratégiques des États – plus précisément de l'État – à l'émergence des grandes puissances¹.

Il l'élabore en opposant l'*engagement*, pas seulement au « *balancing/containment* », mais aussi à la *guerre préventive*, au « *Bandwagoning* » (que l'on peut traduire par suivisme), au « *Binding* » (i.e. lier l'autre par l'association, ou lui lier les mains) et au « *Buckpassing/distancing* » (ou stratégie d'évitement).

La définition porte la marque des présupposés réalistes de l'auteur. La recherche d'une stratégie par une grande puissance favorable au *statu quo* – à l'équilibre des puissances – suppose la mise en danger de sa sécurité — avec la formation d'un *dilemme de sécurité* —, du fait de l'émergence d'une puissance que l'on qualifie de *révisionniste*, au sens américain du terme, à savoir contestant l'ordre régional ou international existant. Cela implique que les puissances émergentes sont par nature – structurellement – dangereuses, et représentent, d'une façon ou d'une autre, une menace pour le *statu quo*.

Pourtant une question factuelle se pose : « À partir de quel moment peut-on penser qu'une puissance émergente est dangereuse ? »². La menace doit-elle être potentielle, ou concrète ? On comprend que la question ne soit pas anodine dans le cas chinois. Doit-on prendre des mesures coercitives ou non coercitives préventives ? Dans un cas, on risque d'envenimer les relations, dans l'autre, à l'inverse, d'envoyer un message qui sera compris comme un encouragement à l'agression. Faut-il attendre, pour penser à une stratégie, d'avoir à faire face à un comportement ouvertement révisionniste, comme une revendication territoriale, ou la dénonciation unilatérale d'une convention internationale, ou pire encore, un début de passage à l'acte avec l'invasion d'un territoire dont l'État irrédentiste revendique la souveraineté et dont la grande puissance menacée s'est portée garante ? Dans ce dernier cas, il n'est plus seulement question d'éviter la guerre : elle est déjà là. La formulation de ces dilemmes stratégiques correspond à une lecture réaliste de l'histoire des Relations Internationales.

Parmi les différentes stratégies qui, dans la pratique, se chevauchent, l'*engagement* pour Schweller est autre chose que l'*apaisement*, qui lui, consiste à faire des concessions, à acheter la paix, en satisfaisant certaines revendications de l'État émergent. L'*apaisement*

1. Randall L. Schweller, « Managing the rise of great powers. History and Theory », in : *Engaging China*, op. cit., pp. 1-31.

2. Ibid., p. 6.

peut conduire à une redéfinition des sphères d'influence, nous dit-il. Il a surtout un caractère d'urgence. Il vise à calmer le jeu pour éviter l'embrasement qui menace.

Schweller présente l'engagement comme une stratégie plus ambitieuse et en précise la définition donnée plus haut en indiquant qu'« il englobe toute tentative pour socialiser la puissance insatisfaite à l'ordre établi ». Les concessions trouvent leur justification dans la mesure où elles « permettent de convertir un État révolutionnaire en une puissance de statu quo dorénavant impliqué dans la stabilisation du système ».

Toutefois, et de façon un peu contradictoire, il y voit surtout des avantages tactiques. Cela permet, selon lui, aux puissances établies de se faire une idée plus claire « des intentions réelles et des ambitions de la puissance émergente insatisfaite », de « gagner du temps pour renforcer leurs alliances » au cas où la guerre ne pourrait pas être évitée, et de contrarier « la formation d'une coalition rivale unissant les puissances mécontentes » de l'ordre établi.

Bref, « quand il réussit », l'engagement est « la solution la plus efficace et la plus sensée à l'émergence d'une puissance insatiable ». Elle suppose d'être en position de force, et de manier aussi bien la carotte que le bâton, que la puissance émergente ne soit pas trop révolutionnaire, et que l'on fasse preuve d'habileté en donnant des signes effectifs de sincérité.

Mais il avertit : « C'est une politique très difficile et parfois dangereuse à mettre en œuvre ». Il en donne pour preuve le tragique exemple de Munich et ne fournit pratiquement aucun exemple positif de politique d'engagement. Il souligne, au contraire, les risques de contre-performance de l'engagement dans « l'encouragement qu'il procure à la puissance insatisfaite de l'ordre existant d'y voir un instrument pour le changer pacifiquement »¹.

Dans cet ajustement conceptuel et théorique, présenté comme enseignement de l'histoire, se construit bien évidemment l'enjeu principal du moment qui est de savoir quelle stratégie les États-Unis doivent adopter face à l'apparition d'une nouvelle grande puissance à vocation hégémonique : la Chine.

La réponse de Schweller est quelque peu dissuasive, mais elle a le mérite de largement contribuer à réorienter la recherche dans des directions qui vont de plus en plus s'écarter du cadre d'analyse réaliste. On peut percevoir, dans son discours un profond scepticisme quant à l'efficacité de la stratégie d'engagement, du fait même des ambitions qu'il lui fixe.

1. Ibid., pp. 14-15.

On peut même voir de l'ironie lorsqu'il évoque le problème posé par la Chine : « l'engagement est toujours une possibilité lorsqu'une puissance émergente n'a pas de buts révolutionnaires ; quoiqu'il puisse être inutile (si la puissance émergente voit les puissances de statu quo comme légitimes et qu'elle puisse étendre son influence sans perturber les intérêts vitaux des puissances établies) »¹.

Plus fondamentalement, comme néoréaliste, il ne peut qu'être réservé sur la portée d'une analyse dont la variable principale serait la volonté des États pour assurer la paix et de la stabilité dans le monde. Il ne peut manquer d'insister sur le fait que les acteurs internationaux n'ont pas la maîtrise de l'ensemble du contexte, en particulier économique, susceptible de générer l'apparition de nouvelles grandes puissances.

Schweller met ainsi en évidence les aspects structurels de l'émergence chinoise. Il incite alors à la prudence dans le choix d'une stratégie devant « éviter de réagir de façon disproportionnée mais aussi de sous-évaluer les risques et en tout état de cause de « faire plus de mal que de bien »².

Il souligne assez pertinemment que l'émergence de la Chine est d'abord économique, même si, en bon historien réaliste, il considère qu'elle devrait inévitablement conduire une politique étrangère expansionniste. Pourtant la principale source d'incertitude tient dans la nature du régime politique qui conduit ses dirigeants à être avant tout soucieux de maintenir leur légitimité à l'intérieur. Dans ce sens, l'introversion de la Chine rend difficile la tâche même de l'intégrer à l'ordre international.

Ses réticences tiennent à son peu de goût, comme réaliste, pour les politiques d'engagement. Il ne manque pas de souligner que les conditions posées par la définition ne sont qu'imparfaitement réunies. De toute évidence, la Chine n'est plus exactement un pays révolutionnaire. Elle ne conteste pas fondamentalement l'ordre international³.

Les limites d'un cadrage théorique.

En se proposant de clarifier le concept d'engagement, les auteurs réunis dans l'ouvrage *Engaging China* l'opposent systématiquement à celui de *containment*. L'opposition porte sur la question des moyens en liaison

1. Ibid., p. 25.

2. Ibid., p. 25.

3. Cf. Alastair Iain Johnston, « Is China a Status Quo Power ? », *International Security*, 27 (4), 2003, pp. 5-56. Il conclut que la Chine n'est pas un État révisionniste mais plutôt un État de statu quo.

avec les buts recherchés. Ainsi est-il pour eux essentiel de voir avant tout dans l'engagement « l'usage de méthodes non coercitives en vue d'améliorer les facteurs de « non-statu-quo » dans le comportement d'une puissance émergente majeure »¹.

Mais le choix des mots n'est pas anodin. Il a toujours des implications que les locuteurs ne perçoivent pas toujours immédiatement. Ainsi, le choix de l'expression *méthodes non coercitives* conduit inévitablement à privilégier les armes de la diplomatie aux dépens de la diplomatie des armes. Cela conduit les chercheurs à sortir insensiblement du champ des questions de sécurité pensées en termes de relations bilatérales où excellent les auteurs réalistes comme Schweller. Ils découvrent qu'ils ne peuvent pas tenir dans un cadre théorique aussi étroit.

Leur démarche initiale relève de la politique comparée appliquée à la politique étrangère. Le choix d'une stratégie visant à faire face à la menace supposée de la puissance émergente est analysée pour chaque État y étant confronté et en premier lieu celui dont la prééminence se trouve contestée : les États-Unis. Pour l'essentiel, les différentes contributions à l'ouvrage se conforment à cette problématique. Les auteurs traitent, chacun à leur tour, de la question de *l'engagement de la Chine* appliqué à la politique du pays de leur spécialité. Les politiques d'engagement de la Corée, de Taiwan, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Japon, et des États-Unis envers la Chine sont ainsi successivement présentées.

Mais le sujet tel qu'il se construit les oblige à l'inscrire également dans une perspective multilatérale. C'est, en effet, l'objet des deux derniers chapitres, qui sont consacrés à l'engagement de la Chine dans les institutions multilatérales économiques et de sécurité². Leur présence est justifiée, dans la préface, comme visant à « évaluer en quoi l'appartenance de la RPC à des institutions multilatérales favorise leur implication dans ces institutions et crée un intérêt nouveau des Chinois dans la stabilité internationale, en les socialisant aux approches consensuelles qui s'y développent pour résoudre les conflits internationaux »³.

L'engagement est alors compris comme une dimension de la coopération internationale opposée à la compétition et non plus

1. Avec le même sens donné à engagement : James Shinn, (Éd.), *Weaving the net : Conditional Engagement with China*, New York, Council of Foreign Relations Press, 1996.

2. Margaret M. Pearson, « The major multilateral economic institutions engage China », Alastair Iain Johnson, Robert S. Ross, « China's engagement with multilateral security institutions », in : Johnson, Ross, (Éds.), *Engaging China*, op. cit. respectivement pp. 207-234 et pp. 235-272.

3. Ibid., p. xiv.

strictement à la stratégie du *containment*¹. Si la formule imprécise, « améliorer les facteurs de non-statu-quo », se rattache bien au langage réaliste appliqué aux dilemmes de sécurité, elle marque, dans le même temps, l'hésitation à voir l'État émergent comme nécessairement révisionniste, ce qui induit un doute sur la légitimité du cadre théorique d'analyse.

On tend à sortir du jeu à somme nulle, qui est un principe de la dramatisation des relations internationales dans la pensée réaliste. Lorsque l'un gagne, l'autre est censé tout perdre. Ce point explique l'importance accordée à la recherche de l'équilibre des forces chez les réalistes. L'équilibre idéal des forces est un monde bipolaire. Mais cela reste une situation dangereuse, qui a pu se maintenir pendant la Guerre froide grâce à l'équilibre de la terreur. La multiplication des pôles de puissance complique considérablement les chances d'obtenir un équilibre général. Elle conduit à des systèmes d'alliances entre États, par nature instables.

L'engagement incite à penser dans un autre cadre logique, où l'ensemble des participants peut alors espérer tirer des bénéfices de la coopération.

Sa mise à l'épreuve à travers l'analyse des différentes stratégies qu'implique son usage face à l'émergence de nouvelles puissances a imposé une hybridation des registres théoriques mobilisés. La compréhension du concept doit répondre à la fois aux mises en garde des réalistes pour lesquels les intentions des États, quels que soient leurs régimes, ne pourront jamais être connues avec certitude — la guerre demeurant pour cela une éventualité forte — et aux sirènes des constructivistes², qui voient dans la socialisation aux normes internationales la possibilité d'induire des comportements plus pacifiques.

Au tournant du millénaire, s'est ainsi constitué un programme informel de recherche en Relations Internationales sur l'implication grandissante de la Chine dans les institutions internationales et régionales. Sa socialisation et son implication dans la mondialisation sont entrées en tension avec les spéculations sur ses ambitions.

La question est alors posée de savoir si cette évolution en fait pour autant un État responsable. Elle trouve une justification particulière du fait de l'augmentation impressionnante du nombre d'institutions

1. Cf. David Shambaugh, « Containment or Engagement of China ? Calculating Beijing's Responses », *International Security*, 21 (2), 1996, pp. 180-209.

2. Alexander Wendt, « Anarchy is What States Make of it: The social Construction of Power Politics », *International Organization*, 48 (2), 1992, pp. 391-425. ; Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

internationales auxquelles la Chine a adhéré, en quelques années, avec notamment son intégration à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 2002. Une croissance économique soutenue depuis près de vingt ans et le développement de sa présence sur tous les continents, et pas seulement en Asie, a conduit à porter l'interrogation sur l'existence ou non d'une grande stratégie au service d'une politique insatiable de conquête de nouveaux marchés et à même d'assurer un accès privilégié aux indispensables matières premières¹.

L'intérêt pour le comportement de la Chine sur la longue durée dans sa relation au monde qui l'entoure et notamment à ses voisins les plus proches a été renouvelé en vue de trouver les racines de sa politique asiatique². Cela s'est accompagné du développement des recherches visant à mieux comprendre le mode de formation de la politique étrangère chinoise et des relations entre politique intérieure et politique étrangère. Par ailleurs, l'unilatéralisme pratiqué par l'administration Bush est venu relancer les débats sur la politique américaine face à l'émergence chinoise.

Un paradoxe est ainsi apparu. L'implication grandissante de la Chine dans les affaires internationales et la coopération régionale en Asie se développe parallèlement à la montée de la contestation du leadership américain partout dans le monde, sans que l'on puisse établir un lien évident entre les deux phénomènes. Ainsi sont renouvelées les interrogations, à la fois savantes et politiques, sur l'attitude que doivent adopter les États-Unis face à la nouvelle puissance de la Chine dans le monde.

2. Faire de la Chine un État responsable.

Parallèlement aux débats politiques et savants sur la stratégie à adopter face à la Chine, le domaine des recherches sur l'élaboration de sa politique étrangère depuis la réforme de 1978 ne cesse depuis plus de dix

1. Avery Goldstein, « An Emerging China's Emerging Grand Strategy . A Neo-Bismarckien Turn ? » in G. John Ikenberry, Michael Mastanduno, (Éds.), *International Relations and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003, pp. 57-162 ; Avery Goldstein, *Rising to the Challenge : China's Grand Strategy and International Security*, Palo Alto, Stanford University Press, 2005.

2. Dans la lignée du sinologue John King Fairbank (Éd.), *The Chinese world order : Traditional China's Foreign Relations*, Cambridge, Harvard University Press, 1968. Comme le disent Barry Buzan et Ole Waever « Le sous-système international Asiatique revêtirait les habits Wesphalien mais sans en adopter le comportement ». La Chine resterait fidèle à un système tributaire hérité de sa tradition impériale en Asie. Barry Buzan, Ole Waever, in : *Regions and Powers*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 180.

ans de s'enrichir aux États-Unis¹. Cet intérêt tient à la volonté de mieux comprendre les jeux d'acteurs qui ont conduit ses dirigeants successifs à progressivement impliquer leur pays dans les activités des institutions internationales.

Les obligations internationales d'une puissance émergente.

Si, depuis la fin des années soixante-dix, la Chine connaît une profonde mutation économique et sociale – sinon politique – et sort de son isolement international, le contexte international s'est lui aussi profondément transformé. Les normes internationales semblent exiger des États qu'ils assument pleinement — pour le bien commun — le rôle que leur puissance relative leur permet de tenir. Les plus riches sont tenus à un devoir de solidarité avec les États les plus pauvres, qui leur impose de consacrer une part de leurs ressources à l'aide publique au développement².

Par ailleurs, un nombre sans cesse croissant d'acteurs internationaux non étatiques et de multiples entrepreneurs de causes — comme les ONG — ont décliné à l'infini la mission générale consistant à veiller à ce que soit assurée la sécurité, dans tous les sens du terme, des individus partout dans le monde, par leur action sur le terrain et en alertant les opinions publiques et les gouvernements³.

Les grandes puissances se voient reconnaître, et se reconnaissent, une responsabilité toute particulière pour répondre à ces appels. Elles seraient les plus à même de remplir des missions de prévention des conflits, de maintien ou de rétablissement de la paix, et de gestion des situations post conflit, en vue d'assurer la sécurité des personnes. C'est au nom des droits humains qu'est ainsi reconnue, en droit international, une

1. Cf. Le programme de recherche initié par David Lampton, directeur des Études chinoises au centre Paul Nitze de l'Université Johns Hopkins, et qui présida le National Committee on United States-China relations, de 1988 à 1997. Ce programme aboutira à la publication de David M. Lampton, (Ed.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, Stanford, Stanford University Press, 2001. ; dans la même veine, Thomas W. Robinson, David Shambaugh, (Éds.), *China Foreign policy : Theory and Practice*, Oxford, Clarendon Press, 1994 ; Elisabeth Economy, Michel Oksenberg, (Eds.), *China joins the World : Progress and Prospects*, New York, Council of Foreign Relations Press, 1999. ; sur le même thème, cf. l'ouvrage pionnier de Michael Yahuda, *Towards the end of Isolationism : China's Foreign Policy after Mao*, Londres, MacMillan, 1983.

2. Cf. Olivier Charnoz, Jean-Michel Severino, *L'Aide publique au développement*, Paris, La Découverte, 2007 ; Aurélien Lechevalier, Jennifer Moreau, François Pacquement, *Mieux gérer la mondialisation ? L'aide publique au développement*, Paris, Ellipses, 2007.

3. Cf. Margaret E. Keck, Kathryn Sicking, *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

obligation sinon un devoir d'intervention, qui peut entrer en conflit avec le principe de la souveraineté des États.

De plus, les États appartenant au club des détenteurs de l'arme nucléaire auraient une responsabilité majeure dans le renforcement de la paix, par leur engagement dans le système toujours plus dense d'organisations internationales consacrées aux questions de désarmement et visant à empêcher justement la prolifération des armes nucléaires et de destruction massive.

La puissance des États se mesure aussi à leur poids dans les institutions de régulation de l'économie, du système financier international et du commerce mondial, et à leur concertation dans de multiples sommets internationaux comme le G8 ou le G20. Il semble donc que l'on attende de ceux-ci qu'ils se comportent de façon responsable.

Cette grille de lecture ordonne aujourd'hui les satisfecit et les critiques adressés, de par le monde, aux autorités chinoises. Elle autorise tout un chacun, en raison de l'idée qu'il se fait de la façon dont celles-ci remplissent leurs obligations aussi bien envers leurs citoyens que sur la scène internationale, de pouvoir porter un *jugement social* sur leurs comportements.

Rosemary Foot, dans un article intitulé « *Chinese Power and the idea of a Responsible State* »¹, publié en 2001, prend acte de l'implication grandissante de la Chine dans les institutions en charge du règlement des affaires internationales. Néanmoins, elle émet de sérieux doutes sur sa volonté de se conformer pleinement aux principes et normes de la *société internationale*. Elle en conclue, sauf des changements notables de son système politique, elle ne peut être qualifiée d'État responsable et « demeure en dehors de la société globale »².

L'intérêt principal du texte réside dans l'usage qui est fait, par cet auteur, des théories des Relations Internationales. Rosemary Foot contribue ainsi à reformuler le cadre des recherches et des questionnements suscités par l'action internationale des grandes puissances. En effet, ce n'est pas la même chose de se demander si un État adhère au *statu quo* ou s'il ne se satisfait pas de l'ordre du monde, et de se poser la question de savoir si cet État remplit les obligations qui lui incombent au regard de son pouvoir.

Dans le premier cas, on cherche à évaluer la menace que l'émergence d'une puissance majeure fait peser sur l'équilibre du système international. Dans l'autre, on veut mesurer, par l'étude de son

1. Rosemary Foot, « Chinese Power and the Idea of Responsible State », *The China Journal*, (45), jan. 2001, pp. 1-19.

2. *Ibid.*, p. 19.

engagement dans les institutions internationales, son degré de socialisation aux normes internationales. Cette préoccupation rejoint celles des multiples acteurs qui contribuent à la formation d'un jugement essentiellement moral dont on peut espérer qu'il puisse avoir à l'avenir des effets *sociaux* sur le comportement des dirigeants de la puissance mise en cause.

Quelle place pour un modèle chinois ?

Pour passer d'un type d'interrogation à l'autre, Rosemary Foot utilise les ressources de l'École anglaise des Relations Internationales. La raison est liée au contexte.

Au cours des années quatre-vingt-dix, la Chine avait été englobée dans la montée d'un courant idéologique en Asie que l'on a qualifié d'*asiatisme*¹. Il avait semblé alors que les pays de la région, sur la base de la réussite économique de certains, étaient tentés d'opposer aux valeurs occidentales celles de l'Asie, pour répondre aux critiques que suscitait l'autoritarisme, lequel caractérisait nombre de leurs régimes politiques.

On en appela aux traditions confucéennes, bouddhistes, taoïstes, ainsi qu'à l'Islam, pour expliquer le goût pour l'ordre, l'harmonie, le sens de la hiérarchie et le respect de l'autorité qui avaient permis de garantir l'unité de sociétés industrielles et pacifiques. Le pluralisme, l'individualisme, l'égalitarisme et la démocratie pouvaient subséquentement être rejetés, comme facteur de conflits et de divisions des sociétés.

On soupçonne alors la Chine de vouloir s'appuyer sur cette forme de relativisme culturel pour défendre un *modèle chinois* de société contestant la prétention des occidentaux à imposer leurs principes au reste du monde. L'idée de *société internationale* a été proposée par Hedley Bull en 1977². Elle forme un ensemble d'institutions internationales de plus en plus denses que les États les plus puissants utilisent à leur avantage et dans leur intérêt bien compris. Mais, dans le même temps, elle légitime leur autorité à travers le fonctionnement des institutions qui définissent un ensemble de principes et valeurs partagées.

L'idée de *société internationale* est reprise ici par Rosemary Foot en établissant un pont entre les théories réalistes et les théories constructivistes des Relations Internationales. En effet, la Chine peut prétendre l'intégrer en imposant une transformation à son bénéfice des

1. Cf. David Camroux, Jean-Luc Domenach, (Éds.), *L'Asie retrouvée*, Paris, Seuil, 1997.

2. Hedley Bull, *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1977.

principes et des normes légitimement reconnues, comme l'Union soviétique l'avait fait d'une certaine façon pendant la Guerre froide.

Mais surtout, comme le constate Foot, « précisément au moment où la Chine commence à rejoindre la société internationale, les critères d'appartenance sont en train de changer pour inclure des exigences au-delà de celles que Bull regardait comme essentielles. On s'écarte du pluralisme (reposant sur une éthique de la différence) pour étendre les conceptions de la société internationale à la solidarité (idée du bien commun global). Avec la solidarité, les valeurs communes et un certain bien commun se voient donner une priorité sur les intérêts divers d'États souverains »¹.

Plus encore, la régression de l'autoritarisme en Asie et la crise économique asiatique de 1997 en retirant beaucoup de leur force aux revendications identitaires fondées sur le relativisme culturel contribuent à démonétiser l'asiatisme. Si l'auteure semble conduite insensiblement à épouser les théories constructivistes, elle maintient ouverte la possibilité réaliste où dans une autre conjoncture la Chine pourrait peser davantage dans la production des normes internationales dans la mesure où elle « découvre, au moment où elle semble avoir décidé d'intégrer la société internationale, qu'elle ne partage pas les nouvelles définitions dominantes de la responsabilité des États »².

En clair, les néoréalistes critiquent tout particulièrement l'idée selon laquelle les institutions internationales seraient à même de domestiquer et de socialiser une grande puissance émergente comme la Chine. Si c'est ce que l'on attend d'elles, ce sont des promesses mensongères³. En lui ouvrant toutes grandes les portes des institutions internationales, on court simplement le risque qu'elle impose aux anciens membres ses conditions, en exigeant d'eux la refondation des institutions sur ses propres critères. C'est introduire le renard dans le poulailler. En cela, les ambitions de la Chine sont celles légitimes d'une grande puissance pouvant prétendre rééquilibrer à son profit le rapport de force avec les acteurs majeurs du système⁴.

Ce type de craintes trouvera un terrain particulièrement favorable au début des années deux mille avec l'implication croissante de la Chine dans la construction d'un réseau complexe d'instances de coopération économique régionales, et l'amorce de systèmes de sécurité collective en

1. Rosemary Foot, « Chinese power... », op. cit., p. 15.

2. Ibid., p. 2.

3. John J. Mearsheimer, « The False Promise of International Institutions », *International Security*, 19(3), 1994-95, pp. 5-49.

4. C'est, entre autres choses, ce qu'Alastair Iain Johnston se propose de mesurer dans « Is China a Status Quo Power ? », *International Security*, 27(4), 2003, pp. 5-56.

Asie de l'Est, du Sud-Est, et en Asie centrale. Les réalistes y trouvent la confirmation de ses ambitions hégémoniques régionales visant à supplantant les Etats-Unis en Asie, à y marginaliser le Japon au prix d'une alliance stratégique avec la Russie¹.

Si les faits ne semblent pas complètement ruiner les arguments réalistes, les transformations du système international incitent les chercheurs comme Rosemary Foot à mobiliser d'autres registres théoriques pour en rendre compte. Elle rencontre, avec d'autres, dans son cheminement la théorie des *régimes internationaux*². L'attrait de cette théorie des Relations Internationales d'inspiration réaliste vient sans doute, et c'est aussi sa faiblesse, de la possibilité d'étendre à l'infini ses usages³. Elle verra progressivement, dans le cas qui nous intéresse, sa valeur heuristique initiale s'émousser et servir là encore de pont avec les théories constructivistes.

Comme l'indique Foot, dans la vision de Krasner, la persistance des régimes internationaux où les États responsables trouvent pleinement leur place du fait de leur bonne réputation, repose sur la gestion du système international par les grandes puissances.

Mais « l'État responsable », nous dit-elle, se doit aujourd'hui d'être perçu « comme moins concerné par la séparation entre les sphères domestique et internationale, et plus soucieux de promouvoir la sécurité des individus au sein des États et de favoriser les formes légitimes de représentation à travers la gouvernance démocratique ». Des fondements normatifs de la société internationale, notamment la souveraineté dont le plein exercice était garanti par les principes de « non-intervention » et de « non-ingérence », ont été « affaiblis par des acteurs majeurs autres que les États, l'incorporation et le développement de normes différentes et la

1. Cf. dans ce sens Xiaoxiong Yi, « Chinese Foreign Policy in Transition : Understanding China's « Peaceful Development » », *The Journal of East Asian Affairs*, 19 (1), 2005, pp. 74-112.

2. On rappelle la définition canonique de Stephen Krasner des régimes internationaux : « Ensembles implicite ou explicite de principes, normes, règles et procédures de prises de décisions autour desquels les attentes des acteurs convergent dans un domaine particulier des relations internationales », Stephen D. Krasner, (Ed.), *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983 ; cf. également Tony Evans, Peter Wilson, « Regimes Theory and the English School of International Relations », *Millennium*, 21(3), 1992, pp. 329-351.

3. Cf. par exemple Margaret M. Pearson, « China's Integration into the International Trade and Investment Regime », in : Economy, Oksenberg, (Ed.) *China joint the World*, New York, Council of Foreign Relations Press, 1999, pp. 42-89. ; Elisabeth Economy, « The Impact of International Regimes on Chinese Foreign Policy-Making : Brodening Perspectives and Policies ... But Only to a Point » in : Lampton (Éd.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2001, pp. 230-253.

création de régimes additionnels dont le rôle est de gérer un système global plus indépendant »¹.

Autrement dit, le droit d'entrée dans les *régimes internationaux* semble à première vue être devenu plus élevé pour un pays comme la Chine, en particulier après la répression de Tian'an Men (1989). Cependant, l'application des critères permettant de définir un *État responsable* est des plus complexes et des plus difficiles à mettre en œuvre, même si les dirigeants des puissances majeures, comme le pense Krasner, ont par ces nouveaux critères renforcé leur domination et leur liberté de manœuvre, et font un usage hypocrite de la souveraineté à leur profit².

Mais ce raisonnement conduit Rosemary Foot à congédier les réalistes. Elle constate en effet « qu'à l'exception de quelques membres du Congrès, ou de partisans de l'école de la menace chinoise, nombreux sont ceux qui sont prêts à reconnaître que depuis les années quatre-vingts, la Chine est devenue, dans de nombreux domaines, un État responsable »³.

Elle donne alors un tour théorique nouveau à son argumentation, en considérant que la Chine se montre de plus en plus préoccupée par son image. Même si elle ajoute qu'il « n'est pas facile d'expliquer pourquoi, pour différentes raisons et dans différents domaines politiques, la Chine, en tant qu'État responsable, devrait être concernée par son image internationale et son identité »⁴, elle esquisse des réponses qui peuvent être qualifiées de constructivistes. Elle fait explicitement

1. Rosemary Foot, « Chinese power... », op. cit., p. 9.

2. Stephen D. Krasner, *Sovereignty: Organized hypocrisy*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

3. Elle en veut pour preuve le fait qu'entre 1990 et 1999, la Chine a soutenu, comme membre permanent du Conseil de sécurité, 84% des autorisations à prendre des mesures visant le rétablissement de la paix, en application de l'article VII de la Charte, notamment en ex-Yougoslavie, en Somalie, au Liberia, au Rwanda et en Irak. Dans les autres cas, elle s'est contentée de s'abstenir, sans jamais faire usage de son droit de veto. Elle a également approuvé 91,5% des 625 résolutions passées par l'ONU pendant la même période.

4. Rosemary Foot, « Chinese power... », op. cit., p. 15. Elle retire aussi l'impression que la Chine s'est tout particulièrement appliquée à vouloir apparaître comme « adhérent aux principaux régimes de la société internationale » et notamment celui des droits humains. Elle a ainsi tenu à signer deux conventions internationales sur les droits humains impliquant un droit de contrôle sur son application. De même, la vigilance de la Chine pour éviter le vote de la moindre résolution de la Commission des droits humains de l'ONU la mettant en cause sur cette question sensible est un bon indicateur du souci que la Chine a de son image et de l'importance, à ses yeux, d'être perçue comme un État responsable. Cf. Rosemary Foot, *Rights beyond Borders: The Global Community and the Struggle over Human Rights in China*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

référence aux travaux d'Alexander Wendt¹ et à ceux de Martha Finnemore² sur l'importance des institutions internationales et des normes internationales et la contrainte qu'elles font peser sur le comportement des États désireux, comme la Chine, de maintenir leur rang dans la société internationale. Ce recadrage théorique constitue une réorientation des recherches en Relations Internationales sur la Chine qui va progressivement s'imposer aux États-Unis.

*

-
1. Wendt, « Anarchy is what States make of it : The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, 46 (2), 1992, pp. 391-425.
 2. Martha Finnemore, « Constructing Norms of Humanitarian Intervention » in Peter Katzenstein, (Ed.), *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996.

Partie II

Il faut étudier la politique étrangère chinoise

Chapitre I : Politique étrangère et contraintes internationales

La méfiance des réalistes, qui voient pour des raisons structurelles, la Chine comme devant inévitablement devenir un adversaire d'un système dominé par les États-Unis paraît, au fil du temps, de plus en plus manquer de fondement. Sous l'influence grandissante du courant constructiviste en Relations Internationales, se fait jour l'hypothèse d'une possible socialisation à la vie internationale de la grande puissance émergente. Dans ce contexte intellectuel, certains sinologues renouvellent l'intérêt pour l'étude de la politique étrangère chinoise.

1. La réponse constructiviste

L'émergence de la Chine est, pour ceux qui se réfèrent à l'histoire, non une émergence mais une réémergence¹. Ses dirigeants affirment rituellement depuis 2004 poursuivre une politique de *développement pacifiquement* dans la recherche d'une harmonie aussi bien à l'intérieur qu'avec le reste du monde en lui redonnant ainsi sa place dans le concert des nations². Ils tendent à éviter les références à la notion d'émergence dans la mesure où elle porte en elle une forme de menace.

Mais la dissonance entre la mutation de son économie et le maintien d'un système politique autoritaire à parti unique, laisse planer plus que des doutes sur leurs intentions.

Certes, l'engagement de la Chine dans les institutions internationales n'a jamais cessé de progresser depuis vingt ans, pour atteindre aujourd'hui un niveau pratiquement égal à celui des autres grandes puissances du club des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et celui d'autres puissances très impliquées dans la coopération multilatérale, comme le Japon ou le Canada. Pourtant, son action s'y révèle d'une grande prudence, sinon marquée par d'importantes réserves.

De fait, ses dirigeants évitent de contester ouvertement les normes internationales qui sont, de toute évidence, en contradiction avec ses pratiques politiques. Cela peut également refléter son souci de vouloir,

1. Cf. Joseph Nye, « China's Re-emergence and the Future of the Asia-Pacific », *Survival*, (39), 1997-1998, pp. 65-79. Les économistes rappellent qu'en 1800, le PIB de la Chine était supérieur à celui de l'ensemble des pays de l'Europe Occidentale. Cf. Goldman Sachs, *The BRICs Nifty 50 : The EM&DM winners*, novembre 2009, repris dans « Les économies des principaux pays développés n'ont pas toujours dominé le monde », *Diplomatie*, (45), juil.-août 2010, p.47.

2. Cf. Yongjin Zhang, *China in International Society since 1949 : Alienation and Beyond*, Basingstoke, MacMillan, 1998 ; et Guoli Liu, (Éd.), *China Foreign Policy in Transition*, New York, Aldine de Gruyter, 2004.

malgré ces contradictions, tenir le rang comme *puissance responsable*. Ce comportement pose alors des questions plus générales quant au fonctionnement et au rôle des institutions internationales, des contraintes qu'elles imposent aux États, et dans le même temps, des usages et des bénéfices qu'elles leur offrent, ainsi qu'à d'autres acteurs toujours plus nombreux¹.

Dans le cadre de cette réflexion sur l'institutionnalisation des Relations Internationales², un tournant théorique qualifié de constructiviste et normativement orienté est apparu – même si les auteurs peuvent se réclamer d'un certain relativisme culturel³.

Des normes ne pouvant être complètement ignorées.

Les progrès de la construction européenne, la fin de la Guerre froide ainsi que le développement de la coopération internationale en matière de désarmement, ou l'abandon de la politique d'Apartheid en Afrique du Sud ont été perçus, avec d'autres événements contemporains, comme des manifestations du renforcement de la sécurité collective et de celle des individus dans le monde. On a pu les interpréter, dans la version la plus normative du constructivisme, comme l'avènement, à côté des *cultures hobbesienne et lockéenne*, d'une *culture kantienne de l'anarchie*⁴. La sécurisation reposerait alors sur un « savoir partagée par tous » (culture) garantissant l'assurance des intentions – et du comportement – pacifiques de tous les autres.

Pour résumer à grands traits ce qu'est la *culture kantienne de l'anarchie*, on peut dire qu'elle est comprise comme une construction sociale de la réalité⁵. Elle suppose une nouvelle socialisation des acteurs, par l'internalisation de nouvelles normes de comportements pacifiques dans les rapports internationaux, susceptibles de conduire à la formation d'une nouvelle identité collective⁶. Chacun est reconnu, par les autres acteurs, comme partageant une même culture. Elle implique un apprentissage dans des lieux de socialisation que sont les institutions.

1. Robert O. Keohane, *Internationales Institutions and State Power*, Boulder, Westview, 1989 ; John G. Ruggie, *Constructing the World Polity : Essays on International Institutionalization*, Londres, Routledge, 1993.

2. Robert O. Keohane, Lisa Martin, « The promise of Institutionalist Theory », *International Security*, 20 (1), 1995, pp. 39 -51.

3. Jeffrey Checkel, « The Constructivist Turn in International Relations Theory », *World Politics*, 50 (2), 1998, pp. 324-348.

4. Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 246-308.

5. En référence à Peter Berger, Thomas Luckman, *The Social Construction of Reality*, New York, Anchor Books, 1966.

6. Alexander Wendt, « Collective Identity Formation and the International State », *American Political Science Review*, 88 (2), 1994, pp.384-396.

L'usage réglé de pratiques discursives légitimes forme un nouveau *savoir partagé*. Celui-ci s'impose également dans la vie politique des États, et rétroagit, en retour, sur leur comportement international¹. Il s'instaure un cercle vertueux qui peut conduire à la pacification des relations, au moins dans des *communautés de sécurité régionale pluralistes* dont le modèle pourrait être la Communauté européenne.

Néanmoins, les deux autres cultures de l'anarchie demeurent en concurrence avec la nouvelle culture. Cette version de la théorie constructiviste des Relations Internationales, que l'on doit à Alexander Wendt, si elle n'est pas exactement partagée par tous les auteurs qui se réclament à un degré ou à autre du constructivisme, marque bien l'apparition d'un cadre théorique, bien perçu comme tel, comme renouvelant, depuis les années quatre-vingts, les termes des questionnements proposés par les différents courants réalistes, idéalistes ou libéraux dans la discipline.

Le constructivisme, au sens le plus large, a trouvé un champ d'application privilégié dans l'étude des institutions internationales, et en particulier leur rôle dans la construction et l'imposition de nouvelles normes de comportement à leurs membres. Elles vont ainsi contribuer à modifier la perception que les autres ont d'eux et celle qu'ils ont d'eux-mêmes et des autres. Les recherches se focalisent sur l'étude des changements politiques auxquels contribuent les règles adoptées et légitimées par les institutions internationales dans différents régimes internationaux et dans l'élaboration des politiques intérieures des États².

Une définition de la norme assez largement acceptée dans la littérature est la suivante : « un *standard* de comportement opportun des acteurs ayant une identité donnée »³. Les *standards* de comportement

1. Cf. Neta C. Crawford, *Argument and Change in World Politics. Ethics, Decolonization, and Humanitarian Intervention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

2. Martha Finnemore, Kathryn Sikking, « International Norm Dynamics and Political Change », *International Organizations*, 52 (4), 1998, pp. 887-917; Martha Finnemore, « International Organizations as Teachers of Norms : The United Nations Educational Scientific and Cultural Organizations and Science Policy », *International Organization*, 47 (4), 1993, pp. 565-597; Martha Finnemore, « Constructing Norms of Humanitarian Intervention » (cité plus haut). ; Audie Klotz, *Norms in International Relations : The struggle against Apartheid*, Ithaca, Cornell University Press, 1995. ; Andrew Cortell, James Davis, « How do International Institutions Matter ? The domestic Impact of International Rules and Norms », *International Studies Quarterly*, 40 (4), 1996, pp. 451-478. ; Wolf-Dieter Eberwein, « Le paradoxe humanitaire : Normes et pratiques », *Cultures & Conflicts*, (60), 2005. ; Yves Schemel, Wolf-Dieter Eberwein, *Normer le monde*, Paris, L'Harmattan, 2009.

3. Martha Finnemore & Kathryn Sikking, « International Norm Dynamics... », op. cit., p. 891.

peuvent être également définis « en termes de droits et d'obligations »¹ dans la mesure où ils décrivent les pratiques et les comportements dominants. Cela peut impliquer la mise en place de dispositifs à même de prendre des sanctions ou de procurer des rétributions en vue de les enraciner.

Mais les normes possèdent aussi une dimension morale ou éthique qui fait d'elles des croyances en ce qu'il est normal de faire. Elles permettent en cela aux membres d'une communauté de porter un jugement positif ou négatif sur le comportement de chacun d'entre eux au regard de ce que l'on y croit bon ou mauvais de faire. L'attitude des uns et des autres peut donner lieu à des félicitations et encouragements, ou au contraire susciter la réprobation des pairs, en dehors même de toute sanction ou menace de sanction.

C'est alors la réputation du membre du groupe qui est en jeu au regard de l'identité qu'il est censé partager. En clair, la condition est qu'il doit être sensible à la dégradation de son image aux yeux des autres et aux siens, qu'il y attache de l'importance. Ceci suppose son attachement à l'appartenance à la communauté et à la croyance partagée dans la validité des règles qui la fondent. Il s'agit qu'il puisse redouter les conséquences morales de son comportement.

Mais le prix que les membres donnent à leur appartenance n'est pas seulement dû à la crainte de perdre l'estime des autres membres et accessoirement de soi. Il tient également, plus généralement, aux biens communs dont seule l'association permet à tous de jouir, la bonne image en faisant partie ainsi que le statut que l'appartenance confère à ses membres. Cela n'exclut pas pour autant les comportements possibles de passager clandestin qui peuvent soudain faire douter de la sincérité des membres dans leur attachement aux valeurs qu'ils sont censés partager. Comme chacun sait, ce risque est d'autant plus grand que le groupe est plus vaste et que ses règles de fonctionnement sont plus lâches. Plus encore, la structure anarchique des relations internationales fait que les sanctions y sont des plus difficiles à prendre et à mettre en œuvre.

Telle est l'affirmation des constructivistes, les États ne peuvent pas si facilement, contrairement à ce que semblent penser les réalistes, agir dans un complet mépris des règles fixées par les institutions internationales auxquelles ils appartiennent à la seule invocation de leurs intérêts nationaux.

De plus, les initiateurs des politiques étatiques trouvent dans les normes produites par les institutions internationales des ressources

1. Friedrich V. Kratochwil, *Rules, Norms and Decisions: On the Conditions of Practical and legal Reasoning in International Relations and Domestic Affairs*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

précieuses leur permettant de légitimer des politiques publiques dans un secteur où elles rencontrent une forte résistance sociale et politique¹. Cela vaut particulièrement en politique étrangère où les décideurs épaulés par les experts peuvent surmonter les oppositions internes à un changement majeur d'orientation politique, en arguant des obligations qui découlent des engagements internationaux pris par leur pays, cela en conformité avec les normes internationales².

Le constructivisme offre un cadre théorique nouveau autorisant les chercheurs à poser avec plus d'assurance la question de savoir si l'implication de la Chine dans la politique internationale, notamment par sa plus grande participation aux activités des organisations internationales, l'amène à changer sa conception des relations internationales en engageant un processus de socialisation et d'internalisation des normes dominantes du système international.

Il s'agit, encore et toujours, de surmonter le scepticisme des réalistes qui ne croient pas que l'on puisse jamais connaître avec certitude les intentions des dirigeants des États dans leurs politiques internationales³. L'engagement, dans les organisations internationales, d'un pays comme la Chine ne pourra jamais lever le soupçon d'une manœuvre visant à tromper, à endormir les autres acteurs, sur sa véritable stratégie. Pour les néoréalistes la Chine demeure une grande puissance émergente à vocation hégémonique.

1. Cf. les travaux d'Eve Fouilleux sur le rôle des normes internationales dans l'élaboration des politiques agricoles : Eve Fouilleux, *La PAC et ses réformes. Une politique à l'épreuve de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2003 ; Eve Fouilleux, « Acteurs et concurrences dans la fabrication des référentiels internationaux. La FAO et les normes de politique agricole » in : Schemeil, Eberwein, *Normer le Monde*, op. cit. pp. 153-176. ; Plus généralement Daniel W. Drezner, (Éd.), *Locating the Proper Authorities. The Interaction of Domestic and International Institutions*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2003.

2. Cf. Ian Hurd, « Legitimacy and Authority in International Relations », *International Organization*, 53 (2), 1999, pp. 379-408. ; Andrew Moravcsik, « Negotiating the Single European Act : National Interests and Conventional Statecraft in the European Community », *International Organization*, 45 (1), 1991, pp. 19-56. ; Martha Finnemore, *National Interests in International Society*, Ithaca, Cornell University Press, 1996. ; Adam Watson, *The Limits of Independence : Relations between States in the Modern World*, Londres, Routledge, 1997.

3. Cf. le débat avec les libéraux : Andrew Moravcsik, « Taking Preferences Seriously : A Liberal Theory of International Politics », *International Organization*, 51 (4), 1997, pp. 513-553.

Comprendre la Chine comme un *Etat social*.

Le sinologue américain et expert en questions de désarmement, Alastair Johnston, tente d'apporter une réponse constructiviste à ce défi. Dans sa contribution à un ouvrage collectif, publié en 2003, consacré aux interactions entre institutions internationales et politique intérieure, il cherche à évaluer ce qu'il désigne comme « les effets sociaux des institutions internationales sur les acteurs domestiques de la politique étrangère » chinoise¹.

L'intérêt du texte est double, à la fois par son apport à l'étude de la politique étrangère (pas seulement chinoise), et par sa mise en œuvre critique de l'approche constructiviste des Relations Internationales. Les difficultés propres au terrain, la recherche empirique sur les politiques chinoises, ont incontestablement stimulé l'auteur dans sa quête de rigueur scientifique. Le thème qui fédère les contributeurs de l'ouvrage concerne les moyens dont disposent les responsables nationaux, engagés par une politique négociée dans le cadre multilatéral des institutions internationales, pour changer l'état d'esprit, convaincre, ou persuader ceux (constituencies) dont ils tirent leur légitimité au plan interne. Leur accord étant nécessaire pour que leur pays continue à tenir son rang international.

Le cas présenté qui illustre le mieux les termes dans lesquels les auteurs ont construit la question posée par l'ouvrage, présente les méthodes et arguments mobilisés, avec plus ou moins de succès, par l'exécutif américain pour obtenir des membres du Congrès l'approbation de l'implication des États-Unis dans des interventions humanitaires. Il s'agit d'étudier les usages internes qui peuvent être faits des politiques internationales et notamment des normes des institutions internationales comme instrument de légitimation d'une politique étrangère².

Si l'ouvrage prend comme référence théorique les travaux de Robert Putnam³ sur les usages diplomatiques des politiques domestiques dans le cadre de négociations bilatérales, il vise explicitement à renverser

1. Alastair Iain Johnston, « The Social Effects of International Institutions on Domestic (Foreign Policy) Actors », in : Daniel W. Drezner, (Éd.), *Locating the Proper Authorities. The Interaction of Domestic and International Institutions*, Ann Harbour, The University of Michigan Press, 2003, pp. 145-196.

2. Cf. Kenneth A. Schultz, « Tying Hands and Washing Hands : The U.S. Congress and Multilateral Humanitarian Intervention », in : Drezner, op. cit., pp. 105-144.

3. Robert D. Putnam, « Diplomacy and Domestic Politics : The Logic of two-level Games », *International Organizations*, 42 (3), 1988, pp. 427-460. et Peter B. Evans, Harold Jacobson, Robert D. Putnam, (Éds.), *Double-Edged Diplomacy : International Bargaining and Domestic Politics*, Berkeley, University of California Press, 1993.

l'ordre des facteurs en privilégiant l'étude de l'influence des normes internationales sur l'élaboration des politiques publiques nationales. En retour, les institutions internationales sont consolidées par les usages locaux des normes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques nationales, politique étrangère comprise. Dans tous les cas, l'objet d'étude concerne les questions posées, dans une épistémè constructiviste, par les modes de socialisation des acteurs aux règles internationales.

Johnston nous indique d'emblée que la Chine est, par rapport à cette problématique, un cas pratique particulièrement pertinent. Tout d'abord, son implication relativement récente dans les activités des organisations internationales offre la possibilité d'étudier quelque chose comme une forme de socialisation primaire, d'initiation, des responsables de la politique étrangère chinoise aux normes et aux pratiques partagées au sein de ces organisations.

Ils sont novices du fait de l'isolement diplomatique que leur pays a connu jusqu'au milieu des années quatre-vingts, et qui a été un moment reconduit avec la répression de Tian'an Men, – isolement qui les a éduqués et confortés dans un certain scepticisme doctrinal sur les vertus de la coopération internationale. Cette attitude trouve une traduction dans le refus, aux origines beaucoup plus anciennes, de toute implication dans des alliances stratégiques en vue d'assurer la sécurité du pays.

On pourrait donc chercher à mesurer les progrès de la socialisation, si elle existe, de ces responsables, dans les valeurs communes à la société internationale, à travers l'étude de leur comportement avant et après leur engagement dans les organisations internationales. Mais surtout, pour répondre aux réalistes, juger de la profondeur de leur conversion ou la force de leur croyance dans ces valeurs, en étudiant les arguments qu'ils utilisent dans les débats stratégiques internes. Notamment ceux qu'ils mobilisent pour remettre en cause la tradition qualifiée de *hard Realpolitik*¹ de la politique étrangère chinoise.

Dans les autres contributions de l'ouvrage, l'attention porte essentiellement sur les rapports entre la force des obstacles internes, en particulier celle des structures institutionnelles (fédéralisme, système partisan), qui font obstacle à une politique que leurs initiateurs cherchent à promouvoir en tirant argument des contraintes imposées par les normes internationales dont ils confirment ainsi qu'elles les engagent.

Pourtant l'auteur rencontre une difficulté, inhérente à son objet, qui lui ferme cette démarche et le conduit à justifier un autre choix

1. Il emprunte le terme à Thomas J. Christensen, « Chinese Realpolitik », *Foreign Affairs*, 75 (5), 1996, pp. 37-52.

méthodologique quelque peu différent. Du fait de « l'opacité des processus politiques chinois particulièrement quand ils sont relatifs aux questions de sécurité », « l'emploi de méthodes ethnographiques » lui semble « inévitable »¹.

Il entend par là adopter une méthode microsociologique, portant précisément sur la communauté des spécialistes chinois des questions de désarmement qu'il a pu côtoyer dans les réunions internationales, tout au long des quinze années où il a lui-même travaillé pour le gouvernement américain comme expert. Il se propose d'analyser deux changements de la politique étrangère chinoise, et ce, dans deux contextes de négociation internationale différents, à travers les justifications des experts avec lesquels il a mené des entretiens, comme illustrant deux formes de socialisation distinctes par les institutions internationales.

Dans le premier cas, il considère que la persuasion (la conviction intériorisée de la justesse de cette politique) dont témoignent le comportement et les raisons données par les experts, permet d'expliquer l'implication de moins en moins formelle de la Chine dans les activités du Forum Régional de l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations*) établi en 1994. Le FRA (Forum Régional de l'ASEAN) concrétise l'amorce d'un système de sécurité collectif régional initié par l'ASEAN et progressivement élargit aux autres pays d'Asie. De fait, ce changement de politique n'est pas totalement en contradiction avec la tendance à la *Realpolitik*, considérée comme dominante chez les responsables chinois.

Le débat avec les réalistes est ici assez indécis pour savoir si cette apparente adhésion à l'idée de sécurité collective n'est pas plutôt l'affirmation de ses prétentions hégémoniques sur la région, visant à évincer les États-Unis en créant un phénomène de *bandwagonning* chez ses alliés en les intégrant dans la FRA, vidant ainsi de sa substance son système d'alliance.

Pourtant, l'analyse sociologique de Johnston tendrait à montrer que l'inflexion de la politique réaliste de la Chine est soutenue par un groupe d'experts du bureau chargé des questions de sécurité régionale du département Asie du ministère des Affaires Étrangères. Ils s'accommoderaient de la prédominance des États-Unis dans la région en considérant le maintien de la présence militaire américaine au Japon comme le plus sûr moyen pour contrer les tentations de réarmement de ce dernier.

Ce groupe serait en cela profondément en désaccord avec les stratèges de l'APL (Armée Populaire de Libération). Leur différend avec les militaires aurait pris un tour plus doctrinal après 1996, avec la fin de la tension dans le détroit de Taiwan. Ils se seraient faits les partisans

1. Johnston, *The Social Effects...* », op. cit. p. 152.

d'une doctrine de *sécurité mutuelle*, dans des groupes de travail réunis sous l'égide du FRA pour discuter des « *mesures visant à construire la confiance* ». Ils auraient manifesté leur adhésion aux principes de la coopération internationale, impliquant une relation « gagnant/gagnant » et non un jeu à somme nulle. Ces experts qui trouvent des relais chez les responsables au plus au niveau de la politique étrangère chinoise auraient « intériorisé » les vertus du multilatéralisme comme étant « bon pour la Chine et la sécurité régionale »¹.

Un rapport interne, évoqué aux cours d'entretiens réalisés en 1999 avec certains experts proches de l'Académie des Sciences Sociales, voit dans la FRA un outil efficace pour faire baisser les tensions dans la région. L'intérêt manifesté à sa consolidation illustre sa volonté de développer des relations multilatérales dans la région, et représente un signal en direction des pays d'Asie visant à dissiper les craintes que pourrait leur inspirer l'émergence chinoise. C'est une réponse explicite à la thèse de la *menace chinoise*.

Mais surtout, Johnston nous dit que les promoteurs du multilatéralisme éludent toute comparaison entre la FRA et l'OSCE (l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), dans la mesure où cette dernière a comme critère d'appartenance à l'organisation, le caractère démocratique du régime, et a également vocation à intervenir sur les questions des droits humains chez les États membres. Cet évitement représente une limite dans la promotion de la diplomatie multilatéraliste en Chine « pour la protéger d'une opposition domestique potentielle »².

Les responsables de la politique étrangère chinoise dans le domaine de la sécurité régionale en Asie, et en particulier les experts et les diplomates engagés dans les discussions et les négociations au sein du FRA, auraient bien été « socialisés » au multilatéralisme et y auraient de toute évidence pris goût, jusqu'à se convertir en ses propagandistes les plus fervents, relayés par les milieux académiques et les think tanks les plus influents.

Dans le second cas étudié, Johnston y voit plutôt une illustration de ce qu'il désigne par les effets de l'influence sociale – on préférera traduire par pression sociale. Il définit celle-ci comme : « une classe de microprocessus qui donne naissance à des comportements normés à travers la distribution de récompenses et de punitions : récompenses en termes de statut, sentiment d'appartenance, de bien-être, qui impliquent des comportements conformes avec les attentes d'un rôle, punitions comme la mortification, l'évitement, l'exclusion et l'humiliation dus à la

1. Ibid., p. 161.

2. Ibid., p. 162.

dissonance découlant d'actions en contradiction avec un rôle ou une identité »¹.

Johnston fait un emprunt massif à la psychologie sociale, consolidant en cela son choix méthodologique d'une analyse microsociologique de la communauté des experts et diplomates chinois engagés dans une négociation internationale. Il cherche à évaluer, on le rappelle, l'existence ou non d'une socialisation des diplomates chinois par les institutions internationales.

On retiendra que selon lui, la pression sociale, à la différence de la persuasion, n'exige pas l'intériorisation de la croyance en la norme et pose donc la question des raisons pour lesquelles des acteurs renoncent à une option politique majeure. Elle est à même d'expliquer un choix qui est vécu comme un sacrifice important dans la mesure où ils doivent s'y résigner sans avoir été pleinement convaincus que cette décision est totalement conforme aux intérêts qu'ils défendent. Elle suppose, pour imposer à des acteurs ce renoncement coûteux, l'existence d'un vaste public dont ils redoutent le jugement, et auquel ils souhaitent inspirer confiance en donnant, par leurs comportements, une image positive de leur pays.

2. L'apprentissage des normes internationales

La construction des identités des acteurs.

Johnston rejoint là les constructivistes, en accordant ainsi un rôle décisif à la construction des identités des acteurs dans les politiques internationales. La question qui demeure, est de savoir, à la différence des réalistes, si la manifestation par des acteurs de leur sensibilité à la pression sociale – si elle peut être prouvée – est un indice suffisant de la profondeur de leur socialisation par les institutions internationales. Un tel processus ouvrirait alors la possibilité d'instaurer avec eux et, de fait, leur pays, des relations plus confiantes et plus prévisibles, censées être fondées sur des valeurs partagées.

Il considère ainsi que le renoncement de la Chine à s'opposer à l'adoption du traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, lors des négociations menées entre janvier 1994 et août 1996, dans le cadre de la conférence de l'ONU sur le désarmement, est le résultat de la pression sociale qui s'est alors exercée sur ses représentants. L'attitude des diplomates chinois prouve qu'ils furent, en accord avec les responsables de la politique étrangère chinoise au plus haut niveau,

1. Ibid., p. 165.

particulièrement sensibles aux conséquences négatives, en termes d'image, qu'une opposition obstinée aurait pu susciter.

Le traité interdit surtout de faire des essais nucléaires souterrains que les experts chinois considèrent comme indispensables pour moderniser leur arsenal nucléaire. On se souvient qu'à l'époque, les spécialistes français tiendront un raisonnement identique conduisant Jacques Chirac, à peine élu en 1995, à entreprendre une dernière campagne d'essais souterrains. Elle provoquera une mobilisation sans précédent des pays riverains du Pacifique sud contre la France. L'importance de l'enjeu pour les responsables chinois des questions d'armement nucléaire ne fait aucun doute. Ils cherchent lors des premières tractations à gagner du temps en conditionnant l'adoption du traité à la prise en compte d'un ensemble de mesures pour la plupart inacceptables pour les autres grandes puissances.

Pourtant, au milieu du cycle de négociations, les experts des agences chinoises impliquées dans les discussions se mettent de toute évidence d'accord pour abandonner leurs exigences dilatoires. Johnston nous dit « qu'apparemment la Chine ne veut pas être perçue comme un obstacle »¹. Ils signeront finalement le traité en déclarant même un moratoire unilatéral, renonçant ainsi à faire des essais, contrairement à ce qu'ils avaient précédemment indiqué, avant même son entrée effective en vigueur.

Au centre du débat mené contre les réalistes par Johnson, se pose la question de savoir si l'accord représente finalement pour la Chine un vrai sacrifice. Ce qu'ils contestent, dans la mesure où elle n'aurait plus eu besoin de compléter les essais effectués en juillet, soit peu de temps avant la signature d'août 1996. Johnston maintient que, grâce à ses contacts et à sa connaissance de la littérature chinoise spécialisée, il peut témoigner que les experts considèrent à l'époque, qu'elle aurait les plus grandes difficultés pour combler son retard. Notamment dans le domaine de la simulation informatique d'essais – la technologie qui devait remplacer les essais grandeur nature. La décision politique de signer représente un coût incontestable. Elle fut prise au plus haut niveau dès le début des négociations, comme tend à le prouver, pour Johnston la participation, dès 1995, à la tête de la délégation, du général Qian Shaojun, le plus haut responsable chinois des questions de désarmements.

Il tient aussi à écarter une interprétation inspirée par la théorie institutionnaliste des choix rationnels. Il est peu plausible que la décision soit la conséquence d'un strict calcul d'intérêt. La Chine ne tire aucun bénéfice secondaire, en termes d'aide technologique. Elle n'est pas plus

1. Ibid., p. 179.

inspirée par la crainte de sanctions, dans la mesure où les républicains conservateurs dominent le Congrès américain depuis 1994 et ne défendent pas avec une vigueur particulièrement le traité. Sa signature n'est donc pas un levier très utile pour se gagner leurs bonnes grâces.

La seule explication de l'approbation du traité par la Chine est, selon Johnston, un effet de la pression sociale. Pour ses informateurs, la Chine ne peut pas rester à l'écart. Ils considèrent que le traité s'inscrit dans un *grand courant international*. Ils témoignent d'un contexte psychologique auquel il est impossible de s'opposer, sauf à s'aliéner non seulement les grandes puissances, notamment les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité mais aussi et surtout, les pays en développement. Ils ont approuvés dans leur grande majorité le traité et attendent de la Chine qu'elle se comporte *en grande puissance responsable*. Dans un tel climat, pour l'un de ses interlocuteurs, « la raison pour laquelle la Chine a pris la décision d'ajuster sa position lors des négociations est la nécessité de maintenir son image »¹.

Johnston pense ainsi avoir démontré que la « sensibilité des décideurs chinois à leur image et au statut de la Chine comme grande puissance responsable fut un guide décisif dans leur décision de signer le traité ». Cette sensibilité – reflet d'une identité émergente dans laquelle les marqueurs des statuts clés proviennent de la participation aux institutions internationales qui régulent les relations entre États – fut particulièrement aiguë dans le cas du traité, « du fait de la grande visibilité et de la forte légitimité du régime de non-prolifération, dont il est un pilier essentiel »².

Ce que l'auteur a mis en évidence, c'est avant tout un changement d'état d'esprit – une nouvelle sensibilité – des responsables de la politique étrangère chinoise et de la communauté des diplomates et experts chinois engagés dans les négociations multilatérales. Mais il ne peut que rester évasif sur la question du rôle précis joué par les organisations internationales dans l'émergence d'une l'identité dont cette nouvelle sensibilité semble témoigner. De même, il apparaît une ambiguïté dans sa démonstration sur la façon dont opèrent les sanctions morales sur les diplomates et l'importance qu'il attribue à ces derniers dans l'émergence de cette nouvelle identité chez les dirigeants chinois. L'ambiguïté vient pour une part, comme il l'indique, de l'*opacité* des processus de décision, notamment sur les questions de sécurité. Dans ce

1 Ibid., p. 184

2 Ibid., p. 185.

sens, il est loin de clore le débat avec les réalistes sur l'impossibilité de connaître les intentions des dirigeants chinois¹.

L'intérêt du texte vient aussi des contraintes méthodologiques auxquelles l'auteur s'est astreint. Son choix méthodologique est lié à l'absence d'une vie politique pluraliste chinoise à étudier, permettant de distinguer clairement un univers où pourrait se construire une résistance ouverte à des orientations de politique étrangère. Le fait qu'il existe, sur les questions de politique étrangère en Chine, des débats ouverts, au sein de la *communauté de la politique étrangère* rassemblant autour de l'élite dirigeante, les membres des think tanks influents, et des instituts de recherche partagés en clans identifiés, ne modifie pas fondamentalement la donne². Il faudrait, sinon, se mettre en quête — faute de pluralisme, de partis politiques indépendants, d'électorat, d'élus, et de vie parlementaire et de médias indépendants — d'autres *constituancies*, — corps constitués desquels un gouvernement tire sa légitimité particulièrement en politique étrangère — comme l'opinion publique³.

Le positionnement radicalement sociologique de Johnston le conduit donc à spéculer essentiellement sur la diffusion des idées et des normes et sur la transformation des sensibilités comme étant le résultat d'une infinité de *microprocessus* concernant une infinité d'individus dans une infinité de communautés et de lieux, dont les organisations internationales. Ce choix méthodologique l'amène à contester, sur un point non négligeable, l'approche constructiviste qui guide cependant sa réflexion⁴. En effet, comme il l'affirme, les questions de socialisation et d'identité concernent, dans la littérature sociologique ou de psychologie

1. Mearsheimer, « The False Promise of International Institutions », *International Security*, 19 (3), 1994-95, pp. 5-49.

2. Cf. Bonnie S. Glaser, Evan S. Medeiros, « The Changing Ecology of Foreign Policy-Making in China : The Ascension and Demise of the Theory of "Peaceful Rise" », *The China Quarterly*, (190), juin 2007. ; David Schambaugh, « China's International Relations Think Tanks : Evolving Structure and Process », *The China Quarterly*, (171), sept. 2002, pp. 575-596. Plus récemment voir, Daniel Lynch, « Chinese Thinking on the future of International Relations : Realism as the Ti, Rationalism as the Yang », *The China Quarterly*, (197), march 2009, pp. 87-107 ; Zhu Liqun, « China's Foreign Policy Debates », *Chaillot Papers*, Paris, Institute for Security Studies European Union, septembre 2010 ; Linda Jakobsen, Dean Knox, « New Foreign Policy Actors in China », *SIPRI Policy Paper*, (26), septembre 2010.

3. Ce qu'il a justement entrepris par la suite : Alastair Iain Johnston, « The Correlates of Beijing Public Opinion Toward the United States », in : Alastair Iain Johnston, Robert S. Ross, (Eds.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006, pp. 340-378.

4. Il rejoint ici la démarche de Jeffrey T. Checkel dans son étude sur la reconstruction des identités des États européens à travers la pratique des institutions européennes : « Why Comply ? Social Learning and European Identity Change », *International Organization*, 55 (3), 2001, pp. 553-588.

sociale, les individus, et parler de la socialisation d'un État est au mieux métaphorique. Or, un constructiviste comme Wendt demeure en accord avec les réalistes pour considérer l'État comme l'unité d'analyse en Relations Internationales, dans la mesure où les principaux problèmes relèvent de la sécurité internationale¹. Mais du fait de son orientation normative, il en vient à prêter aux États des comportements propres aux individus — apprentissage, socialisation — comme le laisse entendre Johnston.

Il est difficile à Johnson de passer des justifications et sentiments manifestés par ses informateurs, au comportement de l'État chinois dans la politique internationale. Il doit faire face, comme il l'indique, à un problème d'agrégation. Il y répond curieusement en indiquant que « les responsables politiques et les diplomates tendent à pratiquer une forme d'anthropomorphisme entre l'État et eux-mêmes [...] Eux et leur public établissent également un isomorphisme entre les critiques et les encouragements prodigués à l'État et les critiques et les compliments adressés au groupe ou à chaque individu du groupe »².

Pourtant, si on peut le suivre lorsqu'il affirme qu'un diplomate ou un dirigeant chinois peut être affecté par l'opprobre pouvant toucher son pays, il manque de rigueur lorsqu'il laisse penser que le diplomate peut avoir le sentiment que sa propre réputation, et non celle de l'État chinois, est dans ce cas en question. Le rôle qu'un diplomate assume principalement, professionnellement, est celui de représentant. Un sentiment personnel de honte voudrait dire que cela pourrait le conduire à se désolidariser de la politique de son pays. Or, Johnston ne donne aucun exemple de ce genre, et pour cause. Dans les institutions internationales, les normes s'appliquent bel et bien aux États, et non principalement aux diplomates pris individuellement.

Néanmoins, il n'est pas sans intérêt de pouvoir mesurer alors la force qu'ils accordent à la règle, à la lumière de l'attitude défensive des représentants du pays blâmé, et des trésors de rhétorique mobilisés pour justifier la position de leur pays. On peut également évaluer le degré d'engagement d'un État dans une institution internationale, à l'intensité de la crainte d'être isolé ou marginalisé manifestée par ses représentants, notamment dans la recherche de compromis et d'alliés. Il y a bien identité entre l'État et le comportement de ses représentants.

1. Même s'il n'ignore pas le problème, Alexander Wendt, « The Agent-Structure Problems in International Relations Theory », *International Organization*, 41 (3), 1987, pp. 335-370. Voir également Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

2. Johnston, *The Social Effects...*, op. cit., p. 175.

Pourtant, en se laissant enfermer dans la seule question du rôle des institutions internationales dans l'apprentissage et la socialisation des experts et diplomates chinois, pris individuellement, en vue de prouver leur changement de sensibilité, Johnston néglige un questionnement sur leur sentiment d'appartenance à une communauté professionnelle. L'étude du groupe constitué par les spécialistes internationaux de la diplomatie multilatérale nous semble avoir un intérêt sociologique majeur. Ce serait alors poser autrement la question d'une possible autonomisation, même toute relative, des diplomates chinois, et rejoindre une réflexion plus générale sur le métier de diplomate international dans le cadre multilatéral¹. Ainsi, on pourrait contribuer aux recherches sur le rôle de cette communauté, plus ou moins confondue avec celui des communautés épistémiques², dans la diffusion des normes et la formation des politiques étrangères des États³. Mais on peut lui accorder que l'opacité du processus de décision dans les politiques chinoises ne lui a pas permis de beaucoup progresser dans cette direction.

Les limites à l'exercice de la souveraineté des États.

Le mérite incontestable de l'approche de Johnston est d'apporter une contribution spécifique sur les modes de diffusion des normes en Relations Internationales. Le cas chinois apparaît comme paradigmatique de l'apprentissage des pratiques dans les différents régimes internationaux et dans les organisations internationales. L'orientation proposée par Johnston rejoint et inspire un ensemble de travaux empiriques où les auteurs se proposent d'étudier l'adaptation des diplomates chinois aux règles du jeu en vigueur et de tester ainsi leur plus ou moins bonne disposition à coopérer.

Sur le sujet sans doute le plus sensible pour les dirigeants chinois, celui des limites que la société internationale pourrait apporter à l'exercice de la souveraineté des États, l'universitaire de Cornell, Allen Carlson, montre comment la Chine va progressivement s'adapter au contexte normatif ambiant, en passant d'une position de principe

1. Cf. Philippe Zeller, « La protection de l'environnement : un exemple de diplomatie mondialisée » in : Samy Cohen, (Éd.), *Les diplomates. Négociateur dans un monde chaotique*, Paris, Autrement, 2002, pp. 56-65.

2. Cf. Emanuel Adler, Peter M. Haas, « Conclusion : Epistemic Communities, World Order, and the Creation of a Reflexive Research Program », *International Organization*, 46 (1), 1992, pp. 367-390.

3. Cf. par exemple Thomas Risse, Stephen Ropp, Kathryn Sicking (Éds.), *The Power of Human Rights : International Norms and Domestic Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999. ; Matthew Evangelista, *Unarmed Forces : The Transnational Movement to End the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 1999.

intransigeante quant au respect absolu de la souveraineté, à un engagement croissant dans les opérations de maintien de la paix.

En fait, soucieuse de sortir de son isolement après Tien'an Men, elle ne manifestera que très rarement, dans ses votes au Conseil de sécurité, ses réticences aux interventions souvent voulues et dirigées par les États-Unis. Plus encore, en dépit de moments de tension, comme lors de son désaccord avec l'intervention de l'OTAN au Kosovo, et les vives réactions provoquées par le bombardement par l'aviation américaine au service de l'OTAN de son ambassade à Belgrade, le 8 mai 1999, la Chine trouve progressivement un intérêt pratique à son implication dans les actions humanitaires et de maintien de la paix¹.

D'après Carlson : « Au milieu des années quatre-vingt-dix, les élites chargées de la politique étrangère chinoise vont se sentir de plus en plus concernées par l'image internationale de la Chine et inclinent à penser que la perception positive de sa participation dans des opérations humanitaires contribuera à prouver sa volonté de jouer un rôle de plus en plus responsable, solidaire et coopératif dans les politiques internationales »².

L'étude menée par Margaret Pearson, de l'Université du Maryland, propose une analyse assez proche de celle de Johnston, par sa méthodologie et sa problématique. Elle la consacre, à partir d'une série d'entretiens, aux premiers pas des représentants de la Chine dans les arcanes de l'Organisation Mondiale du Commerce, après son admission en décembre 2001³.

La délégation chinoise apparaît comme néophyte, et assez dominée, dans les jeux compliqués qui se mènent à Genève, et elle ne manifeste pas clairement une volonté très déterminée dans les négociations. Les diplomates sont assez réservés dans la participation aux coalitions et ne recherchent pas l'exercice d'un leadership. Ils ont, de toute évidence, peu d'autonomie. Ils semblent particulièrement dépendants des jeux politiques et bureaucratiques domestiques, et leur faible initiative est apparemment liée à la diversité des intérêts qu'ils défendent, sans que de claires priorités soient toujours établies. L'agenda

1. Cf. Philippe Boloïon, « La Chine s'affirme dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU », *Le Monde*, jeudi 30 avril 2009, p. 6. : « La Chine est, en 2009, le 15^{ième} pays contributeur, avec 2150 de ses soldats engagés dans des opérations de maintien de la paix, contre 120 en 2003 ».

2. Allen Carlson, « More than Just Saying No. China's Evolving Approach to Sovereignty and Intervention since Tian'an Men » in : Johnston, Ross, (Eds.), *New Directions...*, op. cit., p. 218.

3. Margaret M. Pearson, « China in Geneva. Lessons from China's Early Years in the World Trade Organization », in : Johnston, Ross, (Eds.) *New Directions...*, op. cit.

des questions débattues à l'OMC ne paraît pas par ailleurs toujours rejoindre celui du gouvernement chinois. Si l'essentiel de la délégation provient du ministère du commerce, une partie de ses membres relève d'autres administrations, comme les finances, l'agriculture, les douanes ou les affaires étrangères. Leur activité principale semble consister à recueillir des informations pour leurs administrations d'origine. Néanmoins, selon Pearson, le comportement des diplomates chinois n'indique pas de signes particuliers d'insatisfaction par rapport à l'institution, même si la présence d'une délégation taïwanaise reste pour eux un sujet de préoccupation permanent.

En fait, la Chine poursuit en même temps de multiples buts. Elle est tout autant concernée par « l'affirmation de sa souveraineté sur Taiwan, une stratégie commerciale visant à diversifier ses marchés d'exportation, la défense d'intérêts économiques secteur par secteur, le maintien des relations internationales avec le monde en développement et particulièrement l'Asie du Sud-est et la promotion d'une image globale avec le désir d'être perçue comme un joueur qui compte, mais sans perturber le jeu comme l'Inde »¹.

L'ambiguïté du comportement de ses représentants à l'OMC tient dans son positionnement initial comme pont entre les pays du tiers-monde et les pays développés, s'interdisant en cela toute prétention au leadership dans l'un ou l'autre camp. Ils rejoignent, au gré des négociations, les coalitions déjà formées, sans jamais prendre l'initiative d'en constituer. Pour autant, ils semblent attacher une grande importance à leur perception comme membre effectif du club.

Mais surtout, sa recherche permet à Pearson d'affirmer, en conclusion, de façon assez péremptoire, que « la réponse à la question de savoir si la Chine est une puissance coopérative dans l'OMC, la réponse est dans l'ensemble : oui »². On voit que la préoccupation principale des chercheurs américains sur la politique étrangère chinoise est toujours d'évaluer si la Chine peut être qualifiée de responsable, et déterminer la confiance qui peut lui être accordée dans les relations internationales, malgré le soupçon qui demeure quant aux intentions de ses dirigeants. En effet, ses diplomates prennent bien garde, nous dit Pearson, de ne pas apparaître comme membre actif de la coalition des États partisans d'un *Nouvel Ordre Économique International*, aux côtés des pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique contestant la maîtrise de l'agenda de l'organisation par les puissances occidentales.

Dans ce sens, affirme Margaret Pearson, la Chine n'est pas révisionniste. Elle en veut pour preuve son adhésion aux « règles sur les

1. Ibid., p. 263.

2. Ibid., p. 264.

règles” de l’organisation en évitant de mettre des obstacles à la recherche du consensus par les autres et en manifestant leur parfaite compréhension du jeu des coalitions changeantes. Elle accepte les règles conservatrices de l’OMC dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à un intérêt fondamental, comme sa souveraineté sur Taiwan.

Comme le dit justement Pearson, reprenant en cela le questionnement constructiviste, le comportement de ses représentants envers Taiwan dans le cadre de l’OMC « met au défi l’idée que les institutions forment les intérêts et les comportements de leurs membres ». Si elle est loin du compte sur la question de Taiwan, membre de l’OMC depuis le 1^{er} janvier 2002, l’organisation pourrait être, selon l’auteure, « à l’avenir, un lieu privilégié d’observation de la socialisation de la Chine dans ses normes ». Reprenant la grille de lecture de Johnston, elle affirme que l’acceptation de la cohabitation avec Taiwan n’est pas, comme on peut s’en douter, le résultat de la persuasion mais relève plutôt d’un comportement tactique visant à éviter des frictions avec les autres membres de l’organisation. Dans ce cas, la crainte de l’opprobre social pourrait contribuer au processus de socialisation auquel, soucieuse de son image, elle « pourrait difficilement résister »¹.

Cette perspective optimiste, d’inspiration constructiviste, tend à former chez les sinologues américains, au début du XXI^e siècle, un courant les inclinant à voir, dans sa participation active aux organisations internationales et son implication dans les régimes internationaux, une forme de socialisation à même de conforter l’orientation à la coopération de sa politique étrangère. Cette interprétation savante se veut une réponse au pessimisme des théoriciens des Relations Internationales néoréalistes offensifs qui ont contribué à forger une vision alarmante de son émergence.

Mais dans le climat sécuritaire provoqué par les attentats du 11 septembre 2001, la question du choix d’une stratégie devant guider la politique étrangère de l’administration de George W. Bush envers la Chine relance, sous une nouvelle forme, le débat sur la *menace chinoise*.

*

1. Ibid., pp. 265-266.

Chapitre II : La politisation des sinologues

Après les attentats du 11 septembre 2001 et la décision unilatérale de se lancer dans une guerre préventive contre l'Irak, les responsables des questions de sécurité et de la politique étrangère américaine doivent repenser l'ensemble de leurs priorités. Dans ce cadre, le débat sur la stratégie à adopter envers la Chine est relancé.

1. Une troisième voie entre *Containment* et *Engagement*.

Les néoconservateurs, ralliés à W. Bush, ont avant et pendant la campagne électorale de 2000 tout particulièrement dénoncé comme une politique naïve la politique d'*engagement* de l'administration Clinton envers la Chine¹. Ils prônaient alors une politique de fermeté reposant sur le *containment*². Néanmoins, pendant la première année du mandat de W. Bush, la politique chinoise de l'administration républicaine ne rompt pas fondamentalement avec celle menée sous Clinton.

À la recherche d'une politique limitant les risques.

Des tensions apparaissent en 2001. La première revêt une dimension fortuite. Elle est provoquée par la collision en plein vol, le 1er avril 2001, entre un avion espion américain de type *EP-3* et un chasseur de l'APL chinoise. L'appareil américain est contraint d'atterrir sur l'île chinoise de Hainan et son équipage est capturé. L'incident provoquera une crise diplomatique qui durera plusieurs mois, du fait de la mauvaise volonté manifestée par les autorités chinoises pour restituer l'appareil et l'équipage. Pour ne rien arranger, George W. Bush approuve, le 24 avril 2001, la plus importante des ventes d'armes à Taiwan depuis plus de dix ans. Les autorités de Beijing considèrent qu'il s'agit là d'une violation des engagements américains de 1982. De plus, les stratèges américains du Département de la Défense plaident, dans ce nouveau contexte, pour le déploiement de missiles de défense sur le territoire de ses alliés, ce qui ne manque pas d'inquiéter les militaires chinois. Ce climat envenime soudain les relations entre les deux pays et relance le débat sur la menace chinoise aux États-Unis.

1. Attitude dénoncée dans l'ouvrage, qui se voulait prophétique, de deux journalistes conservateurs Richard Bernstein et Ross H. Munro, *The Coming Conflict with China*, New York, Alfred A. Knopf, 1997.

2. Cf. notamment, Robert Kagan, William Kristol, (Éds.), *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, Sa Francisco, Encounter Books, 2000. ; Arthur Waldron, « How Not to Deal with China », *Commentary*, 103 (3), 1997, pp. 44-49.

Cependant, une certaine normalisation se fait jour avec le premier voyage officiel de W. Bush en Chine le 21 février 2002, à l'occasion du trentième anniversaire du communiqué de Shanghai, de 1972, qui avait entamé le processus de reconnaissance de la République Populaire de Chine par les États-Unis. De plus, une nouvelle équipe — dite de la quatrième génération — arrive aux affaires à Beijing, avec le remplacement de Jiang Zeming par Hu Jintao, en mars 2003, et manifeste son désir de relancer les relations entre les deux pays sur de nouvelles bases.

C'est dans ce contexte chaotique des relations entre les États-Unis et la Chine que s'impose, pour les États-Unis, la nécessité de faire des choix stratégiques. En effet, les dirigeants chinois ont montré peu d'enthousiasme pour l'intervention américaine en Irak. Les stratèges du Pentagone s'inquiètent également du développement, à Beijing tout comme à Paris et à Moscou, de discours favorables à un monde multipolaire permettant de rééquilibrer la prédominance américaine. Des débats sur ce thème s'engagent dans les think tanks spécialisés sur les questions internationales proches des élites responsables de l'élaboration de la politique étrangère chinoise.

Depuis le 11 septembre la lutte contre le terrorisme ordonne dorénavant toute la politique de défense et l'activité diplomatique de l'administration républicaine. Et, tout laisse à penser que la Chine pourrait bien être intéressée par un partage d'informations dans ce domaine. Les autorités chinoises sont également préoccupées par la radicalisation des Ouïgours du Xinjiang et par les activités de la secte Fa Lun Gong, violemment réprimée en 2000.

En fait, les partisans d'une politique dure de *containment* de la Chine ont perdu en influence dans la mouvance républicaine. Et si Condoleezza Rice, avant de devenir Conseillère sur les questions de sécurité, écrit encore en 2000 que « la Chine n'est pas une puissance favorable au statu quo »¹, ce ne sera pas le discours officiel de l'administration Bush. De même, les prises de positions bellicistes de quelques figures néoconservatrices lors de l'incident de l'avion EP3² ne doivent pas faire illusion.

Dès 1999, un rapport de l'U.S. Air force, inspiré par les milieux conservateurs proches du Parti républicain, propose une troisième voie

1. Condoleezza Rice, « Promoting the National Interest », *Foreign Affairs*, 79 (1), 2000, pp. 45-62.

². Du nom de l'avion espion américain qui fut contraint d'atterrir sur l'île de Hainan en 2001.

entre *containment* et engagement¹. Ils inventent, pour la circonstance, le terme de « *congame* »² qui ne connaîtra pas un très grand succès. En revanche, ce ne sera pas le cas pour une autre expression, le *hedging*, que les auteurs proposent également dans le rapport.

Le « *hedging* » signifie notamment dans l'expression « *hedging one's bets* », « éviter de s'engager dans une seule voie quand on est confronté à un choix difficile ». L'idée est de conserver tous les atouts en main en vue d'écarter les déconvenues d'un choix hasardeux. C'est une démarche assurantielle.

Comme le disent les auteurs, « la combinaison d'éléments des deux politiques pourrait préserver les espoirs placés dans la politique d'engagement tout en se garantissant (*hedging*) contre son inefficacité à décourager la Chine de défier les intérêts américains »³.

Une telle politique de « *troisième voie* », nous disent-ils, vise à poursuivre l'objectif consistant à « intégrer la Chine dans l'actuel système international » tout en se préparant « à répondre à une éventuelle attaque de la Chine contre ce même système ». Elle veut aussi « convaincre les dirigeants chinois qu'une telle attaque serait très difficile à échafauder et très risquée à mettre en œuvre »⁴.

Elle consiste donc à poursuivre la politique d'engagement en l'aménageant sur certains points. Ainsi, le développement des échanges économiques, politiques et culturels avec la Chine doit se poursuivre, et même se renforcer. Néanmoins, la politique de *hedging* implique, selon les auteurs, une plus grande fermeté sur la question des droits humains, la possibilité de sanctions contre les entreprises chinoises exportant du matériel nucléaire sensible, et surtout, le renforcement des liens avec les pays de la région dans le domaine militaire. Elle nécessite le maintien de la présence militaire américaine sur le terrain, en particulier avec des moyens aériens renforcés assurant la maîtrise du ciel, une préoccupation bureaucratique de l'U.S. Air Force, auteur du rapport.

1. Zalmay M. Khalilzad, Abram N. Shulsky, Daniel L. Byman, Roger Cliff, David T. Orletsky, David Shlapak & Ashley J. Tellis, *The United States and a Rising China. Strategic and Military Implications*, Santa Monica, Rand Corporation, 1999.

2. Dans le même sens, le sinologue Gerald Segal proposera, en 1996, *constrainment*. Cf. Gerald Segal « East Asia and the « *constrainment* » of China », *International Security*, 20 (4), 1996, pp. 107-135. Cf. sur sa généalogie l'article de Michael B. Yahuda, « Gerald Segal's contribution » in : Barry Buzan, Rosemary Foot, (Éds.), *Does China Matter ? A Reassessment. Essays in Memory of Gerald Segal*, Londres, Routledge, 2004, pp. 1-10.

3. « Hedging One's Bets : Avoid Committing Oneself When Faced with a Difficult Choice », *Oxford American Dictionaries*.

4. *Ibid.*, p. 72.

Sur le plan doctrinal, la thèse de la menace que constitue une *puissance émergente* comme la Chine pour le leadership américain dans la région est rappelée dans le rapport. Cependant, ses auteurs considèrent que la politique de *hedging*, face à ces *incertitudes vertigineuses*, est à même de prémunir les États-Unis par la dissuasion contre les risques majeurs que recèle l'émergence chinoise.

Or, et c'est sans doute le point essentiel, il semble difficile de faire admettre une telle politique. Elle ne peut manquer d'éveiller la méfiance des dirigeants chinois. Ce que soulignent les auteurs pour lesquels, « cela implique de minimiser les effets négatifs des mesures prises pour se prémunir (*to hedge*) »¹.

Autrement dit, il s'agit d'éviter que les responsables chinois y voient une politique agressive de *containement* et prennent des mesures susceptibles de conduire à un accroissement des risques de conflit, notamment sur la question de l'évolution du statut de Taiwan. Cela suppose, aux termes du rapport, une stratégie de communication, pour éviter une mauvaise perception d'une telle politique.

De fait, cette politique proposée dans les derniers mois du second mandat de Bill Clinton est proche de celle mise en œuvre sous son administration. La politique d'engagement, on l'avait vu, n'était en rien une alternative à la présence militaire des États-Unis dans la région Asie Pacifique, au renforcement de ses alliances avec le Japon, l'Australie et la Corée du Sud et la garantie de la défense de Taiwan contre une invasion. De même, la doctrine qui la sous-tend n'est pas très différente de celle affichée par Nye en 1995, pour défendre le maintien de la présence militaire des États-Unis dans la région, tout en proposant une politique d'engagement.

Cette politique force le trait sécuritaire en reprenant la thèse pessimiste des réalistes qui devient ici une sorte de dogme quant à la vocation révisionniste d'une puissance émergente majeure. Les auteurs justifient la politique de *hedging* en affirmant, que peu importe « l'éventualité que la Chine aspire ou non à devenir un rival global des États-Unis, elle peut toujours penser qu'elle a un droit à une "sphère d'influence" dans la région qui devrait être incompatible avec la présence militaire américaine et les alliances nouées par les États-Unis avec le Japon, la Corée du Sud et d'autres États de la région »².

Dans les faits, l'administration Bush pratique, en 2003, une politique chinoise qui se rapproche singulièrement de celle de son prédécesseur. Mais ses promoteurs évitent de la qualifier purement et

1. Ibid., p. 87.

2. Ibid., p. 86.

simplement d'engagement. Le terme de *hedging*, forgé par les auteurs du rapport de l'U.S. Air Force de 1999, s'impose progressivement. Il correspond mieux à l'état d'esprit du moment, où les questions sécuritaires ont pris le pas aux États-Unis sur toutes les autres dimensions de la politique étrangère.

La radicalisation du débat politique et savant.

L'adoption de ce nouveau discours correspond à des tensions entre militaires et certains fonctionnaires du Département d'État. Les premiers, partisans par vocation de la manière forte et des sanctions prennent avec la guerre préventive en Irak un ascendant global sur les diplomates. Ces derniers mettent en doute l'efficacité d'un usage prépondérant du bâton et plaident pour une claire politique d'engagement¹. En fait, ils commencent à s'inquiéter des effets d'une politique qui tend de plus en plus à isoler leur pays.

Ce sentiment, comme on le sait, ira en s'amplifiant tout au long des huit années de la présidence de W. Bush. Il finira par enlever à sa politique l'essentiel de sa légitimité, aussi bien à l'étranger qu'aux États-Unis, en contribuant à la montée de l'antiaméricanisme dans le monde et en amenuisant ses soutiens à l'intérieur.

Dès 2003, on trouve des indices d'une radicalisation des positions partisans sur la politique étrangère de l'administration Bush². Les Démocrates libéraux perçoivent, dans le *hedging*, un abandon de fait de la politique d'engagement, et pensent que les militaires les plus *va-t-en guerre* en sont, en réalité, les promoteurs.

Certains sinologues, comme Johnston, armés des convictions qu'ils ont été amenés à se forger en s'attachant à mieux comprendre la politique étrangère chinoise, descendent dans l'arène politique pour défendre l'engagement qu'ils pensent menacé. Johnston conteste radicalement la stratégie de l'administration républicaine dans un important article qui se présente comme une mise au point sur la

1. Cf. la position de Richard Haass, qui est alors responsable du service de la planification politique au Département d'État : Richard N. Haass, « Terms of engagement : Alternatives to Punitive Policies », *Survival*, 42 (2), 2000, pp. 113-135. ; il démissionnera en 2004 et publiera alors un ouvrage très critique sur la politique étrangère de l'administration Bush comme ayant manqué une occasion historique : Richard N. Haass, *The Opportunity : America's Moment to Alter History's Course*, New York, Public Affairs, 2005. Voir également Stephen M. Walt, *Taming American Power. The Global Response to U.S. Primacy*, New York, W.W. Norton & Company, 2005.

2. Cf. par exemple le débat autour de la thèse ultra-conservatrice d'Arthur Waldron, qui propose le containment de la Chine dans la version de George Kennan, en prophétisant son inévitable effondrement : « Watching China : Arthur Waldron & critics », *Commentary*, 116 (3), oct. 2003, pp. 10-23.

question de savoir si l'on doit qualifier la Chine de puissance révisionniste¹.

Dans cet article, il mobilise ressources théoriques et savoir sinologique pour mettre en garde contre les effets d'une politique qu'il juge catastrophique. Il y voit une dynamique pouvant conduire à une crise ouverte entre les États-Unis et la Chine dans la mesure où, selon lui, elle donne la part belle aux bellicistes (*hard liners*) des deux côtés. Il reprend explicitement l'avertissement de Nye quant au risque de voir la croyance dans le caractère agressif de la Chine devenir une prophétie auto réalisatrice. En la traitant en ennemi, on a toute chance d'en faire effectivement une ennemie.

C'est bien la politique de *hedging* qu'il critique. Il nous dit : « Des voix influentes et proches de l'administration Bush ont explicitement proposé un mélange de stratégies d'engagement et de containment, mais elles ne disent pas comment convaincre Beijing que, dans ce cas, l'engagement n'est pas un subterfuge ou une trompeuse stratégie. Aussi, il n'est pas surprenant qu'une politique de hedging soit perçue, par de nombreux analystes à Beijing, comme des plus agressives, et moins due à l'incertitude que ses partisans aux États-Unis ne le proclament »².

Ce genre de politique ne lui semble pas fait pour gagner la confiance des responsables chinois. Il invoque les travaux de Jervis³ sur l'importance que l'on doit attacher à la clarté du message pour éviter les méprises. Celles-ci sont souvent à l'origine des conflits, ce qu'il illustre à l'aide d'une anecdote récente où, du fait du climat de méfiance entretenu par les tenants d'une ligne dure à Washington, une initiative sincère est passée pour une ruse.

Ainsi, la proposition de l'amiral Dennis Blair, commandant en chef de la flotte du Pacifique et de son assistant John Hanley, dans un article publié en 2001, de progresser vers la création d'une *communauté de sécurité* en Asie de l'Est — où sur le modèle de la Communauté européenne, la violence entre les États est bannie et les différends sont réglés de façon pacifique — a reçu plus qu'une fin de non-recevoir. Ce qui est le plus intéressant, ce sont les causes, selon lui, ayant induit cet inévitable fiasco. Il indique que la proposition de l'amiral lui avait été inspirée par les travaux constructivistes d'Adler et Barnett sur les

1. Alastair Iain Johnston, « Is China a Status quo Power ? », *International Security*, 27 (4), 2003, pp. 5-56.

2. Ibid., p. 53.

3. Robert Jervis, *Perceptions and Misperceptions in International Relations*, Princeton University Press, 1976.

*communautés de sécurité*¹. Or, selon lui, la tension « entre ces fondements philosophiques et l'idéologie de la “*realpolitik*” de l'administration Bush et des partisans d'une ligne dure en matière de politique chinoise » n'a pas échappée aux experts chinois. Elle rendait la proposition plus que suspecte. Il en veut pour preuve « la prompte riposte d'un analyste chinois » qui considère que cette proposition « représente un des efforts les plus vicieux pour contrer l'émergence de la Chine »².

Johnston prend clairement parti contre la politique chinoise de l'administration Bush. Or, il engage cette polémique dans une revue académique. Les arguments avancés relèvent de la querelle d'experts. Ce dispositif le conduit à radicaliser ses positions théoriques. Il va donner un tour plus relativiste aux conclusions auxquelles il était parvenu dans ses précédents travaux. Il soutient que les théories des Relations Internationales ne donnent pas une définition claire et opératoire du révisionnisme.

On peut, au mieux, tenter de dresser un tableau impressionniste nécessairement incomplet et orienté de la socialisation des responsables chinois aux normes internationales, par rapport à d'autres États, dans un nombre limité de domaines et de régimes internationaux. Plus clairement, les États-Unis ne sont peut-être pas les mieux placés pour donner aux Chinois des leçons de vertu en matière de respect des normes internationales. Johnston met sérieusement en doute la valeur scientifique des concepts et théories des Relations Internationales sous-tendant une ligne politique qu'il considère comme agressive.

Elle relève en définitive, selon lui, d'un procès d'intention fait aux dirigeants chinois. Elle n'est en rien le fruit d'une analyse scientifique sérieuse qui nécessite une meilleure connaissance des processus d'élaboration de la politique étrangère chinoise. Ce qui est justement de la compétence des sinologues. Il en fait la preuve pratique en se référant, tout au long de sa démonstration, aux prises de position d'experts influents, représentatives des différentes tendances structurant la communauté chinoise des spécialistes des Relations Internationales, allant des adeptes du nationalisme le plus agressif aux libéraux les plus disposés à faire des concessions dans les relations avec les États-Unis. Pour lui, il existe en Chine, comme en miroir de la situation américaine, une grande variété d'Écoles et de tendances qu'il est nécessaire d'étudier avec soins pour ne pas engager dans une voie hasardeuse la politique chinoise des États-Unis³.

1. Emmanuel Adler, Michael Barnett, (Eds.) *Security Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

2. Alastair Iain Johnston, « Is China... », op. cit., p. 53.

³. Ce point de vue est assez largement partagé dans la communauté sinologique américaine. On en trouve une parfaite réplique dans un article publié en 2011 par

2. La critique sinologique des présupposés réalistes

Pour les théoriciens réalistes, les dirigeants chinois ne peuvent pas se satisfaire du système tel qu'il est. Ce présupposé détermine pour les sinologues comme Johnston la stratégie américaine. Bien qu'il considère difficile de définir une politique étrangère révisionniste, il entreprend néanmoins de répondre précisément à la question.

La définition de Morgenthau¹ d'une politique de *statu quo* permet seulement de faire la différence entre la contestation globale de la distribution du pouvoir existant et les ajustements mineurs qui ne remettraient pas en cause l'équilibre du système, mais sans vraiment donner d'indication sur la limite entre un ajustement mineur et un bouleversement majeur.

Le révisionnisme, un concept discutable.

Johnston indique que les théoriciens des transitions de pouvoir, comme Organski et Kugler², considèrent les États qui « ont élaboré les règles du jeu » comme les tenants du *statu quo*. Les révisionnistes sont alors les « challengers ». Ils expriment le refus d'accepter la position à laquelle les assigne un système imposé par les dominants et leur volonté de « récrire des règles » plus conformes à leurs intérêts. Pourtant, la notion de défi aux règles communes, si elle est évocatrice, ne lui semble pas opératoire. En effet, une puissance émergente peut changer les rapports de force en s'adaptant aux règles du jeu, comme semble le faire la Chine. Ou encore, un État comme la Corée du Nord peut les défier sans pour autant pouvoir être qualifié d'émergent.

Johnston trouve chez Schweller³ un critère objectif du révisionnisme d'un État, dans la propension à « utiliser la force militaire pour changer le *statu quo* et imposer ses valeurs ». Mais si l'on s'en tient à ce critère, la Chine, dont la percée est essentiellement économique, ne satisfait pas à cette définition. Elle est alors un État de *statu quo*. À moins

David Shambaugh. Il y dresse un tableau des différentes tendances en compétition chez les spécialistes chinois des relations internationales pour appeler les décideurs américains tentés par un réalisme sans illusion, à agir avec plus de discernement dans les relations avec la Chine. Il décrit sept écoles allant des nativistes aux mondialistes en passant par les tenants du réalisme, de relations privilégiés entre grandes puissances, de l'« Asie d'abord » ou d'un multilatéralisme sélectif. David Shambaugh, « Coping with a Conflicted China », *The Washington Quarterly*, 34 (1), 2011, pp. 7-27.

1. Hans Morgenthau, *Politics among nations : The struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1978.

2. A.F.K. Organski, Jacek Kugler, *The War ledger*, Chicago, Chicago University Press, 1980.

3. Randall L. Schweller, « Bandwagoning for profit : Bringing the Revisionist State Back in », *International Security*, 19 (1), 1994, pp. 72-107.

de considérer, comme Mearsheimer, qu'aucun État n'est jamais assuré de sa sécurité et de sa survie, sauf à exercer une hégémonie globale. Il en va ainsi pour les États-Unis qui exercent un ascendant sans partage sur le seul continent américain.

Johnston emprunte finalement à Gilpin¹, sinon une définition, du moins trois variables analytiques, permettant de mieux cerner dans quelle mesure un État se montre insatisfait des règles du jeu. Il les formule ainsi : « Comment les dirigeants d'un État parlent et agissent au regard de règles spécifiques ; comment ils parlent et agissent au regard de la distribution régionale ou globale du pouvoir; comment ils parlent et agissent au regard de la hiérarchie qui ordonne les États en fonction de leur prestige »².

Un État révisionniste cherchera à transformer ces trois composantes. Cela suppose alors « de prendre en compte l'ensemble des préférences et des actions d'une politique étrangère ». Johnston fait justement remarquer que la difficulté à définir une telle politique étrangère vient du paradigme que les auteurs réalistes ont en tête, à savoir le comportement d'Hitler à partir des années trente. Mais c'est seulement rétrospectivement qu'il fut possible de dire qu'effectivement, Hitler avait inlassablement mené une politique visant à assurer sa totale domination sur l'Europe. Or, sauf à plaquer sur le cas chinois ce modèle construit après coup par des spécialistes des Relations Internationales prétendant tirer les leçons de l'histoire, on ne trouve guère d'indices dans les propos et les actes des dirigeants chinois d'une ambition impliquant qu'ils se préparent à la guerre en vue d'imposer leur hégémonie sur l'Asie. Il faut considérer en ce sens que l'affirmation par Beijing de sa souveraineté sur Taiwan fait juste figure d'exception qui confirme plutôt la règle d'un comportement qui dans ce schéma ne peut être compris que comme s'accommodant du *statu quo*.

Il se propose alors d'évaluer, en affirmant suivre en cela Gilpin, dans quelle mesure la Chine respecte les *règles du jeu*. Il puise pour cela dans ses travaux antérieurs. Il prend comme indices : le taux de participation de la Chine dans les institutions internationales ; son degré de soumission aux normes internationales ; son attitude envers *les règles du jeu* au regard des opportunités offertes de les changer; l'existence de claires préférences internalisées pour une redistribution du pouvoir ; l'existence de comportements visant à réaliser cette redistribution du pouvoir par l'usage de la force si nécessaire.

1. Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

2. Alistair Iain Johnston, « Is China... », op. cit., p. 10.

Pour les trois premiers critères, il reprend en les complétant les études menées sur le comportement des Chinois dans différents régimes et institutions internationales. Il fait ainsi le point sur la façon dont les responsables chinois s'accommodent de l'évolution du régime de la souveraineté, l'étendue de leur adhésion au principe du libre-échange, leurs positions dans les négociations sur la non-prolifération et le contrôle des armements, les limites de leur soutien au principe de l'autodétermination, et leur habileté à contrer leur mise en cause sur les droits humains.

Dans la mesure où sa démonstration est autant savante que politique, il adopte un ton assez relativiste que l'on ne trouve pas dans ses autres recherches. Ainsi, il ne trouve pas grand-chose à redire sur l'attitude des Chinois dans la plupart des régimes internationaux. Il insiste, par exemple, sur le fait que la position chinoise sur le Tibet est loin d'être contraire au droit international. Il souligne que, dans plus d'un cas, la Chine se retrouve aux côtés de grandes puissances — le plus souvent les Etats-Unis — dans le refus d'adhérer à certaines conventions internationales, comme le traité d'Ottawa sur l'interdiction totale de l'usage, de la fabrication et la vente des mines anti personnelles.

L'émergence d'un discours sinologique d'opposition.

La démonstration de Johnston permet de montrer toute la complexité et la richesse des débats en Chine sur les questions internationales. Il récuse fort justement les analogies historicistes et simplistes qui voudraient déduire d'une prétendue tradition chinoise tributaire, l'existence d'une *grande stratégie* des dirigeants chinois visant à faire des États à sa périphérie, des vassaux¹.

La mode de la multipolarité chez les spécialistes chinois des Relations Internationales, au milieu des années quatre-vingt-dix, offre à Johnston l'occasion d'engager une polémique avec des chercheurs américains considérés comme *pro engagement* qui, comme David Shambaugh, s'inquiètent des dangers pour les États-Unis de la mise en œuvre par la Chine d'une telle stratégie.

Johnston se dit persuadé que dans l'état actuel des choses — en 2003, les responsables chinois acceptent le rôle que les Etats-Unis jouent en Asie. L'idée même de multipolarité ne serait pas comprise comme contraire au leadership américain dans la région. On peut souligner que sa position par rapport à la montée de l'intérêt pour la multipolarité est

1. Il cite fort justement Avery Godstein, « The Diplomatic Face of China's Grand Strategy : A Rising Power's Emerging Choice », *The China Quarterly*, (168), dec. 2001, pp. 835-864. ; on trouve la trace d'une telle interprétation chez des sinologues français, cf. Jean-Pierre Cabestan, Benoît Vermander, *La Chine et ses frontières*, Paris, Les presses de science po., 2005.

originale, dans la mesure où l'inquiétude qu'elle suscite est très largement partagée aux États-Unis¹.

En fait, le maintien du leadership américain est le socle commun de l'ensemble des réflexions sur l'évolution des relations internationales, quelles que puissent être les divergences sur les meilleurs moyens et la stratégie pour y parvenir. Dans le débat qui commence alors à s'instaurer sur la politique étrangère de l'administration Bush, entre les partisans de l'action unilatérale et du possible usage préventif de la force d'un côté, et les défenseurs du multilatéralisme et de la coopération internationale de l'autre, le seul point d'accord est la nécessité de sauvegarder le leadership américain et d'éviter l'instauration d'un monde multipolaire.

Plus encore, l'intérêt pour le thème de la multipolarité semble avoir considérablement décliné chez les chercheurs chinois vers 2000 au bénéfice de celui de la mondialisation. Johnston donne des statistiques précises sur le nombre de fois où les deux thèmes ont été l'objet d'articles dans les revues scientifiques chinoises². Il y voit la preuve manifeste d'une réorientation stratégique globale, centrée sur la coopération et l'ouverture au monde, et non plus sur la seule compétition avec les États-Unis.

Il indique que certains spécialistes chinois, appartenant à la tendance libérale la plus radicale, en viennent à critiquer les fondements théoriques de la *realpolitik* pratiquée par leur pays. Ils rejoignent explicitement les auteurs libéraux et institutionnalistes américains dans la critique des théories réalistes. Il cite ainsi les travaux de Wang Yizhou³. Celui-ci considère « qu'à l'époque de la mondialisation, ne compter que sur ses seules forces nationales n'est plus une option satisfaisante en matière de sécurité. Particulièrement face aux phénomènes transnationaux comme le trafic de drogue, le crime organisé, le terrorisme ou les problèmes environnementaux »⁴.

Et en ce qui concerne la perspective, pour la Chine, d'envisager de rattraper son retard dans le domaine militaire par rapport aux États-Unis, il nous dit que les spécialistes de l'APL sont plutôt pessimistes quant à

1. Cf. les travaux des spécialistes des questions de sécurité internationale, prédisant un inévitable retrait américain et l'importance grandissante des « complexes régionaux de sécurité » dans le système des relations internationales dont Barry Buzan et Ole Waever proposent alors une théorie. Cf. Barry Buzan, Gerald Segal, « The rise of "lite" powers », *World Policy Journal*, 13 (3), 1996, pp. 1-10 et Barry Buzan, Ole Waever, *Regions and Powers*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 11.

2. Cf. sur ce thème : Samuel S. Kim, « Chinese Foreign Policy Faces Globalization Challenges », in : Johnston, Ross, *New Directions...*, op.cit., pp. 276-308.

3. Wang Yizhou, (Ed.), *Quanqiuhua shidai de guoji anquan* (Sécurité internationale à l'ère de la globalisation), Beijing, People's Publishing House, 1999.

4. Alistair Iain Johnston, « Is China... », op. cit. p. 33.

cette éventualité. Ils penseraient, au contraire, que le fossé risque de s'accroître au bénéfice des Etats-Unis.

Plus généralement, Johnston pose la question de l'usage possible de la force par la Chine pour satisfaire d'éventuelles prétentions. En effet, les litiges frontaliers ne manquent pas avec ses voisins, même s'ils sont pour la plupart aujourd'hui en voie de règlement. Cette éventualité est alimentée par les interrogations sur le rôle que les références à l'histoire jouent dans la construction de l'identité nationale chinoise. Plus exactement, dans l'élaboration de motifs d'insatisfaction des dirigeants par rapport aux systèmes régional et international tels qu'ils sont. Il en va ainsi, en Chine, des usages qui peuvent être faits, en politique étrangère, des références aux humiliations du passé, qu'il s'agisse des entreprises coloniales ou des rancœurs tenaces laissées par les exactions de l'armée japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Johnston trouve des éléments de réponse à cette question dans des confidences faites par des spécialistes chinois des questions de sécurité du ministère des Affaires étrangères. Ceux-ci auraient garanti que le développement des relations multilatérales, notamment la participation à des organisations régionales comme le FRA, « ont réduit la probabilité que la Chine puisse user de la force pour satisfaire ses revendications »¹.

Ce faisceau d'indices l'amène à conclure que les responsables chinois ne sont pas révisionnistes et qu'en conséquence, c'est une erreur qui pourrait se révéler tragique de les traiter comme tels. Il justifie ainsi la mise en garde qu'il adresse aux responsables de la politique chinoise dans l'administration de W. Bush, qui paraissent tentés par un abandon de la politique d'engagement déguisée en *hedging*, au prétexte de l'incertitude qui demeure quant au comportement futur d'une grande puissance émergente. Il consolide son argumentation en évoquant les dangers qu'un tel comportement pourrait avoir en Chine. Il insiste sur les risques de conflits sociaux majeurs du fait du développement des inégalités. Enfin, la manipulation des sentiments nationalistes par les dirigeants reste toujours possible, comme dans les années quatre-vingt-dix. Dans ce sens, il n'hésite pas à qualifier le régime de fasciste.

Il donne là toutefois des arguments aux réalistes. La lecture d'une note de bas de page², qui est de toute évidence une réponse à une

1. Ibid., p. 28.

2. En présentant ses critères il indique en note : « Je réalise que ces indicateurs mélangent préférences et comportement, et que le comportement n'est pas nécessairement un bon indicateur des préférences. Mais un comportement qui est, à travers différents contextes, de façon persistante, identique à ce que l'on peut attendre de certaines préférences, est un point de départ, particulièrement quand on analyse un processus de décision excessivement opaque ». Ibid., p. 11.

critique d'un des évaluateurs de l'article, témoigne de son embarras pour répondre à la question de savoir s'il est possible de connaître les intentions des dirigeants chinois.

Johnston s'empresse alors d'apporter une conclusion à cette note, qui court-circuite toute sa démonstration. Pour lui, « l'entrée dans des institutions économiques reflète en particulier la convergence croissante des intérêts des dirigeants chinois avec l'idéologie et les intérêts de ces institutions de statu quo ». Les responsables chinois ne sont pas révisionnistes tout simplement parce qu'ils ne sont plus révolutionnaires et sont devenus des adeptes du marché.

Or, ce constat ne peut satisfaire les réalistes offensifs qui ne peuvent y voir une réponse à la question de savoir quel usage la Chine est susceptible de faire de sa puissance économique si sa croissance se poursuit. Les intentions à long terme des dirigeants restent obscures. Par ailleurs, les partisans d'une ligne dure au Pentagone trouvent dans cette incertitude un bénéfice professionnel et la légitimation d'une stratégie de renforcement du dispositif militaire des États-Unis en Asie.

L'aggravation de la tension entre les adeptes de l'engagement et ceux de la manière forte est alimentée, au début des années deux mille, par les interprétations contradictoires que les ambiguïtés de la politique chinoise affichée par l'administration Bush encouragent. Les clivages ne sont plus essentiellement partisans comme sous Clinton, mais traversent les partis politiques, l'administration et le monde académique, en produisant une recomposition complexe dont la prise de position de Johnston témoigne. Les sinologues, les spécialistes des Relations Internationales ainsi que les décideurs et les politiciens trouvent alors encore de précieuses ressources théoriques pour légitimer leur positionnement. Le principal clivage se fait dans une identification aux théories réalistes, d'un côté, et libérales et constructivistes, de l'autre. Mais les querelles s'enveniment, du fait que chaque camp peut voir, dans la politique du gouvernement, l'option de ses adversaires, et est ainsi encouragé à agir pour faire triompher sa politique

Partie III

La construction de la rivalité sino-américaine

Chapitre I : Rassurer sur les intentions américaines.

Les jeux politiques et savants autour de la politique chinoise aux États-Unis prennent une tournure toute autre, avec le second mandat de George W. Bush.

Il suffira d'un discours pour donner le signal d'une recomposition politique et savante qui ouvre la possibilité d'un soutien bipartisan à la politique chinoise de l'administration républicaine et introduire un doute sur la pertinence des théories des Relations Internationales pour justifier cette politique.

1. Une politique d'apaisement.

Le 21 septembre 2005, à New York, devant le *National Committee on the United States and China Relations*, le secrétaire d'État adjoint Robert Zoellick, – le numéro deux du Département d'État –, qui deviendra en 2007 le président de la Banque Mondiale, donne une conférence sur la politique de l'administration Bush envers la Chine¹. L'autorité de son propos tient dans la fonction qu'il occupe dans le réseau des comités qui structurent les relations entre les États-Unis et la Chine. Il est le responsable, pour la partie américaine, de l'instance de dialogue entre les deux pays, dite de *Senior Dialogue*, mise en place à Beijing au mois d'août 2005.

L'intervention de Zoellick prépare la visite, en novembre, de George Bush en Chine. Elle s'inscrit dans une phase d'intensification des échanges entre la Chine et les États-Unis. Hu Jintao doit également pour la première fois en tant que président de la République Populaire de Chine, se rendre aux États-Unis, début 2006.

Cette visite a été précédée de la publication, dans *Foreign Affairs*, d'un article de Zheng Bijian². Il est le président d'un think tank influent, le *Forum pour la Réforme en Chine*. Il fut vice-président de l'École centrale du Parti, alors présidée par Hu Jintao. L'article, auquel Zoellick fait expressément référence dans son intervention, est perçu comme la

1. Robert B. Zoellick, « Whither China : From Membership to Responsibility ? » *Remarks to National Committee on U.S.-China Relations*, New York City, 21 sept. 2005.

<www.state.gov/s/d/former/zoellick/rem/53682.htm>

2. Zheng Bijian, « China's "Peaceful Rise" to Great Power Status », *Foreign Affairs*, 84 (5), 2005, pp. 18-24. ; il est l'initiateur, en 2003 du débat sur « l'émergence pacifique » de la Chine ; qui va toutefois tourner court, cf. Zhen Bijian, *China's Peaceful Rise, Speeches 1997-2005*, Washington, Brookings Institution Press, 2005.

volonté de la partie chinoise d'initier de nouvelles relations entre les deux pays.

L'institutionnalisation des relations entre les deux Etats.

Le propos de Zoellick est, par de nombreux aspects, destiné au public américain. Néanmoins, c'est avant tout un message en direction des autorités chinoises qui lui feront un accueil attentif. Il vise de toute évidence à dédramatiser des relations sino-américaines et à clarifier, sur le ton de la sincérité, les intentions des États-Unis et ce qu'ils attendent en retour de la Chine.

Il indique que la politique de l'actuelle administration se situe dans la continuité de la politique menée par sept présidents depuis 1972, « visant à encourager le développement économique de la Chine » – ce qui veut dire, en clair, dans la continuité de la politique d'engagement suivie par les États-Unis depuis Nixon. Il reconnaît l'exceptionnelle croissance économique de la Chine et se félicite de la place qu'elle a prise dans le système international. « China is a player at the table ». Pourtant, « pour les États-Unis et le monde, la question essentielle est : Comment la Chine veut-elle utiliser son influence ? ».

Il prononce alors la formule clé de son intervention, en affirmant que les États-Unis et le monde désirent que la Chine « devienne une partie responsable (*responsible stakeholder*) dans le système ».

Il entame alors une clarification essentielle qui vise à prouver que les États-Unis n'ont pas de raisons pour mener une politique de containment à l'égard de la Chine, dans la mesure où le comportement de celle-ci est fondamentalement différent de celui de l'Union soviétique pendant la Guerre froide.

Il énumère alors les raisons qui justifient cette appréciation. Tout d'abord, « la Chine ne s'est pas faite la propagandiste d'idéologies radicales ou anti-américaines ». Par ailleurs, bien que n'étant « pas vraiment démocratique », elle ne manifeste pas d'opposition au développement de la démocratie dans le monde, et si l'on peut lui reprocher une tendance au mercantilisme, elle n'a pas davantage « engagé une lutte à mort avec le capitalisme ».

Surtout, et c'est l'essentiel, la Chine n'ambitionne pas de « renverser l'ordre fondamental du système international » mais à l'inverse les dirigeants chinois font dépendre leur réussite de leur « intrication avec le monde moderne ». En clair, la Chine n'est pas un pays révisionniste, et elle a de bonnes raisons de se satisfaire du système tel qu'il est. C'est donc plutôt un pays de *statu quo*.

Plus essentiel encore, par sa portée théorique autant que pratique, Zoellick écarte des analogies historiques. La situation actuelle n'a plus grand-chose à voir avec celle qui prévalait dans l'Europe du XIX^e siècle

où « les politiques étaient déterminées par la volonté d'équilibrer la puissance ». Il veut ainsi balayer le soupçon d'une stratégie américaine d'alliance en Asie destinée à contenir la Chine. Une telle stratégie est aujourd'hui impossible du fait des interdépendances économiques et n'intéresserait personne en Asie.

Il veut par ailleurs éclairer les dirigeants chinois sur les intentions des États-Unis. Pour montrer sa bonne foi, il tient à préciser qu'elles dépendent largement de la perception que les responsables de la politique étrangère américaine ont des intentions chinoises. Il semble ainsi inviter les responsables chinois à le détromper si cette perception leur paraît erronée. Il affirme alors que s'il est persuadé que « la Chine ne veut pas de conflit avec les États-Unis », pourtant l'inquiétude que certains aspects des politiques chinoises suscitent justifie la stratégie de *hedging* menée par les États-Unis.

Elle est la conséquence de l'incertitude qui demeure « sur l'usage que la Chine désire faire de sa puissance ». Le manque de transparence de certaines de ses politiques, notamment ses relations avec des États peu fréquentables comme le Soudan et la Birmanie, contribue à l'opacité de ses intentions. Dans ce sens, « la Chine doit reconnaître l'importance de la façon dont ses actes sont perçus par les autres ».

S'adressant à un public en grande partie composé d'hommes d'affaires américains, il est significatif qu'il place les points de contentieux à caractère économique en tête des griefs. Il en reprend le long catalogue en évoquant le manque de *fair-play* des autorités chinoises en matière de concurrence économique, les contrefaçons, la manipulation des taux de change, le non-respect des principes du libre-échange, les effets des mesures protectionnistes sur le marché du travail américain, le tort causé par le non-respect de la propriété intellectuelle, et bien d'autres.

Le déséquilibre des balances commerciales est également rappelé, ainsi que les inquiétudes suscitées par la frénésie avec laquelle la Chine s'est lancée dans la course aux ressources énergétiques. La politique économique de la Chine est plusieurs fois taxée de « *stratégie mercantiliste* ». Quoi qu'il en soit, cette priorité donnée aux problèmes économiques n'est pas en désaccord avec la tonalité modérée du propos, dans la mesure où elle fait passer au second plan les questions militaires et stratégiques.

Comme pour donner le change aux faucons du Pentagone, Zoellick justifie un peu rituellement la politique de *hedging* par l'inquiétude que suscite l'accroissement des dépenses militaires de la Chine et leur faible transparence, mais sans trop insister.

Il fait alors la leçon aux responsables chinois, en précisant ce que la société internationale attend d'un « *Responsible stakeholder* ». Ainsi, la

promotion par les États, de leurs intérêts nationaux n'est pas blâmable en soi. Pourtant, les Responsible Stakeholders se doivent d'aller au-delà, « dans la mesure où leur prospérité dépend du système international, ils doivent en retour soutenir le système ». Il encourage notamment la Chine à s'investir davantage dans la lutte contre le terrorisme, en accroissant sa contribution à l'action menée en Afghanistan.

Il souligne la convergence d'intérêt qui existe entre les deux pays dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, et se félicite du rôle constructif de la Chine dans le processus visant à « la dénucléarisation de la péninsule coréenne », en participant et en accueillant les négociations à six — Chine, les deux Corées, États-Unis, Japon, et Russie — engagées sur la question depuis 2003.

Il trahit au passage la préoccupation grandissante que représente son implication dans des relations multilatérales en Asie, comme le FRA de l'ASEAN. Et donc, s'il se félicite de la contribution ainsi apportée à la sécurité collective en Asie, il ne manque pas de mettre en garde la Chine contre la tentation d'en exclure les États-Unis.

La question de Taiwan est évoquée au passage. Il rappelle que la position américaine d'« *Une seule Chine* » n'a pas varié. Il recommande cependant à Beijing de « résoudre ses différends avec Taiwan pacifiquement ».

Il fait ensuite, de la démocratisation du régime chinois, une condition « d'une coopération à long terme ». En bon politicien américain, il se fait l'apôtre de la liberté et des institutions démocratiques. Il critique précisément le système de parti unique et encourage les Chinois à procéder à une réforme politique et à des élections générales.

Pourtant, la critique du régime politique chinois ne lui interdit pas de conclure son intervention par un vibrant appel, qui sera ensuite largement cité, invitant la Chine à intégrer pleinement le système international : « Nous devons maintenant encourager la Chine à devenir un *responsible stakeholder* dans le système international. Comme *responsible stakeholder*, la Chine doit être davantage qu'un simple membre, elle doit travailler avec nous au renforcement du système international qui a rendu possible ses succès ».

Cet appel pressant au renforcement de la coopération est perçu comme une confirmation sans équivoque de la politique d'engagement.

Il précise néanmoins que « la coopération ne signifie pas l'absence de différences », mais que la « gestion des désaccords doit se faire dans un cadre où les parties partagent un intérêt commun dans le maintien de systèmes politique, économique et sécuritaire qui leur procurent des bénéfices communs ».

La phrase conclusive se veut optimiste. Zoellick tient à préciser qu'une relation profonde et durable ne peut être construite sur les seuls

intérêts communs, qu'elle exige également des *valeurs communes*. Mais il est possible, nous dit-il, pour les États-Unis, de « coopérer avec la puissance émergente qu'est la Chine d'aujourd'hui », « même si nous travaillons à la Chine démocratique de demain ».

La formation d'un consensus politique et savant.

Ce discours reçoit un accueil généralement positif. Ainsi sinologues, spécialistes des Relations Internationales et responsables impliqués dans les politiques américaines envers la Chine à différentes époques sont invités à réagir aux propos du Secrétaire d'État adjoint par un think tank spécialisé dans les recherches sur l'Asie. Ils s'accorderont tous pour reconnaître l'importance du discours, bien que dans des termes reflétant leurs différents centres d'intérêts, et conditionnés par leurs appartenances professionnelles et/ou leurs affinités partisans.

Ainsi le sinologue Richard Baum, de l'Université de Californie, se félicite de la clarification apportée par Zoellick à la politique jusque-là confuse de l'administration Bush, confusion qu'il attribue aux profondes divisions qui la traversent. Il insiste sur les dommages causés par une politique qui envoyait aux autorités chinoises des signaux contradictoires. S'il fait état d'un accueil en Chine plus ou moins favorable aux propos du secrétaire d'État adjoint en fonction d'orientations « nationalistes ou internationalistes », il considère « qu'il était temps que ce recadrage fût effectué »¹.

Kurt Campbell², un ancien secrétaire adjoint à la Défense pour la région Asie-Pacifique dans l'administration Clinton, écrit que « rarement, sinon jamais, un officiel d'un niveau inférieur au Secrétaire d'État n'a prononcé un discours d'une telle portée dans une conjoncture aussi importante ». Il considère que, pour l'essentiel, les propos de Zoellick visent à calmer les divisions internes à l'administration Bush sur la stratégie à adopter face à l'émergence chinoise.

Il y a selon lui deux camps. D'un côté, « les partisans d'une ligne dure que l'on trouve principalement au Pentagone et au cabinet du vice-Président, et de l'autre, les traditionnels défenseurs de l'engagement au département d'État, à la Maison Blanche et dans diverses agences économiques ». Le discours de Zoellick constitue, la première contre-attaque sérieuse des partisans de l'engagement. Il s'oppose à l'offensive menée depuis plusieurs années par les partisans au sein de l'appareil bureaucratique qui soutiennent l'idée que l'émergence de la Chine est

1. Richard Baum, « Zoellick's Roadmap and the Future of U.S.-China Relations », *NBR Analysis*, 16 (4), dec. 2005, pp. 15-21.

2. Kurt M. Campbell, « Zoellick's China », *NBR Analysis...*, op. cit., p. 23.

une menace pour la sécurité des États-Unis. Pour cela, ils instrumentalisent depuis longtemps des documents du Pentagone, comme en 2002 le rapport sur « *la stratégie de sécurité nationale des États-Unis* » ou « *le rapport annuel sur la puissance militaire de la Chine* ». Cette réorientation a été rendue possible par le déplacement de l'attention des bellicistes vers l'Irak et l'Afghanistan après le 11 septembre.

Il considère que l'administration n'a pas pris la mesure exacte de la stratégie chinoise en « continuant de croire devoir “gérer” l'émergence d'une puissance dominante ». Le ton circonspect de Zoellick en témoigne, et manifeste toujours la volonté affichée de maintenir la prédominance américaine. Alors que Beijing « ajuste de mieux en mieux son comportement aux perceptions et actions américaines tout en consolidant globalement ses gains »¹. Il voit cependant, dans l'intervention du Secrétaire d'État adjoint, la base d'une politique chinoise bipartisane qui tienne mieux compte des réalités.

Le républicain James Kelly², qui fut également secrétaire d'État adjoint aux affaires concernant l'Asie de l'Est et le Pacifique, mais dans l'administration Bush, de 2001 à 2005, considère que le discours de Zoellick est une confirmation de la politique d'engagement, pratiquée sans discontinuité depuis 1972 par les États-Unis envers la Chine, cela sous six Présidents, et qu'il constitue simplement un recadrage de cette politique. Il trouve bienvenue cette mise au point qui permet de réfuter les accusations portées contre l'administration Bush de vouloir mener une politique de *containment* de la Chine. Il insiste simplement, en approuvant l'ensemble du discours, sur l'importance grandissante des problèmes économiques dans les relations avec la Chine.

Le spécialiste des Relations Internationales et de l'Asie Robert Ross souligne, pour sa part, l'omission dans le discours de Zoellick des questions concernant la sécurité de Taiwan, et l'insistance sur le rôle majeur joué par Beijing dans les discussions entre les six parties sur le désarmement nucléaire de la péninsule Coréenne³. Il y voit un tournant dans la politique de la Maison Blanche qui « endosse ainsi sans plus d'équivoque une politique de coopération entre les deux pays et encourage la participation de la Chine à la formation de l'ordre global » à

1. Il fait ici implicitement allusion à l'idée défendue dans l'article séminal de Medeiros et Fravel sur la nouvelle orientation de la diplomatie chinoise. Cf., Evan S. Medeiros, Taylor Fravel, « China's new Diplomacy », *Foreign Affairs*, 82 (6), 2003, pp. 22-35.

2. James A. Kelly, « United States Policy Toward China: A Timely Restatement », *NBR Analysis...*, op. cit., pp. 29-32.

3. Robert S. Ross, « Towards a Stable and Constructive China Policy », *NBR Analysis...*, op. cit., pp. 33-36.

même de favoriser un consensus bipartisan sur la politique chinoise des États-Unis.

Il trouve pourtant que la rhétorique de Zoellick date, dans la mesure où la Chine n'est pas moins aujourd'hui un *stakeholder* dans l'ordre international que ne le sont les États-Unis. En clair, le discours illustre une préoccupation de l'administration Bush, qui est moins de préserver l'ordre global existant que de s'assurer de la coopération d'une puissance qu'elle ne peut plus long temps ignorer dans les domaines qui servent l'intérêt national américain.

Par ailleurs, si on doit mesurer la menace qu'un pays fait courir au monde par ses dépenses militaires, l'administration républicaine n'est pas la mieux placée pour s'en inquiéter et insiste sur la nécessité de reconnaître les intérêts légitimes de la Chine. Il rejoint en cela Johnston. En affirmant que « Les États-Unis et la Chine ne peuvent être ni amis ni alliés » et « qu'on ne doit pas s'attendre à ce qu'elle adopte des valeurs ou des conceptions conformes à l'ordre global américain », il se démarque simplement, comme chercheur, de la rhétorique politicienne de Zoellick, sans désapprouver fondamentalement son propos.

Ces réactions au discours de Zoellick témoignent de conditions favorables à l'apparition, fin 2005, au moment où George W. Bush vient d'entamer son second mandat, d'un possible consensus, à la fois bipartisan, bureaucratique, politique et savant, sur la politique chinoise des États-Unis.

2. Renforcer la stabilité en Asie.

On doit incontestablement à un politiste de la *RAND Corporation* à Washington, Evan Medeiros, la mise en discours savant de ce consensus. Le Secrétaire d'État adjoint a trouvé, pour sa part, l'opportunité d'en verbaliser une version politique. Il propose, dans un article publié pratiquement au moment où Zoellick intervient, une nouvelle stratégie pour renforcer la stabilité en Asie, en impliquant encore davantage la Chine dans une coopération avec les États-Unis¹. On peut y voir une forme de réalisme mais aussi une inspiration constructiviste dans la mesure où sa démarche est fondamentalement réflexive.

L'état des relations actuelles entre les États-Unis, la Chine et les autres pays d'Asie l'incite à penser « le moment propice pour les décideurs de ces pays de reconnaître un mutuel hedging comme principale caractéristique de l'ordre de sécurité régional émergent, et de

1. Evan S. Medeiros, « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Stability », *The Washington Quarterly*, 29 (1), 2005-06, pp. 145-167.

prendre des mesures pratiques pour le protéger contre ses conséquences potentiellement déstabilisatrices »¹.

Il suggère, en conséquence, que les États-Unis prennent l'initiative de créer un cadre propice à l'atténuation des rivalités entre les grandes puissances, et d'empêcher que ne se forme des dynamiques mettant en danger la sécurité régionale (des *security dilemma*). La perpétuation du système d'alliance des États-Unis, une répartition plus équitable des responsabilités entre les principales puissances régionales et l'accroissement de la coopération bilatérale et multilatérale, doivent y contribuer.

Concéder à la Chine un statut de puissance régionale.

Cela suppose un accroissement de l'activité diplomatique, en vue de coordonner les différentes formes de coopération. Il propose la mise en place d'une « organisation entre les grandes puissances États-Unis, Chine, Russie, Japon, Corée et éventuellement l'Inde, pour gérer la sécurité en Asie de l'Est ». L'objectif est de stabiliser la situation et d'éviter que les rivalités ne s'enveniment, notamment entre la Chine et les États-Unis. Il explique qu'il s'agit de créer un « système instituant une hiérarchie implicite entre les puissances majeures, mais aussi un partage explicite du pouvoir pour faire face aux épreuves communes aussi bien économiques que sécuritaires ».

Medeiros précise alors que « Les États-Unis peuvent, selon toute vraisemblance, prétendre rester en haut de la hiérarchie, mais doivent reconnaître à la Chine le statut de puissance émergente prépondérante, pour dissiper les pires craintes que la politique américaine inspire à Beijing, et afin d'éviter que les politiques de hedging ne contribuent à aiguïser les rivalités entre les États-Unis et la Chine ».

Le propos est particulièrement cynique. Donner à la Chine le statut de « *puissance prépondérante émergente* » signifie lui accorder un statut équivalent à ceux du Japon, de la Russie ou même de l'Inde et cela doit la détromper de se considérer – et détromper les autres puissances de la considérer – comme « *la puissance prépondérante* »² de la région.

Dans une perspective constructiviste, le statut que les États-Unis définissent pour la Chine doit la conduire à adopter le rôle auquel elle est ainsi assignée. On attend, de cette identification, une plus grande prévisibilité dans son comportement et l'intériorisation, par ses dirigeants, des obligations inhérentes au statut.

1. Ibid., pp. 163-164.

2. « Just not, *the* preeminent power » écrit-il (*The* en italique dans le texte). Ibid., p. 162.

On veut ainsi corriger, dans le comportement de la Chine, ce qui est perçu par les analystes américains comme celui d'un d'outsider, ou de passager clandestin, qui rechercherait dans la participation au système uniquement les bénéfices, tout en s'exonérant des coûts. Là encore, comme le demande Zoellick, les États-Unis attendent de la Chine un comportement responsable. Dans la perspective réaliste et pratique de Medeiros, on ne se contente pas d'exhortations, on propose de mettre en place un cadre institutionnel qui modèle ses attitudes et, on l'espère, les intentions de ses dirigeants.

Faire assumer à la Chine son statut de « *puissance prépondérante régionale* » doit permettre de pouvoir commencer à « tester ses intentions et aspirations en établissant des critères permettant de juger son comportement ultérieur ». Medeiros voit alors explicitement dans la création au sommet du réseau de commissions qui structure les relations bilatérales entre la Chine et les États-Unis, du « *Senior dialogue* », animé par Zoellick et Dai Bingguo¹, une initiative particulièrement opportune. Elle permettra à Washington, je cite, « de pouvoir commencer à communiquer et engager de futures discussions sur les différents thèmes »² concernant les responsabilités concrètes de la Chine au regard de son statut de « *puissance prépondérante* ».

Le texte de Medeiros tire sa force de conviction de son pragmatisme. Il évite soigneusement de commencer en présentant un cadre théorique dont il prétendrait tester la validité en l'appliquant à une réalité concrète.

Il utilise, comme levier, la description d'une situation dont il souligne les dangers pour proposer une solution pratique, en y puisant les éléments empiriques qui méritent d'être développés dans la mesure où ils permettraient de contrer d'autres éléments dont la logique pourrait se révéler catastrophique.

Néanmoins, son discours repose sur une analyse qui consacre une croyance, faites d'évidences qu'il manie sans avoir à les justifier, car elles peuvent être largement partagées. Elles participent ainsi à la construction du consensus sur la politique chinoise des États-Unis. Nous voulons montrer que cette certitude est l'anxiété qu'inspire l'émergence de la Chine, aussi bien hors de Chine qu'en Chine. On voit qu'il est pour cela nécessaire que la peur de la Chine soit devenue, dans le sens commun tout autant que dans le discours savant, un dogme ou si l'on veut qu'elle soit comprise comme un fait, une donnée.

1. Alors vice-ministre des Affaires étrangères chinoises.

2. Ibid., p. 162.

La peur de la Chine comme croyance.

On peut ainsi montrer que cette inquiétude structure la démonstration de Medeiros. Cette figure tire sa légitimité de la littérature théorique des Relations Internationales. En 2005, la peur suscitée par l'émergence de la Chine est devenue, aux États-Unis et en Chine, une telle évidence qu'elle s'impose d'elle-même. Le recours aux théories des Relations Internationales semble d'un apport médiocre dans la recherche des solutions. Le discours de consensus de Medeiros se construit en écartant explicitement les explications empruntées à un seul courant théorique, il sollicite l'ensemble de la littérature pour rendre compte d'une réalité dont la nouveauté ne pourrait être épuisée par un seul modèle théorique.

Sa principale trouvaille consiste à voir, dans les politiques américaine et chinoise, un mutuel *hedging*. Ainsi les « décideurs et les analystes dans chacune des nations restent profondément concernés par les intentions stratégiques réelles de l'autre ». Pourtant les dirigeants américains et chinois « récitent régulièrement les mantras des relations bilatérales coopératives, constructives et franches »¹.

Il décrit ces relations comme le produit d'une dynamique des plus complexes où le développement des échanges économiques et d'une interdépendance croissante impliquant une intégration multilatérale doublé de politiques de rééquilibrage stratégique de style réaliste. Des coopérations en matière de sécurité avec d'autres pays d'Asie, et la poursuite de programmes de modernisation militaire.

Il introduit alors un élément d'analyse réaliste qui donne une consistance à la peur de l'émergence chinoise dans un contexte qui « s'il n'est pas prudemment géré, peut menacer la centralité historique des États-Unis dans la région, leur aliéner leurs alliés, et précipiter une compétition frontale entre les États-Unis et la Chine ».

Il considère ensuite séparément les raisons et les modalités du *hedging* pratiqué de part et d'autre. La situation, telle qu'il l'a conceptualisée, lui offre la possibilité de faire un récit subjectif — du point de vue des dirigeants américains puis chinois — qui valide les thèses de Mearsheimer sans avoir à justifier l'usage de sa théorie. Ce qu'il dépeint est une situation concrète dont la logique conduit à une méfiance mutuelle et dont le ressort demeure la peur que suscite, d'un côté comme de l'autre, la percée de la Chine.

Ainsi, « Washington fait face au classique défi, en relations internationales, de répondre à une puissance émergente dans une région où les États-Unis ont été longtemps prédominants, y possédant de substantiels intérêts économiques et des accords de défense (cinq des

1. Ibid., p. 145.

sept traités de défense mutuelle signés par les États-Unis concernent l'Asie). Les responsables politiques se sont sentis de plus en plus concernés par l'impact relatif de la montée de la Chine dans la région et par la possibilité de voir l'émergence chinoise y précipiter l'instabilité, sous la forme d'un conflit armé à propos de Taiwan, ou d'autres disputes intra régionales »¹.

Il reprend imperturbablement l'élément central de la thèse des réalistes offensifs concernant l'incertitude quant aux intentions à court terme et les aspirations à long terme à laquelle les dirigeants américains auraient à faire face dans le cas concret. L'incertitude demeure sur le caractère « révisionniste ou les objectifs limités d'une puissance émergente ». Les politiciens et les analystes doivent alors « évaluer les potentialités matérielles actuelles et futures de la Chine », trouver des indicateurs de ses intentions puisque « déduire des potentialités économiques et militaires des intentions et des comportements n'est pas fiable » et déterminer si « ses intentions peuvent changer avec l'accroissement et l'expansion de ses capacités ».

Cette situation a conduit les dirigeants américains, nous dit-il, à choisir à la fois la coopération et la compétition avec la Chine, à combiner l'engagement, le *binding* et l'équilibrage des forces. Cela à travers des dispositifs potentiellement coercitifs visant à dissuader les dirigeants chinois de faire usage de la force et de remettre en cause l'ordre régional existant.

Cette mise en œuvre de stratégies et d'instruments politiques hétérogènes constituant le *hedging* pratiqué concrètement par les États-Unis, s'accompagne, selon lui, d'une perception complexe et néanmoins toujours marquée d'incertitude quant aux intentions des responsables chinois. Sa lecture est alors interactionniste et constructiviste. Les responsables de la politique étrangère américaine en seraient venus à penser que la Chine trouve un avantage « dans le maintien du statu quo en matière de relations économiques, de sécurité et concernant les normes, les règles et les institutions internationales établies depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ». Pour autant, ses dirigeants resteraient insatisfaits de certains aspects de la réalité internationale, comme le statut actuel de Taiwan, et la menace que le dispositif militaire des États-Unis ferait peser en Asie.

Le *hedging* aurait alors été le seul choix possible, car une politique de *containement* est irréaliste économiquement et n'aurait pas été suivie par les alliés des États-Unis dans la région, en risquant même de provoquer un phénomène de *bandwagoning* au profit de Beijing. On retrouve là l'argument utilisé par les milieux proche du Pentagone. Le *containement*

1. Ibid., p. 147.

aurait eu pour effet de « transformer la Chine en ennemi ce que l'on cherchait justement à éviter ».

Pourtant, du fait de ses équivoques, cette politique est génératrice d'instabilité dans la mesure où elle encourage l'autre à prendre également de son côté des garanties, « *to hedge its bets* », notamment en développant, sinon un système d'alliances concurrent de celui des États-Unis dans la région, mais tout du moins, un ensemble de coopérations bilatérales et multilatérales avec les pays d'Asie tendant à les en exclure.

La clarification recommandée par l'auteur se confond avec la mise au point faite par le secrétaire d'État adjoint Zoellick. Il contribue en cela à la formation d'un consensus sur la politique chinoise des États-Unis. Le rôle joué par la peur a seulement trouvé sa théorisation en Relations Internationales en 2001, sous la plume de Mearsheimer, lorsqu'il a affirmé péremptoirement que « l'équilibre entre les grandes puissances concerne les capacités, et non les intentions » qui « en dernière instance, ne peuvent être connues »¹. C'est donc la structure globale ou régionale plus ou moins déséquilibrée de l'anarchie qui génère, selon lui, un sentiment de peur des États quant à leur survie, du fait, en particulier, des capacités offensives dont peut disposer un État émergent. Néanmoins, il envisage la possibilité d'accroître la prévisibilité de la Chine en la reconnaissant pleinement comme une grande puissance régionale.

Les relations sino-américaines continuent, à partir de 2005, à enrichir la réflexion théorique, mais dans un sens paradoxal.

L'impression dominante est que l'ensemble des acteurs, responsables politiques, analystes, chercheurs, ou journalistes, font inlassablement défiler l'ensemble des options théoriques, bien qu'aucune ne se révèlent à même de contribuer notablement à lever les appréhensions suscitées par la montée en puissance de la Chine.

La fin du second mandat de George Bush est marquée par une accélération de l'institutionnalisation des relations bilatérales entre les deux pays, ce qui ne diminue pas pour autant la sourde compétition qui marque leurs relations. Ainsi est mis en place, à partir de décembre 2005, le *Strategic Economic Dialogue* (SED), qui réunit, au rythme de deux rencontres par an, les plus hauts responsables des deux pays, alternativement en Chine ou aux États-Unis. Ces forums visent à instaurer une plus grande coopération entre les deux États sur l'ensemble des problèmes économiques les concernant mutuellement et institutionnalisent un dialogue permanent, en en vue d'harmoniser leurs politiques à plus ou moins long terme. Ils marquent solennellement la reconnaissance, par les deux États, d'une interdépendance croissante.

1. Mearsheimer, *The Tragedy...*, op. cit., p. 45.

L'idée que la montée de la Chine est corrélative au déclin des États-Unis hante plus que jamais les esprits¹. La séduction qu'elle paraît exercer sur toute la planète, et non seulement en Asie, est de plus en plus mise en relation avec la désaffection qui semble frapper les États-Unis après l'intervention préventive en Irak menée par l'administration de George W. Bush. La Chine, et les nouvelles craintes qu'elle inspire, s'invitent ainsi dans le débat politique et savant aux États-Unis sur les moyens de maintenir le leadership américain dans le monde.

La nouvelle menace que constitue l'influence grandissante de la Chine est un argument majeur pour ceux, dont le nombre ne cesse de croître aux États-Unis, qui critiquent l'unilatéralisme et la primauté donnée au militaire par l'administration Bush, et prônent le multilatéralisme, l'action diplomatique, culturelle, et humanitaire, seuls à même, selon eux, de regagner les cœurs et les esprits et de permettre ainsi aux États-Unis de conserver leur rang de première puissance mondiale².

*

1. Cf. par exemple Quansheng Zhao, « Managed Great Power Relations : Do we see « One-Up and One-Down ? » in : « Special Issue : Contending perspectives on the China Challenge », *Strategic Studies*, 30 (4-5), 2007, pp. 609-639. ; Fareed Zakaria, « The future of American Power. How America Can Survive the Rise of the Rest », *Foreign Affairs*, 87 (3), 2008, pp. 18-43.

2. John G. Ikenberry, « The Rise of China and the Future of the West », *Foreign Affairs*, 88 (1), 2009, pp. 23-37.

Chapitre II : L'attractivité de la Chine

En 2005, l'idée suivant laquelle l'émergence de la Chine constitue une menace pour le leadership américain en Asie est devenue un lieu commun qui ne se justifie plus par une démonstration savante. Toutefois, le consensus qui s'est fait jour sur la nécessité de mener, pour y faire face, une claire politique de coopération, mais également de maintenir des alliances dans la région, est toujours à la recherche d'un cadre stratégique et théorique d'analyse. Autrement dit, décideurs et chercheurs américains continuent de poser la question de savoir dans quelle stratégie, à plus ou moins long terme, s'inscrit une telle politique, et dans quelle mesure les théories des Relations Internationales peuvent contribuer à éclairer un choix pratique alliant la volonté de stabiliser la situation et de consolider d'anciens engagements dans la région.

1. Un système d'engagement mutuel.

Un scepticisme grandissant semble gagner les analystes quant à la capacité des théories des Relations Internationales à expliquer le système ordonnant les relations entre États aujourd'hui en Asie. Ou plutôt, comme l'écrit le politiste David Shambaugh, aucune théorie n'est à même de rendre compte, à elle seule, d'une situation originale et complexe même si « les trois paradigmes prédominant en Relations Internationales, le réalisme, le libéralisme et le constructivisme offrent chacun des éléments de compréhension des tendances qui caractérisent la région »¹.

L'Élargissement du contexte à l'ensemble de l'Asie.

On peut aussi voir, dans la description qu'il donne ensuite de la structure des relations entre les États de la région, un élargissement considérable du champ, qui ne se réduit pas au face à face entre la Chine et les États-Unis mais intègre les pays de la zone Asie Pacifique, ainsi que ceux de l'Asie de l'Est, de l'Asie centrale, de l'Asie du Sud, jusqu'à l'Inde. Mais la question centrale demeure celle de la structuration des relations de coopération et de concurrence entre la Chine et les États-Unis dans un ordre régional en formation.

Shambaugh participe au consensus ambiant, en confirmant que la coopération entre les États-Unis et la Chine, conséquence de leur interdépendance, est bien réelle, bien que « les deux nations manifestent occasionnellement la volonté plus traditionnelle d'équilibrer leur

1. David Shambaugh, « Asia in Transition : The Evolving Regional Order », *Current History*, 105 (690), 2006, p. 153.

puissance en mettant en pratique des stratégies réciproques de hedging ». Il reprend, pour décrire la situation, le terme de « *hedged engagement* », forgé par le sinologue David Lampton. Il se félicite aussi de « l'accroissement significatif, au cours des cinq dernières années, du dialogue bilatéral dans tous les secteurs et à tous les niveaux, par le canal particulier entre le Secrétaire d'État adjoint Zoellick et le vice-ministre des Affaires étrangères Dai Bingguo ». Il voit là l'authentique institutionnalisation de liens solides et un indicateur positif de l'existence d'un socle, « en dépit de relations souvent fluctuantes »¹.

Il y a pourtant, dans son discours, un élément nouveau qui justifie l'élargissement du contexte à l'ensemble de l'Asie. En effet, la concurrence et/ou la coopération entre les deux pays se jouent maintenant dans le développement, par l'un et par l'autre, de différentes formes de collaboration, concernant à la fois les questions économiques, culturelles, et de sécurité globale, avec pratiquement l'ensemble des États de l'Asie au sens large. Cela concerne des domaines *non traditionnels*, comme la lutte contre le terrorisme, la piraterie internationale, le trafic de drogue et le trafic des êtres humains, la sécurité énergétique ou les secours d'urgence, qui peuvent également impliquer la participation d'acteurs non étatiques, en vue de sécuriser l'accès à des biens publics communs. Cela se passe dans un jeu mondialisé qui inclut, dans des relations bilatérales et multilatérales, des États à la périphérie de la région, comme l'Australie, l'Inde, la Russie, les pays d'Asie centrale, bien au-delà, pour les États-Unis, du champ des États avec lesquels ils ont des accords de défense, et pour Beijing, de ses voisins immédiats. Mais surtout, dans ce cadre, il témoigne de la montée d'une nouvelle inquiétude, en constatant que « la plupart des nations d'Asie – à l'exception du Japon – voient maintenant dans la Chine un bon voisin, un partenaire constructif et une puissance régionale soucieuse du *statu quo* »².

Il nous propose alors sept modèles concurrents, ou se chevauchant, qui peuvent partiellement rendre compte de l'évolution possible du système que forme ce vaste ensemble de plus de trente pays, aux régimes politiques disparates, et souvent jaloux de leur souveraineté.

Il évoque successivement : un système hégémonique où le candidat pourrait être soit les États-Unis, soit la puissance émergente qu'est la Chine ; une version néo-réaliste classique où ils tenteraient d'équilibrer leur puissance respective par des systèmes concurrentiels d'alliance ; un modèle d'asymétrie structurel, emprunté à Mearsheimer, qui rendrait inévitable un *choc des titans* ; un concert des Nations inspiré de

1. Ibid., p. 156.

2. Ibid., p. 155.

l'Europe issue du Congrès de Vienne de 1815 ; un condominium formé par les deux rivaux, maintenant ainsi la stabilité régionale dans une collaboration privilégiée ; une hiérarchie des puissances, assez identique à celle proposée par Medeiros, où la Chine reconnaîtrait la suprématie américaine dans la région ; et enfin, un système de sécurité collective, dont l'embryon serait le FRA de l'ASEAN, préfigurant une organisation semblable à l'OSCE, donner naissance à une communauté identique à l'Union européenne.

On voit bien, en effet, que la réalité permet d'opposer à chaque modèle des objections majeures. En particulier un équilibre classique des puissances entrerait en contradiction avec l'interdépendance économique qui existe entre les deux pays. Shambaugh évoque fort justement les risques que cette stratégie pourrait faire courir aux États-Unis. Elle entraînerait également une concurrence plus féroce, ce que la politique d'engagement prétend écarter.

Tout contribue donc à maintenir une politique de *binding* qui cherche à amarrer la Chine dans un système d'engagement mutuel avec les États-Unis. Par ailleurs, ce que redoutent le plus les États de la région, est sans doute, dans de nombreux cas, d'avoir à choisir entre Beijing et Washington. En ce sens, ils pratiquent à peu près tous une forme de *hedging*, en mettant en concurrence les deux grandes puissances. De plus, la séduction exercée par la Chine sur ses voisins, qu'évoque le texte, est un nouvel élément d'inquiétude pour les États-Unis qui peuvent maintenant craindre un phénomène de *bandwagoning* à leur détriment. De même, un système de sécurité collective est aujourd'hui peu réaliste. Il suppose, comme le dit l'auteur, à la fois un rapprochement sino-japonais sur le mode la réconciliation franco-allemande, et que les questions de Taiwan et de la réunification de la péninsule Coréenne soient définitivement réglées. Plus encore, ce système de sécurité collective est conditionné par la démocratisation de nombreux régimes politiques de la région, dont en premier lieu, celui de la Chine.

On voit bien qu'en définitive, et c'est ce que l'auteur voulait sans doute démontrer, tout conspire pour maintenir l'assemblage composite du système tel qu'il est et échappe, en cela, aux logiques sur lesquelles les théoriciens des Relations Internationales tablent habituellement.

Ce dispositif hétérogène est la clef du consensus qui s'est constitué autour de la politique chinoise des États-Unis en 2005. La multiplicité des possibles, quant à son évolution future, laisse aux faucons du Pentagone ainsi qu'aux colombes du Département d'État, l'espoir de voir un jour prévaloir plus clairement leurs préférences respectives. Il existe, dans ce sens, un équilibre permettant à chaque camp d'espérer voir sa position l'emporter. Les partisans de la manière

forte, comme le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, le vice-président Dick Cheney, et dans une moindre mesure, la Secrétaire d'État Condoleezza Rice, obtiennent un renforcement constant du dispositif militaire américain en Asie et la recherche de nouveaux partenariats, notamment avec des pays comme l'Inde ou l'Indonésie, pour contrer l'attraction de Beijing. Les adeptes de l'engagement, comme Zoellick, travaillent de leur côté à l'institutionnalisation toujours plus poussée de la coopération bilatérale.

Ce renforcement des positions des uns et des autres transforme constamment le système. Il provoque des réponses symétriques du côté chinois. La Chine mène en effet en Asie une importante activité diplomatique bilatérale et multilatérale en direction de l'ensemble des pays de la région, Inde, Russie, Indonésie et Australie comprises, et poursuit la modernisation de son armée, tout en manifestant également sa volonté d'accroître sa coopération dans tous les domaines avec les États-Unis.

Des débats stratégiques identiques dans les deux pays.

On peut, par ailleurs, observer un remaniement des termes du débat chez les élites chinoises politiques et académiques, reflet des alternatives stratégiques en germe dans le dispositif complexe structurant les relations entre la Chine et les États-Unis en Asie.

Ainsi, le spécialiste chinois des relations internationales de l'Université du peuple de Beijing, Zha Daojiong, constate que les slogans de *l'émergence pacifique* ou du *développement pacifique* sont devenus des éléments de la rhétorique officielle chinoise. S'ils expriment la crainte des dirigeants chinois « que le monde extérieur et plus particulièrement les voisins asiatiques de la Chine puissent percevoir négativement l'impact de la croissance chinoise, le revers de la médaille est », selon lui « le risque que la Chine suive la voie des pays d'Amérique latine »¹. En clair, l'auteur s'inquiète du fait que les dirigeants chinois face aux réactions hostiles à la percée de leur pays les conduisent à adopter des stratégies économique et politique de pays en développement semblable à ceux d'Amérique latine. À savoir n'avoir d'autre horizon qu'une inféodation au leadership américain. Cette prise de conscience fait clairement écho à la proposition exprimée par certains stratèges américains comme Medeiros, de maintenir en Asie un système hiérarchique soumettant la région à la primauté des États-Unis.

La question de savoir si la Chine doit assumer pleinement une *diplomatie de grande puissance* est également posée par de nombreux auteurs

1. Daojiong Zha, « Can China Rise ? », *Review of International Studies*, 31(4), 2005, p. 784.

qualifiés de libéraux ou de constructivistes en Chine, certains se référant expressément aux travaux de Wendt. Ces théoriciens, bien que minoritaires, évoquent néanmoins la nécessité d'un système mondial composé d'individus et non plus seulement de nations.

On peut considérer qu'ils souscrivent à l'idée de voir la Chine se comporter et être considérée comme une *grande puissance responsable* et qu'ils se montrent sensibles à la construction d'une authentique communauté régionale, instaurant en Asie un système de sécurité collective sur le modèle européen. Ainsi, pour le spécialiste chinois des Relations Internationales, Ye Zicheng, « L'accent antérieurement mis sur une politique étrangère indépendante reflétait la mentalité orientale d'un vieux pays qui fut victime des grandes puissances occidentales. Elle conduisit la Chine à réagir avec agressivité et immaturité lorsque sa dignité et sa souveraineté étaient en jeu. Elle présumait que les grandes puissances étaient des ennemis, tout autant que celles-ci traitaient la Chine en ennemi. Il y avait un manque de confiance de part et d'autre. Inversement, la montée des capacités de la Chine lui permet de mener avec assurance une « *diplomatie de grande puissance* » bienveillante »¹.

D'autres, qui se qualifient eux-mêmes de *réalistes Waltziens* leur répondent, en insistant sur le fait « que le système mondial est un ordre international composé d'États souverains » où les puissances s'équilibrent. Ils soupçonnent les libéraux de « vouloir soumettre la Chine à la domination des autres grandes puissances ». Ils affirment alors que « l'émergence de la Chine implique que les autres grandes puissances s'ajustent également aux normes chinoises et non seulement l'inverse »².

Il existe par ailleurs un courant nationaliste plus ou moins diffus dont les adeptes sont prompts à manifester leur xénophobie. Il peut être plus ou moins spontanément encouragé et mobilisé par certaines fractions au sein des élites chinoises. Ce fut le cas lors d'événement comme le bombardement en 1999 de l'ambassade de Chine à Belgrade, ou en réaction aux visites répétées du Premier ministre japonais Koizumi au cimetière militaire de Yasukuni Shrine, à partir de 2001. Ce courant souverainiste très composite, où l'on retrouve en particulier de hauts responsables de l'armée, tend à fédérer tous ceux plus ou moins enclins à

1. Cité par Chih-yu Shih, in : « Breeding a Reluctant Dragon : can China Rise into Partnership and away from Antagonism ? », *Revue of International Studies*, 31 (4), 2005, p. 766. ; ces débats sont repris dans l'ouvrage de Chih-yu Shih, *The spirit of Chinese foreign Policy*, Londres, MacMillan, 1990. ; cf. également le numéro spécial du *Journal of Contemporary China*, 10 (26), 2001 : « New Generations, New Voices : Debating China's International Future », notamment les articles de Yan Xuetong, « The Rise of China in Chinese Eyes », pp. 33-40 et de Song Xinning, « Building International Relations with Chinese Characteristics », pp. 61-74.

2. Chih-yu Shih, « Breeding... », op. cit., p. 768.

penser que le développement économique se fait au détriment de la sécurité et de l'indépendance nationale¹.

Chacun des sept scénarii évoqués par Schambaugh peut incontestablement trouver des adeptes aussi bien aux États-Unis qu'en Chine. Ainsi, le curieux agencement qui s'est pragmatiquement mis en place dans les relations entre les États-Unis et la Chine en Asie laisse ouvert, de part et d'autre, l'ensemble des éventualités. Pourtant, sur un plan pratique et institutionnel, ce sont bien les éléments d'un condominium associant les deux États qui, à la fin du second mandat de George W. Bush, sont constamment renforcés. Certains responsables et analystes sont des deux côtés de plus en plus tentés de vouloir traduire cette nouvelle réalité en termes stratégiques.

On peut alors se demander, avec le politiste de Princeton, Thomas Christensen, qui rejoint en 2006 le Département d'État, si les États-Unis, au prétexte de maintenir la stabilité dans la région en canalisant l'émergence de la Chine, n'ont pas contribué à la « création d'un monstre »² ? Après une analyse minutieuse de l'ensemble des enjeux qui structurent les relations entre les États-Unis et la Chine, il considère que la double stratégie américaine de renforcement de ses alliances et d'engagement positif avec la Chine « a encouragé celle-ci à adopter de nombreuses stratégies d'accommodation dans la région, non pour récompenser les États-Unis et leurs alliés pour leur modération, mais au moins en partie pour contrer l'influence des États-Unis ». Pour lui, le maintien d'une forte présence américaine dans la région, contribuant à procurer des biens collectifs dans de nombreux domaines, dont principalement l'économie et la sécurité, a eu un effet catalytique imposant à la Chine d'entrer en concurrence sur le terrain de la coopération et de la solidarité. En ce sens, on peut raisonnablement espérer que « la compétition pour l'influence puisse avoir pour principal effet, une plus grande prospérité et stabilité régionale » dans la mesure où « les acteurs présents en Asie de l'Est ne désirent pas choisir l'un des camps en cas de conflit sino-américain, Beijing et Washington n'ayant d'ailleurs pas de réel prétexte pour engager un conflit ouvert »³.

Par ce raisonnement, inspiré de la théorie des biens publics, il veut convaincre les faucons du Pentagone qu'une politique qui encourage la Chine à s'engager avec les États-Unis et ses alliés sur des questions d'intérêt commun n'affaiblit pas ses alliances, « sauf à manquer de confiance dans la puissance américaine et sa diplomatie ». Il fait

1. Cf. Xiao Gongqin, « Nationalism and Ideological Polarization at the turn of the Century », *China Affairs*, 1 (1), 2000, pp. 97-112.

2. Thomas Christensen, « Fostering Stability or Creating a Monster ? The Rise of China and U.S. Policy toward East Asia », *International Security*, 31 (1), 2006, pp. 81-126.

3. Ibid., p. 126.

néanmoins une curieuse réserve, en affirmant au passage que cela suppose que « la nouvelle influence de Beijing ne conduise pas les États-Unis à être expulsés de la région ».

Cette remarque signale la montée d'une nouvelle figure de la menace qu'inspire l'émergence de la Chine, et ce, à un moment où les deux États s'entendent pour renforcer constamment l'institutionnalisation de leurs relations bilatérales. La séduction que la Chine exerce, non seulement en Asie, mais également partout dans le monde, et plus particulièrement dans les pays du Sud, commence à susciter aux États-Unis une profonde inquiétude. L'attraction de la Chine est alors perçue comme se faisant principalement aux dépens de l'ascendant américaine. Elle est, pour certains, la preuve de l'irrésistible ascension de la Chine et alimente la peur d'un tout aussi inéluctable déclin des États-Unis.

Cette nouvelle perception de la menace chinoise correspond plus généralement à un véritable changement de paradigme en Relations Internationales. En effet, il s'est imposé dans la littérature, depuis les années deux mille, l'idée qu'à côté de la puissance mesurée essentiellement en termes de capacités militaires, les États possèdent aujourd'hui d'autres moyens d'obtenir des changements conforme à leurs intérêts, sans faire appel à la menace ou à l'usage effectif de la coercition. On a ainsi de plus en plus systématiquement distingué le *soft power* d'un État, – ou l'attrait exercé par le mode de vie, la culture, les valeurs, les normes dont on va le créditer de par le monde –, du *hard power* de ce même État, résumé à ses capacités d'action militaire. C'est bien de ce *soft power* dont userait aujourd'hui la puissance désignée comme émergente qu'est la Chine pour étendre son ascendant, notamment dans les pays du Sud, aux dépens des autres grandes puissances et en particulier des États-Unis. Il y aurait donc, fondamentalement un déplacement de la compétition entre la Chine et les États-Unis sur un autre terrain que celui de l'accumulation des moyens militaires, auxquels les auteurs réalistes font principalement référence, pour mesurer leur puissance respective.

2. Le soft power de la Chine en question

On se doit dans un premier temps d'éclaircir ce que l'on entend généralement par *soft power* en Relations Internationales, et les usages pratiques qui en ont été faits en politique étrangère. Il s'agit de mieux appréhender comment, ces dernières années, se sont imposés les questionnements qui justifient son emploi pour parler de la menace que constituerait aujourd'hui, pour les États-Unis, la séduction exercée par la Chine.

L'aptitude à former les préférences des autres.

L'internationaliste libéral américain de Harvard, Joseph Nye — ancien Secrétaire-adjoint à la Défense et responsable de l'Asie entre 1994 et 1995 dans l'administration Clinton — propose le terme dès 1990, et en donne, en 2004, la définition suivante : « le soft power repose sur l'aptitude à former les préférences des autres. C'est par l'exemple et l'attraction qu'il conduit les autres à faire ce que vous voulez qu'ils fassent ». Il ajoute : « Si je peux ainsi vous conduire à faire ce que je veux, alors je n'ai plus à utiliser la carotte ou le bâton pour que vous le fassiez »¹.

Autrement dit, le pouvoir ne s'exercerait alors que par la persuasion, sans plus recourir à la menace. Il suppose la soumission, sans avoir à faire usage de la force, pas plus qu'en l'achetant.

En fait, le succès du terme est clairement lié aux circonstances. Il vient s'intégrer dans les constructions discursives — politiques et savantes — où s'expriment les préoccupations que suscitent de plus en plus, aux États-Unis, l'unilatéralisme de l'administration Bush et le développement des sentiments anti-américains dans le monde. Nye systématise l'usage de l'expression dans la critique libérale qu'il entreprend alors de la politique étrangère américaine qui, à ses yeux, ne repose pratiquement plus que sur l'usage de la force, et néglige l'action diplomatique multilatérale².

Répondant à certaines critiques, il lui préfère à partir de 2007 l'expression de *smart power*, qui englobe le *soft power* et d'autres moyens d'exercice du pouvoir, dont l'action économique et communicationnelle. Il fait alors du *smart power*, à la veille de l'élection présidentielle, le concept clé d'un plaidoyer bipartisan pour une politique d'élargissement et de renforcement de la diplomatie américaine³, visant à contrebalancer le trop grand poids pris par le militaire dans l'action extérieure des États-Unis⁴.

L'expression *soft power* vise une réalité qui dépasse de beaucoup la simple action diplomatique d'un État. Comme le dit Nye, il concerne en effet – et cela à une époque où les relations internationales sont

1. Joseph S. Nye, *Soft Power: The means to Success in World Politics*, New York, Publics Affairs, 2004, p. 6. ; il avance l'idée dès 1990, dans l'article : Joseph S. Nye, « Soft Power », *Foreign Policy*, (80), 1990, pp. 153-171, et J. Nye, *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

2. J. Nye, *The Paradoxe of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go it Alone*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

3. Dans le cadre du think tank Center for Strategic and International Studies (CSIS).

4. Cf. J. Nye, « Get Smart. Combining Hard and Soft Power », *Foreign Affairs*, 88 (4), 2009, pp. 160-163.

qualifiées par certains de postmoderne¹ – l’attractivité des pays participant à la définition des problèmes. Leur culture et comportements sur la scène internationale sont les plus conformes aux normes internationales dominantes, et leur crédibilité à l’étranger est renforcée par les valeurs et les idées qu’ils symbolisent².

De plus, la présence internationale d’un pays ne relève plus, dans cette acception, de sa politique étrangère au sens strict, mais de l’action d’une multitude d’acteurs transnationaux – ONG, collectivités territoriales, communautés épistémiques – que l’État ne contrôle pas totalement, et de l’ensemble des relations entre les sociétés civiles des États, par-delà les relations interétatiques³.

Néanmoins, il existe, en Relations Internationales, des notions proches qui déclinent dans la pratique le *soft power* tel qu’il est défini par Nye. Ainsi, la diplomatie publique (*public diplomacy*) concerne plus précisément une stratégie diplomatique de communication en direction de fractions de la société civile d’autres pays. La définition de référence est celle du diplomate américain Hans Tuch, qui y voit « un procédé de communication d’un gouvernement en direction de publics étrangers dans l’attente de leur apporter une meilleure compréhension des idées, des idéaux, des institutions, de la culture nationale, aussi bien que des objectifs et des politiques du pays »⁴.

Elle pourrait se confondre avec le rôle dévolu à de pur et simple instrument de propagande comme Radio Free Europe pendant la Guerre froide. Or dans l’esprit des promoteurs de la notion, il ne s’agit d’une forme de *soft power* que dans la mesure où la communication doit être dans les deux sens, et suppose la formation des diplomates à une meilleure écoute des sociétés dans lesquelles ils sont en poste.

Ainsi, pour un ambassadeur britannique, cité par Jan Melissen, « le monde est rassasié de nos paroles : ce qu’il attend aujourd’hui de nous, c’est que nous la fermions et que nous écoutions »⁵. Une idée proche et qui donne un sens pratique au *soft power* est la promotion de l’image de marque du pays (*nation-branding*) qui serait aujourd’hui conjuguée avec la

1. Cf. dans ce sens : Robert Cooper, *La fracture des nations. Ordre et chaos au XXI^e siècle*, [2003], trad. Paris, Denoël, 2004.

2. J. Nye, *Soft Power*, op. cit., p. 31.

3. Cf. dans ce sens : Christopher Hill, *The Changing Politics of Foreign Policy*, New York, Palgrave, 2003, p. 212 et Brian Hocking, « Rethinking the “new” public Diplomacy » in : Jan Melissen (Éd.), *The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations*, New York, Palgrave, 2005, pp. 28-46.

4. Hans Tuch, *Communicating with the World : U.S. Public Diplomacy Overseas*, New York, Saint Martin’s Press, 1990, p.4.

5. Jan Melissen, « The New Public Diplomatie : Between Theory and Practice », in : Melissen, (Éd.) *The New Public Diplomacy*, op. cit., p. 19.

diplomatie culturelle. Dorénavant, à l'époque des nouveaux moyens de communications, il remplirait une mission essentielle à laquelle les diplomates devraient, selon les auteurs, être impérativement formés.

L'engouement pour le *soft power* tient dans son aspect polysémique. L'expression a rapidement trouvé de multiples usages discursifs. En cette fin de règne de W. Bush et de mobilisation pour les élections présidentielles de 2008, elle trouve un rendement politique immédiat dans la polarisation des débats américains sur l'unilatéralisme et le malaise provoqué par la montée de l'antiaméricanisme dans le monde. Elle est profondément normative, dans la mesure où elle est centrée sur les *valeurs américaines*, ce qui explique sa rapide appropriation et diffusion par les médias.

Elle s'installe dans l'univers des Relations Internationales tant par l'identité de son inventeur que sa pertinence dans les interminables débats qui opposent les différents courants réalistes aux libéraux, et son caractère éminemment subjectif et relationnel marque sa proximité avec les préoccupations des auteurs constructivistes. Elle a été, par ailleurs, rapidement instrumentalisée par les think tanks où les experts ont fait le lien entre les univers savants et politiques. Elle est, dans ce sens, mobilisable dans les argumentaires et plaidoyers qui soutiennent les propositions de stratégie alternative à l'essoufflement de la politique étrangère de l'administration républicaine.

Elle a enfin une application professionnelle, en alimentant les débats sur la revalorisation du métier de diplomate aux États-Unis, profession mise à mal ces dernières années par l'orientation belliciste de la politique étrangère américaine¹.

Consensus de Beijing contre consensus de Washington.

Les usages discursifs multiples du *soft power* se révèlent à double tranchant. Elle explique à la fois sa popularisation fulgurante et la carrière qu'il poursuit dans le monde politique et journalistique où il participe à la structuration des débats sur la politique étrangère, et le fait que ce soit un instrument majeur de la construction des peurs, notamment celles qu'inspirent la percée chinoise et le *déclin* corrélatif américain. Elle explique aussi, inversement, l'extrême rapidité avec laquelle le milieu scientifique, et en premier lieu son initiateur, semblent s'en détourner aujourd'hui.

1. Cf. les articles du Secrétaire à la Défense maintenu Robert M. Gates, et du diplomate Anthony Holmes, juste après l'élection de Barack Obama : Robert M. Gates, « A Balanced Strategy. Reprogramming the Pentagon for a New Age » et J. Anthony Holmes, « Where Are the Civilians? How to Rebuild the U.S. Foreign Service », *Foreign Affairs*, 88 (1) 2009, respectivement pp. 28-40 et pp. 148-160.

Il n'y a donc rien d'étonnant que le journaliste de la revue libérale américaine *The New Republic*, Joshua Kurlantzick, dans un ouvrage à succès l'« *Offensive de charme* » chinoise, affirme que « les bureaucrates de Washington, obnubilés par l'évolution de la puissance militaire Chinoise [...] n'ont tout simplement tenu aucun compte de l'inquiétante croissance du soft power de la Chine et de la carence en soft power de l'Amérique »¹.

L'auteur, qui est un bon connaisseur de l'Asie, dresse à l'aide de témoignages et d'expériences personnelles, et en mobilisant aussi la littérature académique, un tableau pointilliste impressionnant, qu'il interprète comme étant la preuve de l'existence d'une stratégie délibérée de conquête de la planète, par la séduction, des autorités chinoises. Le terme clé de l'ouvrage est sans doute celui de « *woo* », que l'on peut traduire par courtiser, rechercher les faveurs, ou chercher à se faire des amis ou encore savoir se rendre utile. Si le propos est incontestablement bien documenté, il relève du genre journalistique, par l'usage de nombreuses anecdotes ou par la description de lieux pittoresques comme le village de Mong La, en Birmanie, à la frontière chinoise, véritable zone de non droit, où tous les trafics sont possibles. Il s'agit de nous faire toucher du doigt la façon dont s'exerce l'attirance chinoise.

Il veut aussi montrer que ce Las Vegas des contreforts de l'Himalaya n'existe que parce que les autorités chinoises le tolèrent, et révèle leur complaisance à l'égard de la junte birmane. Les autorités chinoises ont commencé à y mettre bon ordre en faisant pression sur les autorités locales lorsque l'on a découvert que de hauts fonctionnaires chinois y dilapidaient des sommes colossales, prélevées sur des fonds publics.

Pourtant, si le terme de *soft power* est évocateur, il semble particulièrement difficile de prouver sa réalité, dans la mesure où cela suppose l'accumulation sans fin de preuves essentiellement subjectives. Pour montrer le développement du *soft power* chinois, l'auteur se doit d'aligner un nombre invraisemblable de sondages d'opinion réalisés à travers le monde indiquant qu'aujourd'hui les Chinois inspirent plus la sympathie que les Américains. Mais il est souvent conduit à tirer de ses entretiens des conclusions hâtives. Il suffit qu'un diplomate australien lui indique que, comme riverain du Pacifique, il se sent plus proche des Chinois, pour qu'il insinue que l'alliance entre l'Australie et les États-Unis est menacée.

1. Joshua Kurlantzick, *Charm Offensive. How China's Soft Power is Transforming the World*, New Haven, A New Republic Book & Yale University Press, 2007, p. x. L'auteur participe également aux travaux du think tank libéral le Carnegie Endowment for International Peace.

Enfin, par une sorte de coup de théâtre final, de faire également état de confidences où ses interlocuteurs révèlent l'inquiétude, identique à celles de l'auteur, que leur inspire la présence grandissante de la Chine dans leur pays.

La notion de *soft power* autorise ainsi de multiples jeux rhétoriques. Le propos de Kurlantzick est essentiellement normatif. Après avoir présenté l'offensive de charme chinoise, notamment à travers les outils que sont la diplomatie, le commerce, la culture, l'éducation ou l'aide au développement, il s'attache à montrer que l'influence conquise grâce au *soft power* est mise au service d'objectifs stratégiques politiques et économiques.

Il s'agit, pour la Chine, de gagner en premier lieu la confiance des pays d'Asie, et plus largement des pays en développement, en vue d'isoler Taiwan, et de contrer les éventuelles condamnations internationales de sa *conception des droits humains* dans les enceintes internationales. Cette attraction s'exerce notamment sur les dirigeants des pays africains qui peuvent voir, dans l'émergence économique chinoise, un modèle à opposer à celui de l'Occident et ses exigences en matière de bonne gouvernance et de démocratie.

La Chine serait, un partenaire plus respectueux de leur souveraineté, en n'assortissant pas l'attribution de son aide de conditionnalités politiques, comme le font les autres bailleurs internationaux. Elle deviendrait alors un contrepoids à l'influence américaine dans le monde. Elle proposerait une autre voie de développement qualifié de « *consensus de Beijing* »¹ par opposition au « *consensus de Washington* » symbole de l'économie libérale et des plans d'ajustements structurels imposés par l'Occident aux pays du Sud dans les années quatre-vingt-dix.

Pour autant, gagner la confiance des pays du Sud serait, pour Beijing, un impératif stratégique majeur, afin de sécuriser un accès privilégié aux matières premières et principalement, aux ressources énergétiques, pour alimenter une économie toujours plus vorace². On

1. Expression forgée par Joshua Cooper Ramo, *The Beijing Consensus*, Londres, Foreign Policy Center, 2004.

2. Le thème des relations de la Chine avec le Tiers-monde trouve ces dernières années, un renouveau certain : cf. Joshua Eisenman, Eric Heginbotham, Derek Mitchell, (Éds.), *China and the Developing World. Beijing's Strategy for the Twenty-First Century*, New York, M.E. Sharpe, 2007. ; et aussi, plus particulièrement, la littérature mi-journalistique, mi-savante qui fleurit sur la présence chinoise en Afrique : Ian Taylor, *China and Africa. Engagement and Compromise*, Londres, Routledge, 2006 ; Chris Alden, Daniel Large, Ricardo Soares de Oliveira (Éds.), *China Returns to Africa. A Rising Power and a Continent Embrace*, Londres, Hurst & Company, 2008 ; Chris Alden, *China in Africa*, Londres, Zed Books, 2007. ; Horace Campbell, « China in Africa : Challenging U.S. Global hegemony », *Third World Quarterly*, 29 (1), 2008, pp. 89-106. ; Serge Michel

peut remarquer ici que la notion de *soft power* manque singulièrement de rigueur, ou possède une portée limitée, dans la mesure où ce ne serait finalement qu'un instrument pour remplir d'autres objectifs qui supposent qu'au bout du compte, intérêt et contrainte (la carotte et le bâton) ne sont jamais absents.

Mais la suite de l'ouvrage est éclairante sur les objectifs poursuivis par l'auteur. Il rejoint tous ceux qui, dans le débat préélectoral, proposent un changement fondamental dans l'orientation de la politique étrangère des États-Unis. La menace chinoise est agitée en vue de remobiliser l'Amérique dont la légitimité et la supériorité des valeurs ne fait pour lui aucun doute. Il le dit sans ambages: « [Si] Beijing a dans une courte période, prouvé pouvoir changer rapidement de politique étrangère et séduire (woo) le monde, en concentrant ses efforts sur des pays que l'Amérique s'est aliénés, [...] ces changements ne signifient pas que le soft power de la Chine approche celui des États-Unis ou que ceux-ci ne puissent pas demeurer la principale puissance dans les affaires mondiales »¹.

Autrement dit, les États-Unis ont donc tous les atouts en main. Ils sont les seuls à pouvoir agir comme « *global policeman* » dans le monde. Ils sont, selon lui, porteurs de valeurs universelles à la différence des Chinois. Ils doivent cependant user eux aussi du *soft power*, en redéployant leur diplomatie, et en renforçant leur image en s'impliquant davantage dans l'action humanitaire et l'aide au développement². Il en trouve pour preuve, comme beaucoup d'autres auteurs, le fait que seuls les États-Unis ont été à même de déployer des moyens massifs militaires et civils pour faire parvenir en urgence des secours aux populations victimes du Tsunami en décembre 2004. Cette opération aurait produit un retournement en leur faveur des opinions publiques, notamment en Indonésie.

Cette belle rhétorique fonctionne en opposant le *soft power* développé par les Chinois à celui que les États-Unis ont négligé de cultiver ces dernières années, malgré leurs capacités. Ainsi la mutation de

& Michel Beuret, *La chineafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Grasset, 2008 ; Barry Sautman, Yan Hairong, « Friends and Interests : China's distinctive Links with Africa », *African Studies Review*, 50 (3), 2007, pp. 75-114. ; enfin un ouvrage important sur la mise en perspective historique de la présence chinoise en Afrique : Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift. The Real Story of China in Africa*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

1. Kurlantzick, Charm Offensive, op. cit., p. 226.

2. Cf. l'article écrit par trois anciens responsables de USAID juste avant les élections : Brian Atwood, Peter McPherson, Andrew Natsios, « Arrested Development. Making Foreign Aid More Effective Tool », *Foreign Affairs*, 87(6), 2008, pp. 123-132.

l'appareil diplomatique chinois au service de l'image de la Chine notamment par la création d'instituts *Confucius* et par une écoute des populations locales est citée en exemple pour réformer le Département d'État. La diplomatie culturelle chinoise fait néanmoins figure de ruse dissimulant mal une volonté de domination d'abord économique et dans un avenir plus ou moins lointain militaire. Sa dénonciation dans une littérature de grande diffusion et dans les médias donne un sens concret à la peur de la Chine.

Elle traduit l'inquiétude diffuse que la présence chinoise dans le monde, en Asie, mais aussi en Afrique¹, en Amérique Latine et en Europe² semble brutalement provoquer à partir de 2008 et cela non seulement aux États-Unis.

¹. Jean Jolly, *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*, Paris, Pygmalion, 2011.

². Cf. Le dossier publié par *l'Express* du 8 février 2011 intitulé « Comment la Chine envahit l'Europe ».

Partie IV

La dramatisation des enjeux

Chapitre I : La peur de l'émergence chinoise

La question, inlassablement mise en récit par les spécialistes des Relations Internationales, et relayée par les décideurs politiques et les médias, consiste à savoir si la montée de la Chine ne doit pas inévitablement se faire au détriment du leadership, sinon de l'hégémonie, des États-Unis. Chercheurs et décideurs politiques sont à la recherche d'une stratégie intégrant la question du déclin américain qui prend un sens concret. L'ascension de la Chine au statut de puissance majeure n'impliquerait-elle pas, corrélativement, l'inévitable disparition de l'empire américain¹ ?

1. Un monde sinisé

L'idée que la Chine soit à même d'imposer sa loi au Monde est une idée nouvelle qui fait son chemin. Elle représente un défi global pour l'Amérique et plus largement l'Occident. Elle pose la question de la fin de leur maîtrise de l'énonciation des normes internationales, tout autant que de leur mise en œuvre et leur interprétation. La peur de la Chine prend alors une tournure dramatique.

Les valeurs occidentales se trouveraient radicalement dévaluées et les vertus prêtées à la démocratie ne relèveraient plus que d'une croyance localisée et historiquement datée. Le libéralisme politique figurerait une idéologie occidentale dont la prétention à l'universalisme serait radicalement contestée par l'expérience chinoise².

Et tragiquement, la Chine proposerait, en fait, une voie plus prometteuse. Elle serait en train de faire la preuve qu'un régime autoritaire est mieux à même d'assurer la prospérité qu'un régime démocratique. Inévitablement, elle aurait la capacité, non seulement par le *soft power*, mais surtout par l'exercice de sa puissance économique, et à l'avenir de sa puissance militaire qui ne peut qu'immanquablement en résulter – le *hard power* –, d'imposer au monde sa vision, de faire régner sa loi.

1. Cf. l'article de Zhao Quangsheng de l'American University, « Managed Great Power Relations : Do we see « One-up and One – Down's ? », *The Journal of Strategic Studies*, 30 (4-5) ; 2007, pp. 609-638.

2. C'est déjà la version, en 1996, de Samuel Huntington dans *The Clash of Civilization and the Remaking of World Order*, New York, Simon and Schuster.

Pourquoi la Chine fait peur ?

Un événement, la tenue des Jeux Olympiques de Beijing, du 8 au 24 août 2008, exacerbe l'expression internationale de sentiments ambivalents à l'égard de la Chine. Les Jeux représentent incontestablement une manifestation majeure de *soft power*. En cela, ils constituent un enjeu considérable pour les autorités chinoises. Ils seront d'ailleurs perçus à travers le monde comme une consécration de la puissance chinoise. Ils viennent ainsi marquer avec éclat, en cet été 2008, la place prise dorénavant par la Chine comme grande puissance majeure.

Les incidents qui émaillent le périple de la flamme olympique dans certains pays, notamment en France et aux États-Unis, s'accompagnent de l'expression internationale de l'ensemble des reproches et des inquiétudes que le régime de Beijing semble alors susciter.

En retour, ces incidents provoquent des contre-manifestations nationalistes en Chine et dans la diaspora chinoise. Les autorités chinoises sont tout particulièrement irritées. Elles voient dans ces incidents une forme de malveillance, sinon de xénophobie antichinoise. Les manifestations de solidarité avec le Tibet qui les accompagnent sont vivement dénoncées comme des atteintes à la souveraineté chinoise. En sont rendus responsables les gouvernements des pays dans lesquels les incidents se déroulent. Les autorités chinoises défendent la thèse d'un respect scrupuleux, de leur part, des normes internationales et de la Charte olympique. Les Jeux doivent demeurer, selon eux, un événement purement sportif.

Paradoxalement, à côté du succès que représente l'organisation bien réglée des Jeux, une image négative et inquiétante se cristallise à cette occasion. Elle se nourrit du sentiment diffus que la Chine, forte de ses succès économiques, est devenue de plus en plus arrogante, ce que les responsables chinois avaient inlassablement travaillé à éviter après la crise du détroit de Taiwan de 1996, en déployant une stratégie internationale visant à rassurer¹. Cela conduit les médias à ressasser l'ensemble des griefs qui peuvent être adressés au régime. Un débat politique s'engage alors sur l'opportunité ou non de boycotter les jeux.

Dans sa livraison du 24 avril 2008, le *Nouvel Observateur* présente un dossier intitulé « Pourquoi la Chine fait peur ? ». Le numéro est accompagné de la vente d'un DVD contenant un « film réalisé clandestinement » au titre évocateur : « *Ce que cache le Made in China* ». Politiques, sportifs, responsables d'ONG, défenseurs des droits de

1. Cf. Avery Goldstein, « An emerging China's Emerging Grand Strategy », in John G. Ikenberry, Michael Mastanduno, (Éds.), *International Relations and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003, pp. 57-162.

l'homme, et humanitaires, – en particulier *Reporters sans frontières*, animé par Robert Ménard, fer de lance de la contestation dans le monde – et spécialistes de la Chine¹, sont appelés à prendre position sur l'opportunité de se rendre à Beijing.

Le débat prend, du fait de sa politisation, la forme d'un réquisitoire sans appel. Sur une carte, présentée sur deux pages (pp 8 et 9), figure la menace chinoise à travers un ensemble de diagrammes. Les dépenses militaires sont présentées comme les secondes après celles des États-Unis. « Les pays avec lesquels la Chine connaît un contentieux territorial » sont mis en grisé. Ils représentent, en fait, l'ensemble des États à sa périphérie, à l'exception notable de la Russie et de la Birmanie. En jaune apparaissent les États de mauvaise réputation internationale, et/ou sources de matières premières énergétiques – Corée du Nord, Iran, Pakistan, Soudan, Zimbabwe, Birmanie, Nigeria, Angola, – « recevant de sa part une aide militaire et un soutien diplomatique ». « *L'empreinte carbone de la Chine* », présentée comme arrivant juste derrière celle des États-Unis est également mise en évidence. Les flux massifs de fonds souverains chinois y sont symbolisés par un ensemble de flèches partant de Chine et s'abattant sur le reste du monde.

Les Jeux rendent ainsi possible l'expression massive de l'ensemble des récriminations accumulées au fil des ans à l'encontre du régime chinois. La fête des Jeux tend à se transformer, comme deux chercheurs américains du *Council of Foreign Relations* le remarquent, en véritable cauchemar pour les autorités chinoises². Les bénéfices en termes d'image, aussi bien au plan interne qu'international, que la Chine pouvait à bon droit prétendre en tirer, ne semblent pas au rendez-vous. Les auteurs peuvent alors souligner la myopie politique des dirigeants chinois en la circonstance. De fait, les Jeux constituent bien une manifestation ostentatoire de puissance qui ne pouvait manquer d'actualiser l'ensemble des interrogations majeures et inquiètes sur les intentions futures des dirigeants chinois.

L'impression surgit alors d'une volonté unilatérale de la Chine d'imposer au monde sa loi. On en vit l'expression dans le comportement souvent brutal de la garde prétorienne, composée de sportifs formés par les Services spéciaux chinois, qui accompagnait la tournée de la flamme olympique. Ainsi, les autorités chinoises, non contentes d'imposer le silence aux dissidents sur son propre territoire, semblaient dorénavant vouloir faire taire tous ceux qui, à travers le monde, contestaient sa

1. Cf. Jean-Luc Domenach et Marie Holzman qui publient respectivement deux ouvrages, *La Chine m'inquiète*, Paris, Perrin, 2008 pour le premier et *L'envers des médailles. J.O. de Pékin 2008*, Paris, Éditions Bleu de Chine, 2008, pour la seconde.

2. Cf. Elisabeth Economy, Adam Segal, « China's Olympic Nightmare. What the Games Mean for Beijing's Future. », *Foreign Affairs*, 87 (4) 2008, pp. 47-56.

politique. L'aplomb des autorités chinoises en la circonstance donnait corps à la *menace chinoise*¹. Les réactions courroucées et menaçantes des autorités chinoises à l'attribution en 2010 du prix Nobel de la paix à Liu Xiaobo ainsi qu'au ventes d'armes américaines à Taiwan la même année confirme pour beaucoup ce sentiment.

Mais on peut souligner le caractère disparate des griefs accumulés. Par ailleurs, la menace stratégique n'est pas présentée comme concernant directement la France ou même l'Europe. On nous dit que c'est à Washington et à Tokyo que l'on s'inquiète principalement de l'augmentation des dépenses d'armement de la Chine.

Cela confirme, à *contrario*, que c'est bien aux États-Unis, en effet, que l'émergence chinoise est perçue de façon quasi obsessionnelle, depuis le début des années deux mille, dans des termes stratégiques et théoriques.

La crise financière internationale qui éclate en septembre 2008 confirme la position de dépendance des États-Unis à l'égard de la Chine. Le contexte international donne un tour inédit au débat sur l'émergence de la Chine. Un nouveau cadrage discursif s'impose aux acteurs. Il renouvelle le contenu des débats et la perception des enjeux. Il impose aux spécialistes des Relations Internationales de réfléchir à nouveau sur le sens à donner à la mondialisation. La question des vertus de l'autoritarisme fait un retour inattendu. Le caractère dramatique de la prédiction d'une Chine développant un ascendant décisif et, dans un avenir de plus en plus rapproché, sur les États-Unis, va également assurer sa rapide popularisation par les médias.

Les causes d'un *malaise* persistant autour de la politique chinoise.

Ainsi, dans ces dernières années, les jeux discursifs se modifient et rendent possible, aux États-Unis, une dramatisation de la perception de l'émergence chinoise.

Dès 2007, l'essayiste et journaliste américain James Mann, spécialiste des questions chinoises et consultant au *Center for Strategic International Studies* propose — dans l'ouvrage *The China Fantasy* — trois évolutions possibles. La première est celle d'une inévitable démocratisation, qui répondrait aux souhaits des dirigeants américains et occidentaux, la seconde, celle de son effondrement dans un chaos révolutionnaire. Il formule enfin une troisième hypothèse, beaucoup plus embarrassante, où la continuation d'une croissance économique

¹. Cf. La popularisation du thème l'arrogance chinoise par Erik Izraelewicz, *L'arrogance chinoise*, Paris, Grasset, 2011 ; Philippe Grangereau, « La nouvelle arrogance de la superpuissance chinoise », *Libération*, 1^{er} février 2010.

soutenue permettrait au Parti communiste de se maintenir, sans qu'il soit possible de prédire raisonnablement une quelconque libéralisation effective du régime¹. Il remet par là en question l'idée libérale suivant laquelle l'autoritarisme ne pourrait, du moins à long terme, en aucun cas garantir la prospérité d'un État et le libre jeu du capitalisme et des marchés.

En 2009, un autre essayiste et journaliste anglais, Martin Jacques, se presse de publier un ouvrage où il prédit, avec jubilation, l'inévitable instauration d'un nouvel ordre global, où l'équilibre des forces se ferait à l'avantage de la Beijing aussi bien économiquement, politiquement, culturellement qu'ethniquement, scellant ainsi la fin du règne sans partage de l'Occident sur le monde². Le propos outrageusement culturaliste de l'auteur dépasse et trahi celui d'Huntington. Il reprend l'ensemble des lieux communs les plus éculés sur la mentalité de l'Empire du Milieu pour montrer avec quelle patience et habileté la Chine sait tirer profit, à son seul bénéfice, de son implication grandissante dans le système international.

En clair, le régime chinois est solidement installé dans ses certitudes reposant sur une tradition millénaire, et n'est en rien disposé à faire des concessions. L'emprise économique grandissante de la Chine sur le monde ne peut que conduire à son triomphe dans les domaines politique, culturel et même éthique.

Une telle littérature, destinée au grand public, ne s'embarrasse pas de nuances, mais s'inscrit néanmoins dans le climat intellectuel du moment. Bien entendu, l'auteur force le trait, en soutenant la thèse que nous nous trouvons déjà pris dans un processus devant irrémédiablement conduire à un monde sinisé. Il sélectionne, pour aboutir à ce résultat, les arguments les plus alarmants parmi ceux qui ont fait récemment leur apparition dans les débats politiques et savants aux États-Unis sur les conséquences de la percée économique de la Beijing.

Il tire ainsi autorité de l'opinion du sinologue libéral Kenneth Lieberthal, qui fut, de 1998 à 2000, conseiller spécial du président Clinton, au Conseil National de sécurité, sur les affaires asiatiques. Lieberthal avait fait état, en 2006, du malaise suscité en Amérique par l'impact sur les intérêts vitaux des États-Unis de l'incroyable robustesse du régime chinois³. Pour Lieberthal, si les relations sino-américaines se sont renforcées et complexifiées — après la déclaration de Zellick de

1. James Mann, *The China Fantasy: How Our Leaders Explain Away Chinese Repression*, New York, Viking, 2007.

2. Martin Jacques, *When China Rules the World. The End of the Western World and the Birth of a New Global Order*, New York, Penguin Press, 2009.

3. Kenneth Lieberthal, « Why the US Malaise over China ? », *YaleGlobal Online*, 19 janv. 2006.

2005 — et si la Chine proclame s'être engagée dans la voie du *développement pacifique*, l'incertitude demeure néanmoins sur les bénéfices que les États-Unis peuvent en escompter à long terme.

Son point de vue relève sans équivoque, au regard de la théorie des Relations Internationales, de l'institutionnalisme libéral. Il focalise son analyse sur les relations entre politique internationale et politique intérieure. Il se différencie clairement des auteurs réalistes, en accordant une attention particulière à la nature du régime politique chinois. Son raisonnement présuppose que sa démocratisation est, au bout du compte, la condition nécessaire sinon suffisante d'une relation définitivement confiante avec les États-Unis, tout en considérant que l'implication de la Chine dans des relations multilatérales est aussi une nécessité de son intégration dans la système internationale au profit de tous.

C'est l'imparfaite réalisation de ces conditions qui explique la persistance d'une menace chinoise. On assiste à une évolution contrariante qui tient dans le confortement du régime autoritaire accompagnant sa montée en puissance au plan international.

Il nous dit qu'« en cherchant à favoriser sa participation constructive dans différents régimes multilatéraux économiques et politiques et en conseillant la Chine sur les réformes internes nécessaires à son succès ». Mais « Elle est devenue un centre manufacturier global » qui « induit des questions hautement sensibles aux États-Unis comme l'éducation, les salaires et les pensions. [...] Le défi chinois s'est mué en quelque chose de plus profond et difficile à gérer pour Washington ».

Il persiste ainsi en Amérique des désaccords profonds sur la nature, à long terme, des relations sino-américaines entre ceux qui « voient, à l'horizon de 2020, la Chine comme un ennemi, et ceux qui pensent qu'elle ne sera alors, au mieux, qu'un ennemi potentiel ». Il met ici encore une fois en scène le débat entre partisans du *containment* et de l'*engagement* de la Chine. Il indique que l'incertitude qui demeure dans les relations sino-américaines a conduit à adopter la doctrine du *hedging* mais s'inquiète du fait que, « dans les deux capitales, les politiques dont se font les avocats les groupes prophétisant l'inévitabilité de la guerre ne deviennent auto-réalisatrices ». Surtout l'incertitude demeure sur l'évolution interne du régime et paralyse les responsables de la politique étrangère américaine.

Enfin, et c'est le point capital et nouveau, il théorise sur le fait que « les États-Unis et la Chine représentent des modèles globaux différents et exemplaires de développement ». La nouvelle puissance économique (*hard power*) de la Chine ne peut manquer de s'accompagner d'un pouvoir d'attraction (*soft power*). Elle propose un « *consensus de Beijing* » qui vient aujourd'hui concurrencer explicitement le « *consensus de Washington* ». Elle

contesterait par l'exemple « la supériorité des systèmes économiques et financiers ouverts et la démocratie libérale » prônés par les États-Unis. Le « *consensus de Beijing* » se distinguerait « par davantage d'interventionnisme de l'État dans l'économie, et une plus grande attention portée à la stabilité politique, reposant sur un gouvernement fort pour guider le processus de développement ».

La prise en considération de la menace que constituerait le « consensus de Beijing » a une généalogie. En effet, pendant la courte période durant laquelle le Japon avait fait figure de menace pour le leadership américain, à la fin des années quatre-vingts, les libéraux tendaient à justifier leurs craintes en stigmatisant son régime comme un « *ersatz de démocratie* » et le définissaient comme « une forme d'État autoritaire orientant le développement économique »¹, – susceptible de séduire d'autres pays en Asie pouvaient ajouter les réalistes. On parla alors d'un *modèle japonais* de développement. L'entrée du Japon, au tournant des années quatre-vingt-dix, dans une longue période de récession, et le vent de démocratisation qui suivit la chute du Mur de Berlin, a conduit à un retournement heureux de l'analyse. La stagnation économique du Japon fut alors perçue comme l'incapacité de ce régime, qui n'avait de la démocratie que les apparences, à se libéraliser et comme la preuve de la supériorité de la démocratie aboutie dont les États-Unis demeurent le modèle².

Percevant la Chine comme incarnant un mode de développement alternatif, la suspicion à l'égard de ses intentions futures ne peut à nouveau que grandir à Washington. Quel que soit l'état des relations sino-américaines, elles ne peuvent aller dans ce cas, « sans tensions ni peurs respectives », ce qui oblige, selon Lieberthal, « les dirigeants des deux pays à faire preuve de discernement et de courage ». La position raisonnablement libérale de Lieberthal nourrit l'argumentation Démocrate, pendant la campagne électorale de 2008 contre la politique de George Bush, sur la question chinoise, même si celle-ci ne se présente pas comme un enjeu décisif dans la mesure où il existe dans ce domaine depuis 2005 un certain consensus bipartisan.

1. Jean-Pierre Lehmann, « China and the East Asian politico-economic model », in : Barry Buzan, Rosemary Foot, *Does China Matter? A reassessment*, Londres, Routledge, 2004, p. 96.

2. On peut voir un écho de cette interprétation dans l'article de Jean-Marie Bouissou, « Le Japon, laboratoire de la déception démocratique », *Libération*, 20 août 2010.

2. La fin de l'empire américain.

La critique plus globale de l'unilatéralisme exacerbé, pratiqué par l'administration Bush avec l'invasion de l'Irak, en 2003, a trouvé une application particulière en Asie dans la mesure où la question de la perception de la gravité de la menace chinoise était en train d'évoluer.

Un inévitable déclin.

L'inflation des discours sur la menace chinoise s'incorporait à l'exploitation partisane de la perte d'autorité des États-Unis dans le monde. Le déclin de son *soft power* et la désaffection qui frappaient l'Amérique contrastaient avec la Chine qui semblait en voie de gagner les esprits et les cœurs partout dans les pays du Sud et non seulement en Asie.

Cependant, aucun politicien américain, quel que soit son camp, démocrate ou républicain, ne pouvait décemment souscrire publiquement à l'idée d'une supériorité intrinsèque de l'autoritarisme. La guerre d'Irak se présentait comme une croisade pour propager la démocratie. Le développement de l'antiaméricanisme dans le monde était donc à rechercher ailleurs.

Les spécialistes libéraux des Relations Internationales en virent la raison principale dans l'unilatéralisme pratiqué avec arrogance par l'administration républicaine. Il représentait à leurs yeux une erreur stratégique majeure. C'était une rupture inconséquente avec la pratique des alliances et des institutions internationales qui avaient joué un rôle décisif dans la victoire du *monde libre* sur le communisme, même si les États-Unis y avaient pris une part décisive. Le leadership américain ne peut s'exercer qu'en ajustant l'intérêt national aux impératifs de l'interdépendance entre les multiples États qui, dans le monde moderne, forment la structure anarchique des relations internationales¹.

Le nouveau tour que pris par la peur de la Chine, à partir de 2008, et qui rend possible la publication du livre de Martin Jacques, a en fait une autre généalogie que celle des Relations Internationales modernes. Cette peur plonge ses racines dans une vision tragique des plus anciennes, qui fait de l'inexorable déclin des empires une loi implacable de l'histoire économique, culturelle et raciale de l'humanité². Ceci a nourri, dans les années soixante-dix, la théorie néo-marxiste du

1. Robert O. Keohane et Joseph Nye, *Power and Interdependence World Politics in Transition*, Boston, LittleBrown, 1977.

2. La référence en la matière est l'historien anglais Edward Gibbon, *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*, Londres, Stahan & Cadel, 1776-1789 ; Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, Londres, Cambridge University Press, 1981.

développement¹ et plus récemment, le courant néoconservateur anglo-américain².

Martin Jacques reconnaît explicitement ce qu'il doit au sulfureux spécialiste anglais de l'histoire économique Niall Ferguson. Lequel Ferguson lui rend bien la pareille, en faisant un compte rendu élogieux de l'ouvrage.

Niall Ferguson lance, en 2007, sur le marché des idées, la formule choc de la *Chimerica*³ pour décrire le nouvel ordre économique et monétaire mondial. Il repose, selon lui, depuis quelques années, sur une dépendance réciproque entre la Chine et les États-Unis pour former une seule économie, dans laquelle l'un est le principal créancier, et l'autre le principal débiteur. Cet arrangement est compris comme un mariage, une alliance de fait, entre la superpuissance du moment et sa plus probable rivale à l'avenir. Les deux partenaires se sont, pendant toute une période, accommodés de ce système.

Mais d'inévitables déséquilibres ne peuvent manquer d'apparaître, qui ne pourront conduire, selon Niall Ferguson, qu'à une rupture. La tension grandissante entre les États-Unis et la Chine sur la question de la réévaluation de la monnaie chinoise, le Yuan, en est aujourd'hui la meilleure illustration⁴. L'auteur a remis récemment à la mode le goût pour une macro histoire économique longue du monde, comprise comme celle d'une inexorable succession d'empires⁵. La fin de l'empire américain est, selon lui, en train de se jouer sous nos yeux⁶.

Il se différencie d'un Paul Kennedy⁷ – qui se situe plus clairement dans une perspective réaliste et accorde une attention particulière à la relation entre puissance économique et militaire – en comprenant le

-
1. Cf. Immanuel Wallerstein, *The Modern world-System*, New York, Academic Press, 1974.
 2. Niall Ferguson, *Colossus : The Rise and Fall of the American Empire*, Londres, Allen Lane, 2004.
 3. Cf. Niall Ferguson et Moritz Schularick, « Chimerica and global Asset Market Boom », *International Finance*, 10 (3), 2007, pp. 215-239. L'engouement des économistes pour ce thème ne se dément pas avec la publication, par le Cercle Turgot, de *La Chinamérique, Un couple contre-nature ?*, Paris, Eyrolles, 2010.
 4. Niall Ferguson et Moritz Schularick, « The End of Chimerica », *Working Papers*, Harvard, déc. 2009.
 5. Niall Ferguson, *Empire : How Britain Made the Modern World*, Londres, Penguin, 2004.
 6. Il fait la Une de *Newsweek* du 7 décembre 2009, sous le titre « How great powers fall » qui annonce un article en pages intérieures : Niall Ferguson, « An Empire at Risk. », pp. 26-30, sous-titré « We won the Cold War and Weather 9/11, but now economic Weakness is endangering our global power ».
 7. Paul Kennedy, *The Rise and Fall of Great Powers : Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Londres, Fontana Press, [1988], trad. *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 1991.

phénomène impérial comme une forme de domination globale économique, militaire, politique, culturelle et raciale. La crise financière internationale de 2008 a, selon lui, accéléré l'inévitable rivalité globale entre les deux partenaires.

Ferguson pose ainsi dans un article récent la question de savoir « *Quand une puissance émergente devient-elle une menace ?* »¹. Il reprend les exemples historiques de la construction de la rivalité entre l'Angleterre et l'Allemagne à la fin du XIX^e siècle, et des États-Unis et du Japon dans les années trente, pour indiquer que la perception d'une menace stratégique est souvent lente, mais qu'elle peut conduire de façon assez inexorable à la guerre. Il en tire la conclusion que la relation déséquilibrée entre les États-Unis et la nouvelle puissance émergente est en cela lourde de dangers pour leur suprématie.

Selon Ferguson, si le produit intérieur de la Chine rejoint en 2027 celui des États-Unis, comme le prédisent certains experts, alors s'offre à elle « *l'option impériale* » qui mettrait fin « à la *Chimerica* qui n'aurait bien été qu'une chimère ». En faisant dorénavant reposer sa croissance économique, non plus sur les exportations, mais sur la consommation intérieure, elle serait alors en mesure d'imposer au monde un autre système monétaire, le Yuan se substituant au Dollar. Par analogie, on assisterait « à un retour de l'antagonisme anglo-allemand du début du XX^e siècle où les États-Unis tiendraient cette fois le rôle de l'Angleterre, et la Chine celui de l'Allemagne impériale ».

Ce thème du déclin de l'empire américain s'impose aujourd'hui dans les médias anglo-saxons. Il ne se passe pas une semaine sans que journaux et hebdomadaires ne consacrent des numéros spéciaux directement inspirés par les thèses de Ferguson sur ce thème². Dans un tel climat, Martin Jacques peut écrire, sans prendre de grands risques, qu'il y a aujourd'hui « une perception grandissante que l'équilibre du pouvoir entre les deux pays est en train de changer en faveur de la Chine »³. Par ailleurs, depuis quelques années, sont administrés

1. Niall Ferguson, « “Chimerica” is Headed for divorce », *Newsweek*, 15 août 2009.

2. Cf. les multiples interventions de Ferguson où il popularise sa thèse, de « Empire Falls », *Vanity Fair*, Octobre 2006 à « America, the Fragile Empire », *Los Angeles Time*, 28 février 2010. Si l'on prend le mois d'octobre 2009, *The Economist* consacre un numéro spécial aux relations sino-américaines sous le titre « China and America. The odd couple » et la revue conservatrice américaine, *the American Spectator*, n'hésite plus à titrer « The world of Market Authoritarianism. China's Winning Model is leaving the U.S. and the West increasingly isolated ». *Newsweek* du 12 mars 2010 va plus loin encore en publiant un article de Rana Foroohar et Melinda Liu intitulé, « It's China World. We're just living in it. The Middle Kingdom is rewriting the rules on trade, technology, currency, climate – you name it ».

3. Jacques, *When China Rules...*, op. cit., p. 351.

d'innombrables sondages d'opinion sur tous les continents, qui concluent souvent à une perception plus positive de la Chine par rapport celle des États-Unis, et qui semble incontestablement conforter la thèse impériale de Ferguson¹.

Il s'est ainsi constamment renforcé, au cours des trois dernières années, l'idée que la Chine, comme le dit Martin Jacques, déployant en la circonstance un culturalisme sans complexes, « agissait comme un modèle alternatif au modèle occidental, incarnant une tradition politique d'une nature très différente – un post colonialisme de pays en développement, un régime communiste, une gestion étatique hautement sophistiquée et un confucianisme autoritaire plutôt qu'un système politique démocratique »². Cette vision trouve une incontestable illustration dans les pays du Sud, particulièrement en Amérique Latine et en Afrique. Par exemple, une auteure africaine, Dambisa Moyo, dans un ouvrage polémique récent sur la crise de l'aide publique aux pays en développement, *L'aide fatale*, peut aujourd'hui affirmer sans prendre beaucoup de précautions : Dans un monde idéal, ce dont ont besoin les pays pauvres, les pays situés en bas de l'échelle, ce n'est pas d'une démocratie avec des partis multiples, c'est d'un dictateur bienveillant décidé à imposer les réformes nécessaires pour donner une impulsion à l'économie. [...] Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire des économies asiatiques (Chine, Indonésie, Corée, Malaisie...) pour avoir confirmation de ce que j'avance. Sans aller jusqu'en Asie, le Chili de Pinochet et le Pérou de Fujimori sont des exemples de succès économiques dans des pays où la démocratie était absente »³.

Cette experte du développement se trouve incontestablement en adéquation avec ses idées néoconservatrices de Niall Ferguson dont il préface l'ouvrage. L'attrait du modèle chinois y trouve une confirmation dans un chapitre intitulé « Les chinois sont nos amis »⁴, même si l'ambiguïté de son propos ne vaut pas adhésion à l'autoritarisme.

1. Par exemple, de nombreux commentaires du rapport du Pew Global Attitudes project, publié le 27 juin 2007, et intitulé « *Global Unease With Major World Powers* », mené dans 47 pays, en retiennent essentiellement que l'influence de la Chine est plus positive que celle des États-Unis dans les différents pays d'Afrique et d'Amérique latine enquêtés.

2. Martin Jacques, *When China Rules...*, p. 397.

3. Dambisa Moyo, *L'Aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*. Préface de Niall Ferguson, Paris, J.-C. Lattès, 2009, p. 85. Traduction de l'ouvrage anglais *Dead Aid*, Londres, Allen Lane, 2009. L'auteure est une experte zambienne des questions de développement ayant longtemps travaillé à la Banque mondiale. Dans le même sens, mais cette fois d'un point de vue tiers-mondiste, cf., Horace Campbell, « China in Africa : challenging US Global Hegemony », *Third World Quarterly*, 29 (1), 2008, pp. 89-106.

4. Ibid, Chapitre 4, pp. 160-181.

Le retour de l'autoritarisme.

Toutefois, ce qui est nouveau, c'est la possibilité de la manifestation ouverte et décomplexée d'une argumentation qui met en avant les vertus d'une économie dirigiste, ici dans son actuelle version chinoise. Ceci indique le retour d'interrogations qui n'avaient plus cours, depuis l'effondrement du régime soviétique, sur l'avenir de la démocratie.

Les spécialistes américains des Relations Internationales ne pouvaient manquer de s'emparer à nouveau de cette question. Ils le firent en 2008. L'occasion leur est notamment fournie, en cette année de campagne électorale, par la gravité de la crise financière qui éclate aux États-Unis et qui contribue à relancer les débats sur les menaces qui pèsent sur le maintien de la prééminence américaine dans le monde.

Tout commence avec la publication, en 2007, dans *Foreign Affairs*, de l'article d'un spécialiste israélien des questions de sécurité, Azar Gat. Il s'interroge sur la possibilité que « des puissances majeures non démocratiques, la Chine et la Russie, du fait de leur ascension fondée sur leur réussite économique, représentent une voie alternative viable à la modernité qui jette un doute sur l'ultime victoire de la démocratie libérale et l'avenir de sa domination »¹. L'emprise actuelle de cette voie comme norme internationale serait contingente. Elle serait le fruit, sinon du hasard, tout du moins des vicissitudes d'une histoire contemporaine marquée par l'existence des États-Unis, et non pas une nécessité reposant sur un avantage inhérent à la démocratie elle-même. Sans les États-Unis, « la démocratie libérale aurait tout aussi bien pu perdre les grandes batailles du vingtième siècle ».

L'auteur est un spécialiste de l'histoire des conflits. Comme tout bon réaliste, il mobilise l'histoire culturelle et civilisationnelle de l'Occident pour relativiser l'exigence démocratique contemporaine. Sans le facteur américain, nous dit-il, « le jugement des générations qui suivirent sur la démocratie libérale aurait probablement fait écho au verdict négatif sur les performances de la démocratie que provoqua la défaite d'Athènes lors des guerres du Péloponnèse »².

Les régimes capitalistes autoritaires, comme la Chine et la Russie aujourd'hui, se différencient des systèmes communistes qui les ont précédés, du fait de leur compétitivité sur le plan économique et militaire. Ils se différencient également de l'Allemagne nazie et du Japon militariste, qui ne furent jamais, selon lui, que des puissances moyennes aux ressources limitées. Leur défaite a tenu à la démesure de leurs

1. Azar Gat, « The Return of Authoritarian Great Powers », *Foreign Affairs*, July/August 2007, 86 (4), pp. 59-70.

2. *Ibid.*, p. 64.

prétentions impérialistes. Leur comportement agressif ne manqua pas de mobiliser toute la puissance américaine pour contrer leurs ambitions. En dehors de ces vicissitudes de l'histoire, rien ne prouve aujourd'hui que des pays émergents autoritaires, possédant d'importantes ressources aussi bien démographiques que matérielles, ne puissent en remontrer aux démocraties.

L'auteur redonne ainsi autorité à un discours sur les faiblesses et la fragilité des démocraties et les séductions de l'autoritarisme. Ce discours s'était imposé dans les années trente, mais il faut s'en souvenir, également dans les années soixante-dix. On parle alors à la suite des deux chocs pétroliers d'une crise globale aux dimensions politique, sociale, culturelle, économique et fiscale qui questionne fondamentalement la pérennité de la démocratie libérale. Elle est alors perçue comme fragile, menacée de surcharge et susceptible de succomber sous le poids des demandes corporatistes d'une multitude de groupes de pression. Était alors soutenu que l'autoritarisme permettait aux détenteurs du pouvoir d'agir avec plus d'efficacité et de prendre des décisions courageuses, sans trop avoir à se soucier des réactions d'une opinion publique versatile, ni d'une société travaillée par des intérêts égoïstes et/ou des idéologies destructrices.

Le coup d'état de 1973 au Chili trouva ainsi sa légitimité. On vit fleurir, à l'époque, des travaux de politique comparée sur les expériences historiques d'effondrement de régimes libéraux qui dessinaient en creux l'importance des menaces auxquelles ils devaient toujours faire face¹. Il fut même conseillé de mettre en place certains aménagements institutionnels limitant les facteurs d'instabilité qui les minaient².

Mais aussi, des études plus récentes sur les relations entre développement économique et modernisation politique reconnaissent la possibilité, pour des régimes autoritaires assurant à leurs habitants un niveau relativement élevé du revenu, de perdurer, du fait de la stabilité politique qu'ils garantissent, cela à l'identique des démocraties libérales les mieux installées³.

1. Cf. la série de cinq ouvrages publiée par Juan J. Linz et Alfred Stepan, *The Breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore, John Hopkins University, 1978, et notamment le cinquième d'Arturo Valenzuela consacré au Chili.

2. L'instauration de la Cinquième République française et son renforcement de l'exécutif fit alors figure de modèle : Juan Linz, *The Breakdown of democratic Regimes : Crisis, Breakdown and Reequilibration*, Baltimore, John Hopkins University, 1978.

3. Cf. Adam Przeworski, « What Makes Democracy Endure ? », *Journal of Democracy*, 7 (1), 1996, pp. 39-55. Adam Przeworski, *Democracy and Development : Political Institutions and Well-being in the World : 1950-1990*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Les auteurs mettent en avant les exemples de Singapour et de certains pays du Golfe. Ainsi, l'optimisme accompagnant le vent de démocratisation qui a incontestablement soufflé sur le monde après la chute du Mur de Berlin – qui inspira en science politique la littérature sur les transitions démocratiques¹ – se serait trouvé mal fondé. C'est sur ce terreau intellectuel qu'Azar Gat construit son hypothèse. L'humanité est menacée par la possible installation durable de la domination par des grandes puissances capitalistes autoritaires, dont la Chine. Il en serait alors fini de la croyance en la supériorité de la démocratie sur tout autre régime politique. Son autorité comme norme, universalisée par les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et confortée idéologiquement par la théorie de la société ouverte de Popper, n'aurait eu qu'un temps au regard de l'histoire. Comme l'auteur l'affirme pompeusement, il s'agirait ni plus ni moins de la « *fin de la fin de l'histoire* »², un peu trop vite proclamée par Fukuyama.

La publication de cette thèse alarmiste³, dans une revue influente de Relations Internationales, sur les périls grandissants qui menacent de façon vitale, si l'on n'y prend pas garde, la démocratie, fait l'effet d'une bombe dans la communauté des spécialistes des Relations Internationales. Elle marque un retour spectaculaire des visions pessimistes de l'histoire qui trouvent un certain crédit dans l'impression d'un reflux, en ce début du XXI^e siècle, de l'idée démocratique, succédant à l'embellie qu'elle avait pu connaître avec l'effondrement de l'Union soviétique.

Cette théorie allait bien au-delà de la prédiction d'un inévitable conflit avec la Chine, comme le répétait inlassablement Mearsheimer depuis 2001. Ce qui est proclamé par Azar Gat, c'est, cette fois, la possible défaite de l'Occident. Les vainqueurs seraient alors en mesure d'imposer au monde leur système de valeurs et de réécriture de l'histoire à leur profit, faisant passer de mode la démocratie⁴. L'annonce de la résurrection de la Russie autocratique, et de la renaissance d'une Chine autoritaire, visait ainsi directement à mettre en cause les conceptions

1. Cf. la série d'ouvrages publiés sous la direction de Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead à partir de 1986 : *Transitions from Authoritarian Rule. Prospects for Democracy*, Baltimore, John Hopkins University.

2. Azar Gat, « The Return... », op. cit., p. 59.

3. Elle était le coup d'envoi du livre où l'auteur développe et confirme sa thèse : Azar Gat, *Victorious and Vulnerable. Why Democracy Won in the 20th Century and How it is Still Imperiled*, Boulder, Rowman & Littlefield, 2010.

4. Il s'inscrit ainsi dans le courant des grands penseurs juifs contemporains. On pense au Walter Benjamin des *Dix thèses sur l'histoire* ou au Léo Strauss *Du libéralisme antique et moderne*, qui ont fait de l'écriture de l'histoire par les vainqueurs un thème décisif de leur philosophie politique.

théoriques des partisans de l'institutionnalisme libéral, ainsi que la politique étrangère d'engagement des États-Unis à l'égard de la Chine et de la Russie dont ils semblaient être les principaux inspirateurs.

Cette offensive réaliste radicale, en période électorale, provoqua incontestablement un certain embarras dans la recherche. L'intervention de Azar Gat qui réactivait les débats sur la menace chinoise et plus fondamentalement sur l'avenir de la démocratie ne pouvait pas rester sans réponse.

*

Chapitre II : La contre-offensive libérale

Ikenberry et Deudney¹, deux figures majeures de l'institutionnalisme libéral mènent la contre-offensive. Ainsi, dans le numéro janvier 2009 de *Foreign Affairs* accompagnant la prise de fonction de Barack Obama, ils apportent leur soutien à la nouvelle administration démocrate pour une politique renouvelé d'engagement envers la Chine, prenant directement pour cible la thèse d'Azar Gat en dénonçant à travers le « *mythe du retour de l'autocratie* »² le recours abusif d'inspiration réalistes aux analogies historiques. Ils sont explicitement rejoints par les théoriciens du post matérialisme, Inglehart et Welzel³ dans la réaffirmation de leur croyance dans les vertus de la démocratie et du multilatéralisme.

1. Le rejet du mythe du retour de *l'autocratie*.

Le débat va se poursuivre avec Azar Gat dans plusieurs numéros de la revue⁴. Dans un ultime échange, les auteurs vont s'accuser mutuellement de pratiquer une forme ou une autre de déterminisme historique, en jouant, pour l'un, le rôle de prophète de mauvais augure, et les autres, de recourir à une forme de pensée téléologique. Ils sont ainsi réunis par une interrogation sur le sens de l'histoire.

1. Ils pouvait se sentir particulièrement visés, ayant été parmi les premiers à théoriser les raisons internationales de l'effondrement de l'Union soviétique : Deudney, Ikenberry, « The international Sources of Soviet Change », *International Security*, 16 (3), 1991/92, pp. 74-118.

2. Danie Deudney, John Ikenberry, « The Myth of Autocratic Revival. Why Liberal Democracy will Prevail », *Foreign Affairs*, 88 (1), 2009, pp. 77-93.

3. Les deux sociologues, après avoir présenté une réévaluation globale des conditions sociales et culturelles de la démocratie, prédisent une démocratisation possible sinon inévitable de la Chine, du fait d'une profonde transformation morale et sociale en cours. Ils contestent explicitement les prédictions pessimistes de l'historien israélien en réaffirmant, sur la foi d'une vaste enquête sociologique, le lien indissoluble entre développement économique et modernisation politique. Cf., Ronald Inglehart, Christian Welzel, « How Development Leads to Democracy. What We Know About Modernization », *Foreign Affairs*, 88 (2), 2009, pp. 33-48.

4. Sous le titre général : « Which Way Is History Marching ? », Azar Gat, « Democracy's Victory Is Not Preordained » et les répliques de Deudney, Ikenberry et de Inglehart, Welzel, *Foreign Affairs*, 88(4), 2009, pp. 150-159.

Théorie des Relations Internationales et prophétisme.

L'intérêt du débat est, de faire apparaître dans le contexte politique américain le rôle joué par les théoriciens des Relations Internationales dans la légitimation des choix stratégiques en matière de politique étrangère. L'argumentation savante se déploie alors sous forme de plaidoyer pour une politique donnée, et sacrifie nécessairement à une certaine forme de rhétorique ignorant les contradictions. Cela vient confirmer l'idée de Barry Buzan, qui soutient qu'en matière de politique de sécurité, toute décision est en fait toujours erronée, dans la mesure où l'ensemble des conséquences ne peut jamais être pris en compte¹. L'action est toujours, un saut dans l'inconnu. Il en va ainsi des politiques de sécurité dites défensives, qui ont toute chance d'être perçues par les autres comme des menaces.

L'argumentation déployée par Deudney et Ikenberry en faveur du multilatéralisme en offre un bon exemple. Elle se présente comme la justification scientifique du choix d'une stratégie internationale qui s'impose aux États-Unis s'ils veulent garder leur prééminence dans le monde. Cet engagement politique des chercheurs trouve sa raison dans l'importance des périls qui, ne pouvant être complètement éliminés, en sont néanmoins la justification. S'il ne faut pas, contrairement à certains, faire peur avec la Chine, les incertitudes ne peuvent jamais être complètement levées, ce qui justifie pour le moins une politique avisée.

Il est impossible pour les acteurs, chercheurs ou politiques, d'être jamais totalement rassurés sur l'avenir des relations entre la Chine et les États-Unis, quelle que soit la politique étrangère menée. Plus encore, aucun parmi eux n'exclut définitivement que cela puisse tourner au désavantage de l'Amérique. Rien n'est jamais réglé. Aucun choix ne semble à même de réduire vraiment l'anxiété que suscite l'émergence chinoise. La menace constitue une obsession permanente. Toute politique pourrait bien faire figure de fuite en avant.

La démonstration des deux auteurs libéraux repose sur un socle assez solide. Ils peuvent à juste titre voir dans la thèse d'un *revival de l'autocratie*, une exagération susceptible de faire la Une des journaux, comme la fin de l'histoire proclamée un peu inconsidérément avec la fin de la guerre froide. Ils désamorcent par là leur association possible avec cette thèse.

Le choix des mots est également important. Ils substituent à l'*autoritarisme* le terme d'*autocratie* qui renvoie à un passé révolu qui tend à disqualifier la thèse de l'adversaire. La vision de celui-ci est fondamentalement anachronique et relève tout au plus de l'analogie.

1. Barry Buzan, *People, States and Fair*, New York, Harverter Wheatsheaf, 1991.

C'est l'erreur classique de certains historiens que « d'invoquer un modèle du dix-neuvième siècle pour le vingt-et-unième siècle ».

En effet, la « guerre n'est plus, le moyen principal de résolution des conflits » et « l'expansionnisme des grandes puissances est devenu largement obsolète », à l'époque de la dissuasion nucléaire. L'interdépendance impose à celles-ci d'agir « avec prudence et retenue », ce qui pour l'essentiel « freine les vellétés révisionnistes ». Par ailleurs, ils cadrent politiquement le débat en associant Gat à un autre adversaire néoconservateur, Robert Kagan, qui propose alors la formation d'une « ligue des démocraties » pour contenir les pays autoritaires émergents. Il l'enferme ainsi dans le camp des partisans d'une politique étrangère agressive de *containment* de la Chine et de la Russie qui n'a plus beaucoup de défenseurs aux États-Unis. Ils peuvent alors formuler leur thèse principale : la proposition, selon laquelle les autocraties représentent une alternative crédible dans le système capitaliste global, est fautive¹.

Il s'agit d'un mythe. Les *autocraties* possèdent selon eux une viabilité limitée et sont prises dans la mondialisation. Elles dépendent de ses réussites et lui doivent leurs succès économiques. Elles sont impliquées dans une *interdépendance globale* qui représente une incitation constante et croissante à la *coopération internationale* indépendante de leur régime politique. Ce constat fonde leur certitude dans le fait que les « autocraties devraient ultimement s'orienter vers le libéralisme ».

Deudney et Ikenberry considèrent le problème essentiel résolu, en partant du postulat qu'il existe une relation positive entre modernisation économique et libéralisation politique. Il s'agit d'un présupposé théorique majeur pour les auteurs libéraux. Or, l'incontestable progression de la démocratie dans le monde², depuis le début des années quatre-vingt-dix, ne s'est pas accomplie de façon uniforme, ni sans connaître certaines limites. La recherche n'a pas permis d'établir une relation simple et univoque entre niveau de développement économique et démocratisation³.

Nos auteurs balayent les objections des sceptiques en affirmant que les États autocratiques émergents verront inévitablement s'aggraver les contradictions structurelles qui les minent avec l'accroissement du revenu moyen par habitant. La corruption endémique, le manque de transparence dans l'élaboration des décisions par les hiérarques du parti au gouvernement, les obstacles mis à la liberté d'information, l'insécurité des relations juridiques, les atteintes aux droits de l'homme, qui

1. Deudney, Ikenberry, « The Myth of... », op. cit., p. 78.

2. Si l'on s'en tient aux critères retenus par l'ONG Freedom house.

3. Cf., Laurence Whitehead, *Democratization. Theory and Experience*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

caractérisent les régimes autocratiques, deviendraient inévitablement incompatibles avec un fonctionnement optimum d'une économie moderne.

Autre point fondamental, ils considèrent également comme acquis que l'exposition croissante des diplomates, des membres des élites régnautes, et au-delà, de l'ensemble de la population des puissances émergentes autocratiques majeures, comme la Chine et la Russie, aux normes internationales rend inévitable la socialisation de ces États à l'ordre libéral international. Ils s'appuient pour cela explicitement sur les travaux de Johnston pour qui une intégration grandissante dans les institutions international ne peut que contribuer à la formation d'une société civile s'autonomisant par rapport au pouvoir¹. Il est nécessaire d'encourager cette implication à travers de multiples relations de coopération intergouvernementales et transnationales.

Cette évolution dépend donc de la politique globale menée à leur égard. Pour cela, « les États libéraux doivent rejeter les politiques de containment, de course aux armements et de construction de blocs exclusifs, recommandées par les néoconservateurs » qui ne peuvent qu'« encourager les tendances non libérales de ces pays ». Ils définissent pour cela une nécessaire coopération permettant de les engager dans la prise en charge « des problèmes globaux communs – comme le changement climatique, la sécurité énergétique, les épidémies – devrait accroître les investissements que les régimes autocratiques ont dans l'ordre libéral » et par là les « intégrer dans la gouvernance des institutions internationales »².

Un monde plus facile à rejoindre qu'à renverser.

Pourtant le réel résiste et l'évolution promise reste pour l'instant déçue. On peut toujours dire que « le capitalisme crée les conditions pour la démocratie libérale mais que le déclenchement du changement politique est tout à fait imprévisible »³. Il faut néanmoins aux auteurs trouver des raisons à l'incontestable résilience des puissances autocratiques majeures comme la Chine, qui justifient d'autant plus leur recommandation d'une stratégie d'engagement, et plus largement, du retour à une politique étrangère des États-Unis résolument ancrée dans le multilatéralisme.

Ils ne peuvent alors éviter de recourir à un certain historicisme teinté de culturalisme. La crispation autoritaire de puissances ré

1. Cf., Alastair Iain Johnson, *Social States. China in International Institutions, 1980-2000*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

². Ibid., p. 79.

3. Deudney, Ikenberry, *The myth of Autocratic...*, op. cit., p.84.

émergentes, comme la Chine et la Russie, trouve son origine dans les humiliations passées qui nourrissent le ressentiment et la méfiance envers l'Occident et le Japon. La confrontation, au dix-neuvième siècle, aux entreprises de dépècement et de colonisation des puissances occidentales aurait constitué un traumatisme inaugural dans leur rencontre avec la modernité.

Cette rencontre historique marque le moment de l'effondrement d'une puissance passée en voie de reconquête aujourd'hui. Le sursaut actuel trouverait un profond ressort dans le nationalisme qui se serait pleinement exprimé avec la construction d'États socialistes¹. Il voit aujourd'hui une expression dans la défense sourcilleuse de l'unité et la souveraineté du pays. Il se manifesterait aussi par l'irruption périodique de manifestations de xénophobie et nourrirait les tendances protectionnistes.

Ainsi, les nouvelles élites chinoises, bien que sensibilisées aux normes internationales libérales, ne pourraient aujourd'hui trop ouvertement s'en faire les porte-parole sans risquer de susciter des surenchères nationalistes. Cette prudence trouve son expression dans le souci affiché de maintenir avant tout l'*harmonie*. La défense de l'unité dissuaderait, dans un vaste pays comme la Chine, de réformer le système politique. L'éventualité de l'instauration du pluralisme fait redouter aux détenteurs actuels du pouvoir une rapide radicalisation des affrontements partisans. Une inévitable aggravation des désordres sociaux et l'exacerbation des rivalités régionales et l'encouragement des tendances séparatistes, comme au Tibet.

Nos auteurs libéraux peuvent alors dépeindre des responsables chinois sur la défensive, ce qui laisse douter qu'ils soient les promoteurs actifs d'un autre modèle de modernité susceptible de séduire le reste du monde. Ils peuvent affirmer qu'« il est peu évident qu'il y ait l'émergence d'un tel équilibre stabilisé entre capitalisme et autocratie, et donc peu probable que cette combinaison soit consacrée comme un nouveau modèle de modernité »². Il n'y a pas de modèle alternatif viable de développement autocratique opposable au libéralisme.

Pour autant, les États-Unis et les Occidentaux ne doivent pas, par une attitude perçue comme menaçante, renforcer la propension à la méfiance des autorités chinoises qui ne pourrait que contrarier la libéralisation inévitable du régime. Sûrs d'eux-mêmes, Deudney et Ikenberry concluent que « si les pays libéraux ne peuvent pas assurer que

1. On peut se référer ici à la vision développée par Skocpol sur les révolutions sociales qui auraient essentiellement consisté à reconstruire l'État pour faire face aux menaces aussi bien intérieures qu'extérieures : Theda Skocpol, *States and Social Revolutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

2. Deudney, Ikenberry, *The myth of Autocratic...*, op. cit., p. 86.

l'histoire est finie, ils peuvent être certains qu'elle est de leur côté »¹. Ainsi, les États-Unis, et plus généralement les pays libéraux développés, doivent sans crainte, intégrer toujours davantage les pays émergents « quel que soit leur régime » dans des institutions internationales réformées et à même de leur permettre d'y exercer toutes leurs responsabilités. Cela ne pourra que consolider, selon la formule d'Ikenberry, « l'ordre occidental actuel qui est difficile à renverser et facile à joindre »².

Cette vision optimiste vise bien à contrecarrer les sombres prophéties popularisées par des esprits chagrins un peu trop pressés de proclamer que la domination morale aussi bien qu'économique de la Chine risque de se substituer à celle de l'Occident.

Pour les institutionnalistes libéraux les États-Unis et l'Occident sont loin d'avoir perdu la partie. Les élections présidentielles américaines leur donnent l'occasion de radicaliser leurs positions en faisant de la rupture avec l'unilatéralisme la condition absolue d'un renouveau. C'est le cadre théorique et pratique dans lequel ils inscrivent le débat sur le changement de cap décisif à donner à la politique étrangère des États-Unis.

Leur foi inébranlable dans les fonctions émancipatrices et pacificatrices des institutions internationales et de la démocratie libérale leur impose de disqualifier l'idée d'une quelconque viabilité à long terme de puissances majeures autoritaires et capitalistes. L'incertitude, la faiblesse, et la peur, sont plutôt de leur côté. Il ne faut rien faire qui puisse contrarier l'intégration des nouvelles puissances émergentes au sein du système international.

Dans ce raisonnement, la Chine, puissance émergente parmi d'autres, doit être guidée sur la voie de la modernité non seulement économique mais aussi politique. Il faut l'appriivoiser, et rassurer ses élites sur les bénéfices que leur garantit la coopération internationale en les encourageant à prendre leur part de responsabilité, à l'heure de la globalisation, dans la vie des institutions internationales. La libéralisation du régime — si l'on maintient avec patience et constance une stratégie résolue d'engagement de la Chine — ne peut que progresser.

Dans la version libérale, cela implique que les États-Unis renouent résolument avec le multilatéralisme qu'ils avaient eux-mêmes initié avec le succès que l'on sait après la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis avaient su construire un ordre international libéral en portant sur les fonts baptismaux l'Organisation des Nations Unies et les instruments

1. Ibid., p. 93.

2. John Ikenberry, « The Rise of China and the Future of the West. Can the Liberal System Survive ? », *Foreign Affairs*, 88 (1), 2009, p. 24.

majeurs de coopération internationale, de développement et de régulation que sont la Banque mondiale et le FMI. Pour les libéraux, ils doivent, s'ils veulent conserver leur leadership, prendre la direction de la rénovation du système international en vue d'intégrer les nouvelles puissances économiques, libérales ou non, dites pays émergents.

Nous voyons que le discours tenu par les spécialistes libéraux des Relations Internationales révèle une équivoque majeure. Le maintien du leadership américain demeure l'enjeu principal et est bien menacé par l'émergence de la nouvelle grande puissance qu'est la Chine. Lieberthal avait, à juste titre, indiqué que la politique américaine bipartisane d'engagement avec la Chine n'était pas à même de dissiper toutes les inquiétudes. C'est l'ensemble du système international que les États-Unis doivent prendre l'initiative de réformer avec les autres, tous les autres, Chine comprise, s'ils veulent avoir une chance de garder leur prééminence.

On peut néanmoins voir une fuite en avant dans les projets de réformes des institutions internationales onusiennes et de Bretton Woods donnant plus de place au pays émergents et notamment à la Chine. De même la création du G20 à côté du G8 peut apparaître comme une manœuvre désespérée pour contrer le déclin annoncé de l'Occident et du libéralisme et de leur emprise sur le monde¹.

En cette année 2009 d'alternance politique et de crise économique, un autre front s'ouvre au sein même du courant libéral, avec le mûrissement, dans les milieux économiques cette fois, de la proposition d'instituer une cogestion des affaires internationales, par les États-Unis et la Chine.

Dans ce contexte, la proposition stratégique de constituer un G2 fait l'effet d'un pari audacieux. On peut aussi y voir une initiative risquée révélatrice de la persistance des craintes que suscite toujours et encore l'émergence de la Chine. Elle témoigne de la recherche incessante de solutions en vue de s'en accommoder et de réduire les incertitudes et les peurs qu'elle nourrit. La proposition prend néanmoins une certaine réalité en décembre 2009, lors de la conférence de l'ONU sur le réchauffement climatique.

1. Entre autres exemples, cf. la livraison de *La Revue Internationale et Stratégique* de l'automne 2009 consacrée au thème : « Le monde occidental est-il en danger ? ».

2. Un partenariat stratégique en débat

La contre-attaque libérale, en faisant du retour de l'Amérique au multilatéralisme l'impératif absolu du maintien de son leadership sur le système international, représente à y regarder de plus près, une concession décisive aux thèses réalistes. Le plaidoyer pour une rupture radicale avec l'unilatéralisme présuppose de reconnaître la possibilité de voir la Chine, dans un proche avenir, à même de supplanter les États-Unis comme première puissance mondiale. Ils doivent bien faire face alors au problème classique qui se serait répété au cours de l'histoire d'une *transition de puissance*¹. Joseph Nye rappelle récemment en s'interrogeant sur *l'avenir du pouvoir Américain*, l'ordre généalogique des puissances qui se succédèrent dans l'affirmation de leur empire avant de connaître un inexorable déclin. Le 16^e siècle fut celui de l'Espagne, le 17^e voit la domination des Pays-Bas, au 18^e la France impose sa puissance au monde, le 19^e instaure le règne du Royaume Uni et le 20^e consacre l'hégémonie américaine. Il laisse alors ouverte la question de savoir si au 21^e siècle celle-ci devra s'effacer devant la prééminence de la Chine aussi bien en termes de *hard* que de *soft power*².

G2 et/ou multilatéralisme.

Elle représente, dans la tradition réaliste, un moment dramatique et lourd de menace pour la paix. Le système international est alors déstabilisé et à la recherche d'un nouvel équilibre, du fait de la montée inexorable d'une autre puissance majeure, corrélative du déclin de la puissance dominante du moment. Admettre qu'une telle transition, avec les dangers qu'elle recèle, est aujourd'hui engagée entre la Chine et les États-Unis, justifie la stratégie proposée par Ikenberry lorsqu'il affirme que : « Le "*moment unipolaire*" américain doit inévitablement prendre fin. Si la lutte décisive du vingt-et-unième siècle est entre la Chine et les États-Unis, la Chine devrait avoir l'avantage. Si la lutte décisive est entre la Chine et le système occidental revivifié, l'Occident doit triompher »³.

Pourtant, le retour au multilatéralisme qu'il recommande implique une présentation de la situation qui peut être contestée. Si les bienfaits apportés par l'ordre normatif et institutionnel construit par les États-Unis, et plus largement l'Occident, depuis la fin de la Seconde Guerre

1. A.F.K. Organsky, *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, New York, Chatham House, 2000. Cf., l'application de la théorie par Avery Goldstein, « Power Transitions, Institutions, and China's Rise in East Asia : Theoretical Expectations and Evidence », *Strategic Studies*, 30 (4), 2007, pp. 639-682.

2. Joseph S. Nye, « The future of American Power », *Foreign Affairs*, 89 (6), nov./dec. 2010, pp. 2-12.

3. Ikenberry, « The rise of China and the Future of the West », op. cit., p.25.

mondiale, ne sont pas, dans l'esprit des libéraux, comme nous l'avons vu plus haut, susceptibles d'être contestés, la question demeure ouverte de savoir si les responsables chinois en sont, eux, pleinement convaincus, ce que leur comportement et leur discours ne permettent pas de prouver avec certitude aujourd'hui.

Cette incertitude permet la différenciation, en 2008, de deux propositions stratégiques qui se situent dans l'univers intellectuel du libéralisme institutionnel. La première, relève des Relations Internationales. La seconde traduit davantage l'évolution de la réflexion sur les relations entre la Chine et les États-Unis dans les milieux économiques, même s'il existe des points de contacts enchevêtrés entre les deux analyses qui divergent par leurs propositions.

Tout d'abord, on peut argumenter, comme le fait Ikenberry dans une perspective constructiviste holiste, que d'ores et déjà, la Chine « fonctionne de plus en plus dans l'ordre occidental, bien plus qu'en dehors de lui »¹ en faisant un usage actif de ses institutions – une opportunité qui ne s'était jamais présentée aux grandes puissances émergentes du passé.

Cela est dû à l'ordre international qui, « à la différence des systèmes impériaux anciens, est construit sur des règles et des normes inclusives et de marché ouvert qui offrent des conditions permettant aux États émergents de poursuivre leurs objectifs économiques et politiques en son sein »².

Il se distingue résolument, par cette analyse, des réalistes dans la mesure où cette intégration, ainsi que l'appartenance de la Chine au club des puissances nucléaires, lui permet d'affirmer que « le changement par la guerre a été forclos comme mode de réalisation de l'histoire ». Il est alors tenu de forcer le trait pour arracher l'adhésion.

À l'en croire, la Chine possède déjà tous les atouts qui font d'elle une grande puissance soucieuse du maintien d'un *statu quo* dont elle tire des bénéfices considérables, grâce à un système « ouvert, et à des institutions peu contraignantes qu'elle a embrassées avec enthousiasme et dans lesquelles elle prospère ». Ikenberry peut alors affirmer que « la Chine est parfaitement avertie qu'aucune puissance majeure ne peut se moderniser sans intégrer le système capitaliste globalisé et que devenir une grande puissance ne lui laissait d'autre choix que de rejoindre des institutions comme l'Organisation Mondiale du Commerce »³.

En retour, l'intérêt bien compris des pays occidentaux est d'admettre la Chine non pas comme client mais comme partenaire à part

1. Ibid., p.32.

2. Ibid., p. 29.

3. Ibid., p. 32.

entière au cœur des institutions de gouvernance de l'économie mondiale. Dans cette perspective, cela « ne doit pas conduire à une lutte titanesque avec les États-Unis pour le leadership et la conception des règles globales. L'ordre occidental libéral dispose du potentiel pour faire de la transition un changement pacifique dans des termes favorables aux États-Unis »¹.

Mais ils doivent rompre avec l'unilatéralisme de l'administration Bush, tout en consolidant leurs alliances traditionnelles, en Europe comme en Asie. C'est à l'Amérique de montrer la voie en prenant la direction du renouveau des normes et des institutions internationales qui doit conduire au renforcement de leur légitimité.

Il s'agit de participer activement à la formation d'un système global intégrateur et cohérent de relations multilatérales qui permette aux États en développement et aux pays émergents d'y trouver leurs bénéfices en recherchant des solutions communes, notamment en matière de commerce international, de sécurité et d'environnement.

Le danger majeur est que l'ordre international « se fragmente en un ensemble d'arrangements bilatéraux et "*mini latéraux*" conduisant les États-Unis à ne plus être liés qu'à quelques États clefs dans différentes régions du monde. Dans un tel scénario, la Chine pourrait avoir une opportunité pour construire son propre ensemble de pactes bilatéraux et "*mini latéraux*". Ceci pourrait avoir comme conséquences de diviser le monde en des sphères d'influence concurrentes américaines et chinoises »².

Il est clairement fait allusion à la situation des plus inconfortables pour les États-Unis, en Asie Pacifique, face à l'influence grandissante de la Chine dans la région. Le multilatéralisme est bien alors construit comme la panacée à même de sauver le leadership américain dans un avenir qui en fera inévitablement la première puissance économique, sinon militaire, du monde.

Un économiste, Fred Bergsten, considère comme Ikenberry qu'il est illusoire de croire pouvoir empêcher la Chine de devenir une grande puissance globale entre dans le débat avec la proposition spectaculaire d'une cogestion de l'économie mondiale par les États-Unis et la Chine en instaurant un G2 entre les deux superpuissances.

Elle se trouve en complète contradiction avec la recommandation du politiste libéral aux responsables de la politique étrangère américaine, de faire absolument prévaloir les relations multilatérales sur les relations bilatérales pour avoir quelques chances de sauver le leadership américain face à l'émergence chinoise.

1. Ibid., p. 33.

2. Ibid., p. 35.

Ainsi, dans un article provocant, publié dans le cadre de la promotion d'un ouvrage collectif se proposant d'évaluer *les défis et les opportunités* que représente ladite émergence chinoise¹, ouvrage dont il a assuré la direction avec d'autres experts américains fortement impliqués dans les réseaux multiples, formant le tissu dense des relations bilatérales établies entre la Chine et les États-Unis depuis près de trente ans², Fred Bergstein justifie ainsi sa proposition d'un G2 : « Pour faire face à la situation, Washington doit faire subir un subtil mais fondamental changement à sa stratégie économique à l'égard de Beijing. Au lieu de se focaliser sur d'étroits problèmes bilatéraux, il doit chercher à développer un véritable partenariat avec Beijing pour donner un leadership commun au système économique global. Seule une approche par un tel "G 2" peut rendre justice, et être perçue comme rendant justice, au nouveau rôle de la nouvelle superpuissance économique globale et donc comme légitime architecte et organisateur de l'ordre économique international »³. Il veut apporter par là sa solution pour gérer la transition qui doit en faire dans les vingt prochaines années — aux dires des experts de l'OCDE —, la première puissance économique du monde, du moins en termes de PNB⁴.

Sa proposition découle d'une analyse qui vise à contester, tout autant les sombres prédictions des auteurs réalistes que les illusions entretenues par les libéraux comme Deudney et Ikenberry sur les vertus prêtées aux normes internationales pour l'intégrer dans le système international.

Le point fort de l'argumentation est de considérer qu'elle restera de toute façon, pour une bien plus longue période, un pays pauvre. Cela oblige les États-Unis à adopter une stratégie impliquant la construction d'une relation inédite de coopération « entre un pays riche développé et un pays pauvre en développement dans la mesure où la Chine est bien en passe de devenir, ce qui est sans précédents dans l'histoire de l'humanité, la première superpuissance économique pauvre »⁵.

1. Fred Bergstein, Charles Freeman, Nicolas Lardy, Derek Mitchell, *China's Rise. Challenges and Opportunities*, Washington DC, Peterson Institute for International Economics. Center for Strategic and International Studies, sept. 2008.

2. On s'apprête alors à fêter le trentième anniversaire du rétablissement complet en 1979 — sous la présidence de Carter — des relations diplomatiques entre la RPC et les États-Unis.

3. Fred Bergstein, « A Partnership of Equals. How Washington Should Respond to China's Economic Challenge », *Foreign Affairs*, 87 (4), 2008, p. 64.

4. On peut rappeler qu'en 2010, le revenu par habitant de la Chine représente moins du dixième de celui des États-Unis.

5. *Ibid.*, p. 67.

La Chine comme passager clandestin.

Son incorporation au système économique international, à l'inverse de ce qu'affirment les libéraux, reste modeste et ambiguë. Les normes internationales ont eu et risquent encore, à l'avenir, de ne pas avoir davantage d'emprise sur ses politiques si les États-Unis ne marquent pas de façon décisive, par un geste fort, leur volonté d'établir avec elle un authentique partenariat entre égaux. Sa démonstration lui impose de reprendre les reproches récurrents et les inquiétudes suscitées dans les milieux économiques par la conduite des autorités chinoises dans les domaines économique et monétaire.

Cela concerne tout autant le refus des autorités chinoises de réévaluer le Yuan que la faible implication de la Chine dans les négociations du cycle de Doha de l'OMC, ou encore la pratique d'une aide inconditionnée aux pays en développement, ainsi que l'établissement de relations privilégiées avec des régimes peu recommandables aux seules fins de sécuriser son approvisionnement en ressources énergétiques.

Son argumentation reflète aussi l'intérêt des mêmes milieux économiques et politiques américains pour le renforcement des relations économiques du fait de l'interdépendance grandissante qui s'est créée, au cours des dernières années, entre un pays emprunteur et son principal créancier – la *Chimerica* de Ferguson. Mais la relation a tourné de plus en plus au détriment des États-Unis avec l'éclatement de la crise financière internationale. Pour toutes ces raisons, la Chine n'est pas, à ses yeux, suffisamment intégrée au système économique mondial. Son comportement est souvent celui d'un passager clandestin qui profite des avantages du système économique international sans pour autant assumer les responsabilités qui devraient normalement revenir à la superpuissance qu'elle est en passe de devenir.

Cela tient tout autant dans la place qui lui est actuellement réservée dans les institutions internationales qu'au rôle dans lequel elle se cantonne volontairement : celui d'un pays qui ne semble pas arriver à concilier son statut de pays en développement et celui de grande puissance qu'elle est tout à la fois.

Mais plus encore « la Chine se sentirait mal à l'aise avec la perspective d'une simple intégration dans un système dans lequel elle n'a pas de rôle pour le développer »¹. Il faut donc lui garantir sa place de « partenaire responsable », en lui accordant « la totalité des droits afférents à un partage du leadership ». Dans une perspective interactionniste, l'auteur nous avertit : « Aujourd'hui les chinois ont de vifs débats pour savoir si leur pays doit agir unilatéralement, ou travailler dans le système

1. Ibid., p. 64.

international, et l'offre d'un véritable partenariat est à même de faire pencher la balance de façon décisive et constructive, accroissant la possibilité pour que leur pays puisse poursuivre sa trajectoire ascendante sans provoquer les chocs qu'ont connus les puissances émergentes du passé »¹.

Pour certains experts et entrepreneurs économiques américains de plus en plus engagés à travers de multiples forums dans une collaboration de plus en plus étroite avec leurs homologues chinois, l'instauration d'un G2 informel s'impose si l'on veut éviter une brutale *transition de pouvoirs* du fait d'une croissance économique chinoise qui ne semble pas devoir fléchir.

La proposition de constituer un partenariat pour la conduite globale de l'économie mondiale entre la Chine et les États-Unis, sous la forme d'un G2, dans une coopération fondée sur « *la confiance et la compréhension mutuelle* », représente une surenchère dans la politique d'engagement pratiquée depuis trente ans.

Les deux grands stratèges américains, Kissinger et Brzezinski apportent rapidement leur caution à l'idée du G2 en s'en faisant des porte-parole éloquents. Ainsi, en janvier 2009, lors des cérémonies marquant le trentième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les États-Unis, Zbigniew Brzezinski reprend à son compte, mots pour mots, la proposition de Bergsten en affirmant « ce dont nous avons besoin est un G2 informel ». Il propose en conséquence de « tenir à échéance régulière des réunions informelles au sommet, pour mener des discussions approfondies sur les problèmes du monde en général, et pas seulement sur ce qui relève de nos relations bilatérales »²

En février 2009, Hillary Clinton, lors d'une première tournée en Asie comme secrétaire d'État, donne clairement l'impression, dans plusieurs discours, de faire sienne l'idée d'un G2. Elle y apporte une caution majeure en déclarant, depuis Beijing, à une télévision chinoise, qu'en « continuant de soutenir les instruments du Trésor américain, la Chine reconnaît notre interdépendance. Clairement, nous allons tous nous en sortir ou échouer ensemble »³. Cette nouvelle stratégie, dictée par la conjoncture, faisant de la résolution de la crise financière internationale la priorité absolue de l'administration Obama. Elle est

1. Ibid., p. 68.

2. Publié dans le *Financial Times* du 13 janvier 2009.

3. Entretien accordé le 20 février à Dragon TV repris dans *L'Express* du 26 février 2009.

également présentée comme une rupture avec « les néoconservateurs tenants de la “*menace chinoise*” »¹.

Cette esquisse de proposition d'un G2 fait immédiatement surgir une perception négative. Elle renforce l'impression, dans le reste du monde, collusion entre les deux grandes puissances, dans des domaines comme la lutte contre le réchauffement climatique, où elles n'ont pas été, dans la période récente, irréprochable².

L'institutionnalisation d'un G2 entre les États-Unis et la Chine, en vue d'une concertation systématique au sommet sur les grands problèmes du monde prenant le pas sur les autres réunions entre chefs d'États et de gouvernement du genre G7 et autres G20 est très vite apparue inavouable aux responsables de la politique étrangère américaine.

Par ailleurs, entretenir des relations privilégiant les questions économiques globales faisait courir un autre risque. Celui de passer de plus en plus sous silence les questions qui fâchent, notamment les atteintes aux droits de l'homme³.

La perception d'une telle évolution provoque un débat sur son opportunité, au sein même du camp Démocrate. Des spécialistes libéraux de l'Asie, comme Elizabeth Economy et Adam Segal, mettent en garde la nouvelle administration contre la tentation d'un G2 qu'ils qualifient de « mirage »⁴.

Leur argumentation reflète l'ensemble des craintes et des interrogations que l'apparence d'un spectaculaire rapprochement suscite dans le monde. Il leur faut, en la circonstance, faire œuvre de subtilité. Il s'agit de convaincre les responsables de la politique étrangère américaine, sans pour autant se faire en rien les avocats d'une quelconque politique

1. Cf. Valérie Niquet, « Les États-Unis d'Obama face aux défis asiatiques », *Politique Etrangère*, 74 (1), 2009, pp. 161-173.

2. Les réactions à la perspective d'un G2 iront, à travers le monde, de l'inquiétude à la réprobation, en passant par une profonde irritation, aussi bien en Europe qu'au Japon, ou dans les pays du Sud.

3. Ainsi, dans une déclaration reprise par une dépêche AFP du 20 février 2009 : « Amnesty International se déclare “choquée” et “extrêmement déçue” par les propos de la secrétaire d'État américaine selon lesquels la question des droits de l'homme ne doit pas “occulter” d'autres sujets de coopération avec la Chine ». A contrario, l'agence de presse russe, Novosti, ironise, dans une dépêche du 1er mars 2009, sur la défaite des croisés de la démocratie et des droits de l'homme que scelle la nouvelle stratégie américaine : « Si les États-Unis veulent rester forts pour “gouverner le monde en commun avec la Chine” ou, tout bonnement survivre dans ce monde, quelqu'un devait dire tôt ou tard ce que dit aujourd'hui Hillary Clinton ».

4. Elizabeth C. Economy, Adam Segal, « The G-2 Mirage. Why the United States and China Are Not Ready to Upgrade Ties », *Foreign Affairs*, 88 (3), 2009, pp. 14-23.

de *containment*, qu'une surenchère dans la politique d'engagement ne peut en rien effacer les différends qui, au contraire, ne peuvent que s'envenimer dans une relation bilatérale par trop exclusive.

Privilégier une politique de renforcement de la coopération entre les deux pays, symbolisée par l'instauration d'un dialogue au sommet régulier sur l'ensemble des problèmes du monde entre leurs dirigeants suprêmes, reviendrait pour les États-Unis à croire pouvoir ignorer « la disparité entre les intérêts, les valeurs et la puissance »¹ qui les séparent.

Ce serait fondamentalement une alliance contre nature, d'un coût prohibitif. Ils considèrent qu'« Obama doit continuer à travailler avec la Chine sur les problèmes globaux mais qu'il a aussi besoin de l'aide du monde pour accommoder les problèmes créés par sa percée économique ». Ils lui conseillent d'adopter une approche multilatérale qui privilégie une collaboration étroite avec ses alliés naturels que sont l'Europe et le Japon dans la mesure où les États-Unis ont besoin du reste du monde pour faire évoluer Beijing.

Néanmoins, Elisabeth Economy et Adam Segal, pour montrer toute l'importance qu'ils accordent à leurs relations bilatérales, n'en proposent pas moins de les reconfigurer, en confiant à une seule administration du plus haut niveau leur gestion, pour éviter les phénomènes bureaucratiques.

Les auteurs libéraux trouveront, dès la fin 2009, un allié en la personne du Premier ministre chinois Wen Jiabao, qui à l'occasion du premier voyage officiel de Barack Obama en Chine, rejettera l'idée d'un G2, que le nouveau président américain s'était bien gardé de lui proposer. Wen Jiabao affirme alors, avec une grande prudence, que son pays demeure « un pays en voie de développement avec une énorme population et qu'il a encore un long chemin à parcourir avant d'être modernisée. Il poursuivra sa politique étrangère d'indépendance et de paix et ne s'alignera sur aucun pays ni bloc de pays »².

Pour autant, un G2, de fait, s'est bel et bien imposé en décembre 2009, lors de la conférence réunie à Copenhague sur le changement climatique³. Les deux pays, trouvant un intérêt commun dans des engagements *à minima*, qu'ils imposèrent au reste du monde, pays développés, en développement, ou qualifiés d'émergents, confondus, se sont ainsi affirmés avec éclat comme les deux grandes puissances globales de ce début de XXI^e siècle.

1. Ibid., p. 14.

2. Agence Xinhua, 18 novembre 2009.

3. Cf. l'article publié dans *Le Monde* du 20-21 décembre 2009 rendant compte de la conférence : « Les affaires du monde soumises au tandem Chine-États-Unis ».

Conclusion

Le 14 février 2011, la nouvelle fait la Une des journaux : « La Chine est devenue la deuxième économie mondiale »¹ dépassant le Japon en termes de PIB. En clair, elle franchit ainsi la dernière étape avant de détrôner autour de 2027 selon les prévisions de Goldman Sachs, les États-Unis comme première puissance économique mondiale. L'information fait sens, sur tous les continents, comme la confirmation d'un bouleversement annoncé, qui verrait la Chine à même de devenir la principale puissance globale au cours du XXI^e siècle. La peur de la Chine, comprise comme menace diffuse sur l'ordre international entretenue jour après jour depuis près de dix ans se trouve ainsi validée².

Cette croyance a incontestablement trouvé sa genèse dans les incessantes spéculations sur les dangers recelés par la situation en Asie Pacifique, immobilisée, sinon figée, dans un équilibre incertain entre les grandes puissances – Chine, États-Unis, Japon, Russie, Inde – au cours des vingt années qui ont suivi la Guerre froide. Les relations entre tous les États de la région demeurent jusqu'à maintenant, en dépit de progrès sur la voie de la coopération, empreintes de méfiance. Des crises surgissent périodiquement au gré de multiples incidents, rappelant que l'on se trouve dans une configuration de paix armée où tous les acteurs restent sur la défensive, ce qui laisse peu d'espoir à la formation d'une communauté de sécurité collective. L'Amérique y fait figure de puissance *offshore* ayant garanti et pérennisé sur toute la période une stabilité perçue comme précaire. Dans ce contexte l'irrésistible ascension économique d'une Chine autoritaire s'est progressivement imposée aux experts et décideurs américains des administrations successives comme la source d'une menace majeure, interdisant aux États-Unis de baisser le niveau de leur engagement stratégique dans la région.

À travers la structuration d'argumentations savantes et partisans autour de ce *dilemme de sécurité régionale*, s'est imposée et perdue dans la littérature une vision dramatisée de l'émergence chinoise comprise comme un défi global au leadership mondial des États-Unis, susceptible de conduire, si l'on n'y prenait garde, et cela dans un avenir plus ou

1. *Le Monde*, 14 février 2011.

2. Par antiphrase, *Le Temps de Genève* du 18 février 2011 titre « Pas de quoi avoir peur de la Chine, désormais deuxième puissance mondiale ». On y souligne à juste titre que la Chine demeure un pays pauvre. Le revenu par habitant y est dix fois inférieur à celui du Japon ou des États-Unis.

moins lointain, à une inévitable confrontation sinon à une guerre ouverte entre les deux pays¹.

Spécialistes des Relations Internationales et des questions de sécurité de toutes obédiences², économistes, historiens, sinologues, stratèges, experts, analystes de think tanks et fonctionnaires en charge des politiques étrangère et de défense, professionnels de la politique mais aussi journalistes et essayistes américains ont apporté leur contribution, chacun dans son registre discursif, à l'actualisation et à la large popularisation de la croyance en l'inévitable succession des expériences impériales. Le moment serait aujourd'hui celui de *l'heure de vérité* pour l'empire Américain face au *challenger* Chinois³.

Ceci forme le cadrage intellectuel de l'élaboration des politiques, comme on peut s'en apercevoir dans les débats budgétaires sur la nécessité, en période de crise économique, de réduire les dépenses de défense pour 2011⁴. Est renforcée la perception d'une menace, tout compte fait essentiellement militaire, dans le registre classique du réalisme, même si ses tenants se défendent aujourd'hui de l'accusation de pessimisme dans leur débat avec les libéraux⁵.

Cette croyance en une *menace chinoise* entretient un profond climat d'incertitude sur la conduite à tenir face à ce danger imaginé. Les conceptualisations proposées au gré des controverses théoriques et politiques révèlent à l'expérience leur incapacité à guider les choix stratégiques.

Ainsi la libérale Elisabeth Economy ne voit aujourd'hui littéralement aucun secours dans les buzzwords : *containement*, *engagement*, *congagement*, *hedging* et autre G2 en vogue chez les internationalistes pour renouveler une stratégie devant définitivement entériner la transformation des règles du jeu imposée par la place retrouvée de la Chine dans l'économie mondiale. Elle se réfugie dans le rappel des

1. Cf., le dossier intitulé, « Will China's Rise Lead to War ? », *Foreign Affairs*, 90 (2), 2011.

2. Fred Chernoff, *Theory and Metatheory in International Relations*, New York, Palgrave, 2007.

3. Cf. le chapitre Le challenger consacré à la Chine in : Fareed Zakaria, *L'Empire américain. L'heure du partage*, Paris, Éditions Saint-Simon, 2007, pp. 108-142. Les théories sur les successions d'empires ont eu un écho considérable en Chine. La télévision CCTV a consacré en 2006 un documentaire en douze épisodes sur l'émergence des grandes puissances, avec notamment un entretien avec Paul Kennedy.

4. On peut citer Michael O'Hanlon « American Military Power is Designed in Part to Maintain the Stability in an International System that Includes Rising Powers Like China... » in : « *Defense Budgets and American Power* », Policy Paper, Foreign Policy at Brookings, 24 déc. 2010, p. 2.

5. Charles Glaser, Will China's Rise Lead to War ? Why Realism Does Not Mean Pessimism », *Foreign Affairs*, 90 (2), 2011, pp. 80-91.

principes cardinaux d'une politique étrangère devant faire prévaloir le multilatéralisme, les valeurs essentielles de l'Amérique et au service de ses objectifs et d'intérêts fondamentaux, notamment au plan intérieur¹.

Le scepticisme domine aujourd'hui quant à l'utilité pratique des grandes théories confectionnées par les Huntington, Fukuyama ou Mearsheimer. Elles ont au sortir de la Guerre froide servi un moment de point de ralliement et de contestation intellectuelle et politique. Leur force tenait dans leur simplicité, leurs conclusions péremptoires et leurs prétentions prédictives. Ces *grandes idées* se seraient révélées de *grandes illusions*². La vision tragique de Mearsheimer constitue une pensée immobile, figée sur la seule recommandation de contenir l'émergence Chinoise, condition nécessaire mais non suffisante à la survie de l'empire américain. Si la menace structure toujours la réflexion, les chercheurs tendent dorénavant à lui préférer des analyses moins ambitieuses et plus sensibles aux réalités empiriques. Ils doutent de jamais trouver une métathéorie en Relations Internationales capable d'éclairer la décision politique, mais c'est avec la conscience d'une réalité toujours plus complexe où les événements les plus improbables ont le plus de chance de survenir³. Ainsi l'émergence chinoise représente une illustration métaphorique de la place prise dans les débats théoriques contemporains en Relations Internationale par la question de *l'émergence*, comprise comme manifestation ontologique d'une Réalité que les discours savants ne parviendront jamais à traduire dans sa plénitude, ni percer le secret de la rationalité que la démarche scientifique ne peut renoncer complètement à lui prêter⁴.

Par ailleurs, les recherches sinologiques sur l'élaboration de la politique étrangère chinoise, sont de plus en plus sophistiquées dans l'analyse des mécanismes bureaucratiques et des multiples jeux d'acteurs et tendances y contribuant, mais elles n'arrivent pas à convaincre de leur

1. Elizabeth C. Economy, « The Game Changer. Coping With China's Foreign Policy Revolution », *Foreign Affairs*, 89 (6), 2010, pp. 142-152.

2. Cité par Richard K. Betts, « Conflict or Coopération. Three Visions Revisited », *Foreign Affairs*, 89 (6), 2010 p. 193.

3. Juha Kämpylä, Harri Mikkola ; « A critical Look at Criticla Realism : Some Observations on the Problems of Metatheory », *World Political Science Review*, 6 (1), jan. 2010, pp. 102-146.

4. Cf. Dave Elder-Vasse, « Emergence and the Realist Account of Cause. », *Journal of Critical Realism*, 4 (2), 2005, pp. 315-338 ; Kim Jaegson, « Making Sense of Emergence. », *Philosophical Studies*, 95, 1999, pp. 3-36 ; David Leon, « Reductionisme, Emergence, and Explanation in International Relations Theory » in : Colin Wight, Jonathan Joseph, (Eds.), *Scientific Realism and International Relations*, New York, Palgrave Mcmillan, 2010, pp. 26-84. Une question inlassablement reprise depuis les débats sur le matérialisme historique d'inspiration marxiste ou dans sa critique la plus décisive de Michel Foucault : *Les Mots et les choses*, Paris Gallimard, 1966.

capacité à pouvoir progresser dans la compréhension des intentions des décideurs chinois dans un système politique qui demeure opaque. Ces travaux ne permettent pas d'intégrer les incertitudes quant aux nouvelles menaces pesant sur les objectifs internationaux de la Chine, conséquences même de sa plus forte exposition à de nouveaux dangers – comme le terrorisme, la piraterie, les possibles réactions antichinoises à sa présence en Afrique, la réprobation de son soutien à des régimes peu fréquentables – indépendamment d'une stratégie, par défaut, de passer clandestin et des intentions initiales de ses dirigeants¹.

On a ainsi relevé l'irritation des autorités chinoises qui, face au constat selon lequel en Asie, « militairement et diplomatiquement, les États-Unis marquent des points contre la puissance chinoise »² tiennent à rappeler, par la voix du ministre chinois des Affaires Étrangères, Jiang Yu, la « poursuite de manière inébranlable dans la voie d'un développement pacifique et la poursuite d'une politique de défense nationale qui est par nature défensive »³.

Dans la période récente, les responsables politiques des deux titans supposés en compétition pour la suprématie internationale sont, de fait, principalement occupés par des problèmes internes. La résorption des conséquences sociales de la crise économique détourne l'administration américaine des questions internationales et encourage les tendances à l'isolationnisme en focalisant l'attention sur la protection et la création d'emplois aux États-Unis. En Chine, les autorités s'inquiètent de la montée du mécontentement dont témoigne la multiplication des conflits sociaux ainsi que des phénomènes inflationnistes.

Cependant, les autorités politiques des deux pays gardent à leur disposition des armes discursives majeures, reposant sur des arguments formant une *grande stratégie*⁴ au plan international, à même de recruter à tout moment sur la scène politique intérieure des soutiens politiques, bureaucratiques, économiques et sociaux. Elle vise à répondre aux menaces globales exigeant une *sécurisation* ou une *désécurisation* des relations, pour reprendre les expressions de Ole Waever⁵, sur des questions comme le terrorisme, les effets d'une crise financière, la prolifération nucléaire ou les problèmes environnementaux supposant

1. Ely Ratner, « The Emergent Security Threats Reshaping China's Rise. », *The Washington Quarterly*, winter 2010, pp. 29-43.

2. *Libération*, 11 août 2010, à l'unisson de la presse internationale.

3. Rapporté dans *Le Monde* du 20 août 2010.

4. Wang Jisi, « China's Search for a Grand Strategy », *Foreign Affairs*, 90 (2), 2011, pp. 68-79.

5. Ole Waever, « « Securitization and Desecuritization » in : Ronnie D. Lipschutz (Ed.), *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, pp. 46-86.

également des politiques internationales plus affirmées des deux États pour répondre à des préoccupations commune¹.

La *menace chinoise*, comprise comme la possibilité de voir la Chine se substituer aux États-Unis comme seule puissance globale, construit une « *conflictualité utile* »², pour reprendre l'expression proposée par le spécialiste des relations internationales Thomas J. Christensen pour décrire l'usage, dans les deux pays, des constructions stratégiques visant à guider les politiques, menées de part et d'autre aux débuts de la Guerre froide. Cette conflictualité trouve son utilité en autorisant l'ensemble des politiques et des discours, aussi bien au plan interne qu'international, qui régissent les relations entre les deux États, pour le meilleur et pour le pire.

*

* *

1. Thomas J. Christensen, « The Advantages of an Assertive China », *Foreign Affairs*, 90 (2), 2011, pp. 54-67.

2. Thomas J. Christensen, *Useful Adversaries : Grand Strategy, Domestic Mobilization, and Sino-American Conflict, 1947-1958*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

Bibliographie

A

- Adler Emanuel, Barnett Michael N. (Éds.), *Security Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Adler Emanuel, Haas Peter M., « Conclusion : Epistemic Communities, World Order, and the Creation of a Reflexive Research Program », *International Organization*, 46 (1), 1992, pp. 367-390.
- Alden Chris, *China in Africa*, Londres, Zed Books, 2007.
- Alden Chris, Daniel Large, Ricardo Soares de Oliveira (Éds.), *China Returns to Africa. A Rising Power and a Continent Embrace*, Londres, Hurst & Company, 2008.
- Almond Gabriel, *The American People and Foreign policy*, New York, Praeger, 1960.
- Art Robert J., « Geopolitics Updated : the strategy of Selective Engagement », *International security*, 23 (3), hiv.1998-99, pp. 79-113.
- Axelrod Robert M., *The Evolution of Cooperation*, New York, Basic Books, 1984.
- Atwood J. Brian, McPherson M. Peter, Natsios Andrew, « Arrested Development. Making Foreign Aid More Effective Tool », *Foreign Affairs*, 87 (6), nov./déc. 2008, pp. 123-132.
- Axelrod Robert M., Keohane Robert O., « Achieving Cooperation under Anarchy : Strategies and Institutions », *World Politics*, 38 (1), oct. 1985, pp. 226-54.

B

- Baum Richard, « Zoellick's Roadmap and the Future of U.S.-China Relations », *NBR Analysis*, 16 (4), déc. 2005, pp. 15-21.
- Berger Peter, Luckman Thomas, *The Social Construction of Reality*, New York, Anchor Books, 1966.
- Bergstein Fred, Charles Freeman, Lardy Nicolas, Mitchell Derek, *China's Rise. Challenges and Opportunities*, Washington, Peterson Institute for International Economics, Center for Strategic and International Studies, septembre 2008.
- Bergstein Fred, « A Partnership of Equals. How Washington Should Respond to China's Economic Challenge », *Foreign Affairs*, 87 (4), jul./août. 2008, pp. 57-69.
- Bernstein Richard, Munro Ross H., *The Coming Conflict with China*, New York, Alfred A. Knopf, [1997], trad., *Chine-États-Unis : danger*, Paris, Bleu de Chine, 1998.
- Bourke Joanna, *Fear. A Cultural History*, Londres, Virago Press, 2005.

- Brautigam Deborah, *The Dragon's Gift. The Real Story of China in Africa*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- Bull Hedley, *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1977.
- Buzan Barry, *People, States and Fear. An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, New York, Harvester Wheatsheaf, 1991.
- Buzan Barry, Ole Waever, *Regions and Powers. The Structure of International Security*, Londres, Cambridge University Press, 2003.
- Buzan Barry, Segal Gerald, « The rise of "lite" powers », *World Policy Journal*, 13 (3), 1996, pp. 1-10.

C

- Cabestan Jean-Pierre, *Chine-Taiwan. La guerre est-elle concevable ?*, Paris, Économica, 2003.
- Cabestan Jean-Pierre, Vermander Benoît, *La Chine et ses frontières*, Paris, Les presses de sciences po., 2005.
- Campbell Horace, « China in Africa : Challenging U.S. Global hegemony », *Third World Quarterly*, 29 (1), 2008, pp. 89-106.
- Camroux David, Domenach Jean-Luc (Éds.), *L'Asie Retrouvée*, Paris, Seuil, 1997.
- Carlson Allen, « More than Just Saying No. China's evolving approach to sovereignty and intervention since Tiananmen », in : Johnston, Ross, *New Direction in the study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006, pp. 217-241.
- Cercle Turgot, *La Chinamérique, Un couple contre-nature ?*, Paris, Eyrolles, 2010.
- Charnoz Olivier, Severino Jean-Michel, *L'aide publique au développement*, Paris, La Découverte, 2007.
- Checkel Jeffrey T., « The Constructivist Turn in International Relations Theory », *World Politics*, 50 (2), jan. 1998, p. 324-348.
- Checkel Jeffrey T., « Why Comply ? Social Learning and European Identity Change », *International Organization*, 55 (3), 2001, pp. 553-88.
- Chernoff Fred, *Theory and Metatheory in International Relations*, New York, Palgrave, 2007.
- Christensen Thomas J., *Useful Adversaries : Grand Strategy, Domestic Mobilization, and Sino-American Conflict, 1947-1958*, Princeton, Princeton University Press, 1996.
- Christensen Thomas J., « Chinese Realpolitik », *Foreign Affairs*, 75 (5), 1996, pp. 37-52.
- Christensen Thomas J., « Posing Problems without Catching Up : China's Rise and Challenges for U.S. Security Policy », *International Security*, 25 (4), 2001, pp. 5-40.

Christensen Thomas J., « China, The U.S.-Japan Alliance, and the Security Dillema in East Asia », in : Ikenberry G. John, Mastanduno Michael (Éds.), *International Relations Theory and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003, pp. 25-56.

Christensen Thomas J., « Fostering Stability or Creating a Monster ? The Rise of China and U.S. Policy toward East Asia », *International Security*, 31 (1), 2006, pp. 81-126.

Christensen Thomas J., « The Advantage of an Assertive China », *Foreign Affairs*, 90 (2), mars /avril, 2011, pp. 54 - 67.

Clowe Barbara Barksdale, *Brainpower for the cold War : The Sputnik. Crisis and National Defense Education Act of 1958*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1981.

Cooper Robert, *La fracture des nations. Ordre et chaos au XXI^e siècle*, [2003], trad, Paris, Denoël, 2004.

Cortell Andrew, Davis James W., « How do International Institutions Matter ? The domestic Impact of International Rules and Normes », *International Studies Quarterly*, 40 (4), dec. 1996, pp. 451-478.

Crawford Neta C., *Argument and Change in World Politics. Ethics, Decolonization, and Humanitarian Internvention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Crozier Michel, Friedberg Erhard, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action sociale*, Paris, Éditions du Seuil, 1977.

D

Deudney Daniel, Ikenberry G. John, « The international Sources of Soviet Change », *International Security*, 16 (3), 1991-1992, pp. 74-118.

Deudney Daniel, Ikenberry John, « The Myth of Autocratic Revival. Why Liberal Democracy will Prevail », *Foreign Affairs*, 88 (1), jan./fév. 2009, pp. 77-93.

Domenach Jean-Luc, *La Chine m'inquiète*, Paris, Perrin, 2008.

Doyle Michael W., « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs », *Philosophy and Public Affairs*, 12 (3-4), 1983, pp. 205–235.

Doyle Michael W., « Liberalim and World Politics », *American Political Science Review*, 80 (4), dec. 1986, pp. 1151–1169.

Drezner Daniel W. (Éd.), *Locating the Proper Authorities. The Interaction of Domestic and International Institutions*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2003.

E

Eberwein Wolf-Dieter, « Le paradoxe humanitaire : Normes et pratiques », *Cultures & Conflits*, (60), déc. 2005, pp. 15-38.

Economy Elizabeth, Oksenberg Michael (Éds.), *China joins the World : Progress and Prospects*, New York, Council of Foreign Relations Press, 1999.

Economy Elizabeth, « The Impact of International Regimes on Chinese Foreign Policy-Making : Broadening Perspectives and Policies ... But Only to a Point », in Lampton David (Éd.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2001, pp. 230-253.

Economy Elisabeth, Segal Adam, « China's Olympic Nightmare. What the Games Mean for Beijing's Future. », *Foreign Affairs*, 87 (4), juil./août. 2008, pp. 47-56.

Economy Elizabeth C., Segal Adam, « The G-2 Mirage. Why the United States and China Are Not Ready to Upgrade Ties », *Foreign Affairs*, 88 (3), mai/juin 2009, pp. 14-23.

Edelstein David M., « Managing Uncertainty : Beliefs about Intentions and the Rise of great Powers », *Security Studies*, 12 (1), 2002, pp. 1-40.

Eisenman Joshua, Heginbotham Eric, Mitchell Dereck (Éds.), *China and the Developing World. Beijing's Strategy for the Twenty-First Century*, New York, M.E. Sharpe, 2007.

Evangelista Matthew, *Unarmed Forces : The Transnational Movement to End the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 1999.

Evans Peter B., Jacobson Harold K., Putnam Robert D. (Éds.), *Double-Edged Diplomacy : International Bargaining and Domestic Politics*, Berkeley, University of California Press, 1993.

Evans Tony, Wilson Peter, « Regime Theory and the English School of International Relations », *Millennium*, 21 (3), 1992, pp. 329-351.

F

Fairbank John King (Éd.), *The Chinese world order : Traditional China's Foreign Relations*, Cambridge, Harvard University Press, 1968.

Ferguson Niall, *Empire : How Britain Made the Modern World*, Londres, Penguin, 2004.

Ferguson Niall, *Colossus : The Rise and Fall of the American Empire*, Londres, Allen Lane, 2004.

Ferguson Niall, Schularick Moritz, « Chimerica and global asset market boom », *International Finance*, 10 (3), 2007, pp. 215-239.

Ferguson Niall, Schularick Moritz, « The End of Chimerica », *Working Papers*, Harvard, déc. 2009.

Finnemore Martha, *National Interests in International Society*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.

Finnemore Martha, « International Organizations as Teachers of Norms : The United Nations Educational Scientific and Cultural

Organizations and Science Policy », *International Organization*, 47 (4), 1993, pp. 565-597.

Finnemore Martha, « Constructing Norms of Humanitarian Intervention », in : Peter Katzenstein (Éd.), *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996, pp. 153-185.

Finnemore Martha, Sicking Kathryn, « International Norm Dynamics and Political Change », *International Organization*, 52 (4), 1998, pp. 887-917.

Foot Rosemary, *Rights beyond Borders : The global community and the Struggle over Human Rights in China*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

Foot Rosemary, « Chinese power and the Idea of Responsible State », *The China Journal*, (45), jan. 2001, pp. 1-19.

Fouilleux Eve, *La PAC et ses réformes. Une politique à l'épreuve de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Fouilleux Eve, « Acteurs et concurrences dans la fabrication des référentiels internationaux. La FAO et les normes de politique agricole », in : Schemeil Yves, Eberwein Wolf-Dieter (Éd.), *Normer le Monde*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 153-175.

Fravel M. Taylor, « Regime Insecurity and International Cooperation : Explaining China's Compromises in Territorial Disputes », *International Security*, 30 (2), 2005, pp. 46-83

Friedberg Aaron L., « Ripe for Rivalry : Prospects for Peace in a multipolar Asia », *International Security*, 18 (3), 1993-94, pp. 5-33.

Friedberg Aaron L., « The struggle for the Mastery of Asia », *Commentary*, 110 (4), nov. 2000, pp. 17-26.

Friedberg Aaron L., « The Future of U.S.-China Relations : Is Conflict Inevitable ? », *International Security*, 30 (2), 2005, pp.7-45.

Friedman Edward, « Reflecting Mirrors across the Taiwan Straits : American Perspectives on a China Threat » in : Yee Herbert, Storey Ian, (Éds.), *The China Threat : Perceptions, Myths and Reality*, Londres, Routledge, 2002, pp. 65-85.

Fukuyama Francis, *The end of history and the last man*, New York, Free Press, [1992], trad., *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

G

Gaddis John Lewis, *The long Peace : Inquiries into the History of the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1987

Gaddis John Lewis, *We Now Know. Rethinking Cold War History*, New York, Oxford University Press, 1997.

Gat Azar, *Victorious and Vulnerable. Why Democracy Won in the 20th Century and How it is Still Emperiled*, Boulder, Rowman & Littlefield, 2010.

Gat Azar, « The Return of Authoritarian Great Powers », *Foreign Affairs*, 86 (4), jul./août. 2007, pp. 59-70.

Gates Robert M., « A Balanced Strategy. Reprogramming the Pentagon for a New Age », *Foreign Affairs*, 88 (1), jan./fev. 2009, pp. 28-40.

Gertz Bill, *The China Threat : How the People's Republic of China Targets America*, Washington, Regnery Publishing, 2000.

Gholz Eugene, Sapolsky Harvey, « Come Home, America : The strategy of Restraint in face of the Temptation », *International Security*, 21 (4), 1997, pp. 5-48.

Gibbon Edward, *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*, Londres, Stahan & Cadel, 1776-1789.

Gilpin Robert, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

Gilpin Robert, « Sources of American-Japanese Economic conflict » in : Ikenberry G. John, Mastanduno Michael (Éds.), *International Relations Theory and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003, pp. 299-322.

Glaser Bonnie S., Medeiros Evan S., « The Changing Ecology of Foreign Policy-Making in China : The Ascension and Demise of the Theory of « Peaceful Rise », *The China Quarterly*, (190), juin 2007, pp. 291-310.

Glaser Charles, « Will China's Rise Lead to War ? », 90 (2), mars/avril, 2011, pp. 80-91.

Glazer Charles L., Kaufmann Chaim, « What is the Offense-Defense Balance and Can We Measure it ? », *International Security*, 22 (4), 1998, pp. 44-82.

Goh Evelyn, *Constructing the U.S. Rapprochement with China, 1961-1974 : from Red Menace to Tacit Ally*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Goldstein Avery, « The Diplomatic Face of China's Grand Strategy : A Rising Power's Emerging Choice », *The China Quarterly*, (168), dec. 2001, pp. 835-864.

Goldstein Avery, « An Emerging China's Emerging Grand Strategy . A Neo-Bismarckien Turn ? », in : Ikenberry G. John, Mastanduno Michael (Éds.), *International Relations and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003, pp. 57-162.

Goldstein Avery, « Power Transitions, Institutions, and China's Rise in East Asia : Theoretical Expectations and Evidence », *Strategic Studies*, 30 (4), 2007, pp. 639-682.

H

Haass Richard N., *The reluctant Sheriff: The United States after the Cold War*. Defense, National Security, New York, A Council on Foreign Relations Book, Brookings Institution Press, 1997.

Haass Richard N., *The opportunity: America's moment to alter History's Course*, New York, Public Affairs, 2005.

Haass Richard N., « What to do With American Primacy », *Foreign Affairs*, 78 (5) 1999, pp. 37-49.

Haass Richard N., « Terms of engagement: Alternatives to punitive policies », *Survival*, 42 (2), 2000, pp. 113-135.

Hill Christopher, *The Changing Politics of Foreign Policy*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

Hocking Brian, « Rethinking the "new" public Diplomacy », in : Melissen Jan (Éd.), *The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, pp. 28-46.

Holmes J. Anthony, « Where Are the Civilians? How to Rebuild the U.S. Foreign Service », *Foreign Affairs*, 88 (1), jan./fév. 2009, pp. 148-160.

Holzman Marie, *L'envers des médailles. J.O. de Pékin 2008*, Paris, Editions Bleu de Chine, 2008.

Huntington Samuel P., *The Clash of Civilizations and the remaking of World Order*, New York, Simon and Schuster, [1996], trad., *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000.

Huntington Samuel P., « The Lonely Superpower », *Foreign Affairs*, 78 (2), 1999, pp. 35-49.

Hurd Ian, « Legitimacy and Authority in International Politics », *International organization*, 53 (2), 1999, pp. 379-408.

I

Ikenberry John G., *After Victory: Institutions, Strategic Restraint, and Rebuilding of Order After Major Wars*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

Ikenberry John G., « The Rise of China and the Future of the West. Can the Liberal System Survive? », *Foreign Affairs*, 88 (1), jan./fév. 2009, pp. 23-37.

Ikenberry John G., « The Future of the Liberal Order. Internationalism After America. », *Foreign Affairs*, 90 (3), mai/juin 2011, pp. 56-68.

Inglehart Ronald, Welzel Christian, « How Development Leads to Democracy. What We Know About Modernization », *Foreign Affairs*, 88 (2), mar./avr. 2009, pp. 33-48.

J

Jacques Martin, *When China Rules the World. The End of the Western World and the Birth of a New Global Order*, New York, Penguin Press, 2009.

Jakobson Linda, Dean Knox, « New Foreign Policy Actors in China », SIPRI Policy Paper, n° 26, Sept. 2010.

Jervis Robert, *Perceptions and Misperceptions in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

Jervis Robert, « Cooperation Under the Security Dilemma », *World Politics*, 30 (2), jan. 1978, pp. 167-214.

Johnston Alastair Iain, Ross Robert S. (Éds.), *Engaging China. The Management of an Emerging Power*, New York, Routledge, 1999.

Johnston Alastair Iain, *Social States. China in International Institutions, 1980-2000*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

Johnson Alastair Iain, Evans Paul, « China's engagement with multilateral security institutions », in : Johnston Alastair, Ross Robert (Éds.), *Engaging China*, New York, Routledge, 1999, pp. 235-272.

Johnston Alastair Iain, « Is China a Status Quo Power ? », *International Security*, 27 (4), 2003, pp. 5-56.

Johnston Alastair Iain, « The Social Effects of International Institutions on Domestic (Foreign Policy) Actors », in : Drezner Daniel W. (Éd.), *Locating the Proper Authorities. The Interaction of Domestic and International Institutions*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2003, pp. 145-196.

Johnston Alastair Iain, « The Correlates of Beijing Public Opinion Toward the United States, 1998-2004 », in : Johnston Alastair Iain, Ross Robert S. (Éds.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006, pp. 340-378.

Jolly Jean, *Les chinois à la conquête de l'Afrique*, Paris, Pygmalion, 2011.

Kagan Robert, Kristol William (Éds.), *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, San Francisco, Encounter Books, 2000.

K

Kapstein Ethan B., Mastanduno Michael, (Éds.), *Unipolar Politics : Realism and State Strategies after the Cold War*, New York, Columbia University Press, 1999.

Käpylä Juha, Mikkola Harri, « A Critical Look at Critical Realism : Some Observations on the Problems of Metatheory », *World Political Science Review*, 6 (1), 2010, pp. 1-32.

Katzenstein Peter J., Okawara Nobuo, « Japan Asian-Pacific Security, and the case for Analytical Eclecticism », *International Security Review*, 26 (3), 2001-2002, pp. 153-185.

- Keck Margaret E., Sikkink Kathryn, *Activists beyond Borders : Advocacy networks in International politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.
- Kelly James A., « United States Policy Toward China : A Timely Restatement », *NBR Analysis*, 16 (4), déc. 2005, pp. 29-32.
- Kennan George F. (« X »), « The sources of the Soviet Conduct » *Foreign Affairs*, 25 (4), juil., 1947, pp. 566-582.
- Kennedy Paul, *The Rise and fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York, Vintage Books, 1987.
- Keohane Robert O., Nye Joseph S., *Power and Interdependence World Politics in Transition*, Boston, LittleBrown, 1977.
- Keohane Robert O., *Internationales Institutions and State Power*, Boulder, Westview, 1989.
- Keohane Robert O., Martin Lisa, « The promise of Institutional Theory », *International Security*, 20 (1), 1995, pp. 39-51.
- Khalilzad Zalmay M., Shulsky Abram N., Byman Daniel L., Cliff Roger, Orletsky David T., Shlapak David, Tellis Ashley J., *The United States and a Rising China. Strategic and Military Implications*, Santa Monica, Rand Corporation, 1999.
- Kim Samuel S., « Chinese Foreign Policy Faces Globalization Challenges », in : Johnston, Ross, *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006, pp. 276-308.
- Klotz Audie, *Norms in International Relations : The struggle against Apartheid*, Ithaca, Cornell University Press, 1995.
- Krasner Stephen D. (Éd.), *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.
- Krasner Stephen D., *Sovereignty : Organized hypocrisy*, Princeton, Princeton University Press, 1999.
- Kratochwil Friedrich V., *Rules, Norms and Decisions : On the Conditions of Practical and legal Reasoning in International Relations and Domestic Affairs*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- Krauthammer Charles, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, 70 (1), 1990-91, pp. 23-33.
- Kupchan Charles A., « After Pax Americana : Benign Power, Regional Integration and the Sources of Stable Multipolarity », *International Security*, 23 (2), 1998, pp. 40-79.
- Kurlantzick Joshua, *Charm Offensive. How China's Soft Power Is Transforming the World*, New Haven, A New Republic Book, Yale University Press, 2007.

L

Lake David A., Patrick M. Morgan, *Regional Orders : Building Security in a new World*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1997.

Lampton David M. (Éd.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, Stanford, Stanford University Press, 2001.

Layne Christopher, « The Unipolar Illusion, Why New Great Power Will Rise », *International Security*, 17 (4), 1993, pp. 5–51.

Layne Christopher, « From Preponderance to Offshore Balancing : America's future Grand Strategy », *International Security*, 22 (1), 1997, pp. 86-124.

Lechevalier Aurélien, Moreau Jennifer, Pacquement François, *Mieux gérer la mondialisation ? L'aide publique au développement*, Paris, Ellipses, 2007.

Leffler Melvyn P., *A Preponderance of Power : National Security, the Truman Administration, and the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1992.

Lehmann Jean-Pierre, « China and the East Asian politico-economic model », in : Buzan Barry, Foot Rosemary, *Does China Matter ? A reassessment*, Londres, Routledge, 2004, p.87-106.

Lieberthal Kenneth, « Why the US Malaise over China ? », *YaleGlobal Online*, 19 janvier 2006.

Linz Juan, *The Breakdown of democratic Regimes : Crisis, Breakdown and Reequilibration*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1978.

Liu Guoli (Éd.), *China foreign Policy in Transition*, New York, Aldine de Gruyter, 2004.

Lynn-Jones Sean M., « Offense-Defense theory and its critics », *Security Studies*, 4 (4), 1995, pp. 660-691.

Lynch Daniel, « Chinese Thinking on the Future of International Relations », *The China Quarterly*, 197, pp. 87-107.

M

Mann James, *The China Fantasy : How Our Leaders Explain Away Chinese Repression*, New York, Viking, 2007.

Marzano Maria Michela, *Visages de la Peur*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009.

Mastanduno Michael, « Do relative Gains Matter ? American's Response to Japanese Industrial Policy », *International Security*, 16 (1), 1991, pp. 73–113.

Mastanduno Michael, « Preserving the Unipolar Moment : Realist Theories and U.S. grand Strategy after the Cold War », *International security*, 21 (4), 1997, pp. 49-88.

- May Ernest R. (Éd.), *American Cold War Strategy. Interpreting NSC 68*, New York, Bedford books of St. Martin's Press, 1993.
- McCormick Thomas J., *American's Half-Century : The United State Foreign policy in the Cold War*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989.
- Mearsheimer John J., *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, Norton & Company, 2001.
- Mearsheimer John J., « The False Promise of International Institutions », *International Security*, 19 (3), 1994-95, pp 5-49.
- Mearsheimer John J., « China's Unpeaceful Rise », *Current History*, 105 (690), avr. 2006, pp. 160-162.
- Medeiros Evan S., Fravel Taylor, « China's new Diplomacy », *Foreign Affairs*, 82 (6), 2003, pp. 22-35.
- Medeiros Evan S., « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Stability », *The Washington Quarterly*, 29 (1), 2005-06, pp. 145-167.
- Melissen Jan, « The new Public Diplomatie : Between Theory and Practice », in : Melissen (Éd.), *The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, pp. 3-27.
- Michel Serge, Beuret Michel, *La chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Grasset, 2008.
- Moravcsik Andrew, « Negotiating the Single European Act : National Interests and Conventional Statecraft in the European Community », *International Organization*, 45 (1), 1991, pp. 19-56.
- Moravcsik Andrew, « Taking Preferences Seriously : A Liberal Theory of International Politics », *International Organization*, 51 (4), 1997, pp. 513-553.
- Morgenthau Hans, *Politics among nations : The sruggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1978.
- Moyo Dambisa, *L'aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*. Préface de Niall Ferguson, Paris, J.-C. Lattès, 2009.

N

- Niquet Valérie, « Les États-Unis d'Obama face aux défis asiatiques », *Politique Etrangère*, 74 (1), 2009, pp. 161-173.
- Nye Joseph S., *Bound to Lead : the Changing nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.
- Nye Joseph S., *The Paradoxe of American Power : Why the World's Only Superpower Can't Go it Alone*, Oxford, Oxford University Press, 2002.
- Nye Joseph S., *Soft Power : The means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs Press, 2004.
- Nye Joseph S., « Soft Power », *Foreign Policy*, (80), 1990, pp. 153-171.

Nye Joseph S., « East Asian Security : The Case for Deep Engagement », *Foreign Affairs*, 74 (4), 1995, pp. 103-114.

Nye Joseph S., « China's Re-emergence and the future of the Asia-Pacific », *Survival*, (39), 1997-1998, pp. 65-79.

Nye Joseph S., « Get Smart. Combining Hard and Soft Power », *Foreign Affairs*, 88 (4), juil./août. 2009, pp. 160-163.

O

O'Donnell Guillermo, Schmitter Philippe C., Laurence Whitehead, *Transitions from Authoritarian Rule. Prospects for democracy*, Baltimore, John Hopkins University, 1986.

O'Hanlon Michael, *Defense Budgets and American Power*, Foreign Policy at BROOKINGS, policy Paper n° 24, dec. 2010.

Organski AFK, Kugler Jacek, *The War ledger*, Chicago, University of Chicago Press, 1980.

Organsky A.F.K., *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, New York, Chatham House, 2000.

P

Papayoanou Paul A., Kastner Scott L., « Sleeping with the (potentiel) Enemy : Assessing the U.S. Policy of Engagement with China », *Security Studies*, 9 (1-2), 1999-2000, pp. 157-187.

Pearson Margaret M., « The major multilateral economic institutions engage China », in : Johnson Alastair, Ross Robert, *Engaging China*, New York, Routledge, 1999, pp. 207-234.

Pearson Margaret M., « China's Integration into the International Trade and Investment Regime », in : Economy Elizabeth, Oksenberg Michael (Éds.), *China joins the World*, New York, Council on Foreign Relations Press, 1999, pp. 42-89.

Pearson Margaret M., « China in Geneva. Lessons from China's early years in the World Trade Organization », in : Johnston, Ross, *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006, pp. 242-275.

Popper Karl, *La société ouverte et ses ennemis*, [1962, 1966], Paris, Éditions du Seuil, 1979.

Przeworski Adam, *Democracy and développement : political institutions and well-being in the world : 1950-1990*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Przeworski Adam, « What Makes Democracy Endure ? », *Journal of Democracy*, 7 (1), 1996, pp. 39-55.

Putnam Robert D., « Diplomacy and Domestic Politics : The Logic of two-level Games », *International Organization*, 42 (3), 1988, pp. 427-460.

R

Ramo Joshua Cooper, *The Beijing Consensus*, Londres, The Foreign Policy Center, 2004.

Ratner Ely, « The Emergent Security Threats Reshaping China's Rise », *The Washington Quarterly*, Winter 2011, pp. 29-44.

Ray James Lee, *Democracy and International Conflict : An evaluation of the Democratic Peace Proposition*, Columbia, University of South Carolina Press, 1995.

Resnick Evan, « Defining Engagement », *Journal of International Affairs*, 54 (2), 2001, pp. 551-566.

Rice Condoleezza, « Promoting the National Interest », *Foreign Affairs*, 79 (1), 2000, pp. 45-62.

Riley John E., (Éd.), *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy*, Chicago, Chicago Council on Foreign Relations, 1999.

Risse Thomas, Ropp Stephen, Sikking Kathryn (Éds.), *The Power of Human Rights. International Norms and Domestic Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

Robinson Thomas W., David Shambaugh (Éds.), *China Foreign policy : Theory and Practice*, Oxford, Clarendon Press, 1994.

Ross Robert S., « Towards a Stable and Constructive China Policy », *NBR Analysis*, 16 (4), 2005, pp. 33-36.

Ruggie John G., *Constructing the World Polity : Essays on International Institutionalization*, Londres, Routledge, 1993.

Russett Bruce, *Grasping the Democratic Peace : principles for the Post-Cold War World*, Princeton, Princeton University Press, 1993.

S

Sautman Barry, Yan Hairong, « Friends and Interests : China's distinctive Links with Africa », *African Studies Review*, 50 (3), déc. 2007, pp. 75-114.

Schemeil Yves, Eberwein Wolf-Dieter (Éds.), *Normer le monde*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Schlesinger Arthur Jr., « Back to the Womb ? Isolationism's Renewed Threat », *Foreign Affairs*, 74 (4), 1995, pp. 2-8.

Schultz Kenneth A., « Tying Hands and Washing Hands : The U.S. Congress and Multilateral Humanitarian Intervention » in : Drezner Daniel W., *Locating the Proper Authorities*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2003, pp. 105-144.

Schweller Randall L., *Deadly Imbalances : Tripolarity and Hitler's Strategy of World Conquest*, New York, Columbia University Press, 1998.

- Schweller Randall L., « Bandwagoning for profit: Bringing the Revisionist State Back in », *International Security*, 19 (1), 1994, pp.72-107.
- Schweller Randall L., « Neorealism's Status-Quo Bias : What Security Dilemma ? », *Security Studies*, 5 (3), 1996, pp. 261-305.
- Schweller Randall L., « Managing the rise of great powers. History and Theory », in : Johnston Alastair, Ross Robert, *Engaging China*, New York, Routledge, 1999, pp. 1-31.
- Schweller Randall L., Wohlforth William C., « Power Test : Updating Realism in Response to the end of the Cold War », *Security Studies*, 9 (3), 2000, pp. 60-108.
- Segal Gerald, « East Asia and the « constraint » of China », *International Security*, 20 (4), 1996, pp. 107–135.
- Segal Gerald, « Does China Matter ? », *Foreign Affairs*, 78 (5), sep./oct. 1999, pp. 24-36.
- Shambaugh David, « Containment or Engagement of China ? Calculating Beijing's Responses », *International Security*, 21 (2), 1996, pp.180-209.
- Shambaugh David, « China's International Relations Think Tanks : Evolving Structure and Process », *China Quarterly*, (171), sept. 2002, pp 575-596.
- Shambaugh David, « Asia in Transition : The Evolving Regional Order », *Current History*, 105 (690), avr. 2006, pp. 153-159.
- Shambaugh David, « Coping with a Conflicted China », *The Washington Quarterly*, Winter 2011, pp. 7-27.
- Shih Chih-yu, *The spirit of Chinese foreign Policy. A Psychocultural view*, Londres, MacMillan, 1990.
- Shih Chih-yu, « Breeding a reluctant dragon : can China rise into partnership and away from antagonism ? », *Review of International Studies*, 31 (4), oct. 2005, pp. 755-774.
- Shinn James (Éd.), *Weaving the net : Conditional Engagement with China*, New York, Council of Foreign Relations Press, 1996.
- Skocpol Theda, *States and Social Revolutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.
- Shirk Susan L., *China : Fragile Superpower*, New York, Oxford University Press, 2007.
- Song Xinning, « Building International Relations with Chinese Characteristics », *Journal of Contemporary China*, 10 (16), fév. 2001, pp. 61-74.
- Spiro Peter J., « The new Sovereignists : American Exceptionalism and Its false Prophets », *Foreign Affairs*, 79 (6), 2000, pp. 9–15.
- Strauss Leo, *Du libéralisme antique et moderne*, [1968], trad., Paris, PUF, 1990.

Stearns Peter N., *American Fear. The Causes and consequences of High Anxiety*, New York, Routledge, 2006.

Susbielle Jean-François, *Chine-Usa. La guerre programmée. Le XXI^e siècle sera-t-il le siècle de la revanche chinoise ?*, Paris, FIRST Éditions, 2006.

T

Taylor Ian, *China and Africa. Engagement and Compromise*, Londres, Routledge, 2006.

Tisseron Antonin, « La « guerre propre » : mythe ou réalité des années 1990 ? », *Relations Internationales*, (118), été 2004, pp. 229-243.

United States Security Strategy for the East Asia-Pacific Region, Office of International Security Affairs, Department of Defense, fév. 1995.

Tuch Hans, *Communicating with the World : U.S. Public Diplomacy Overseas*, New York, St. Martin's Press, 1990.

V

Van Evera Stephen, « Offensive, Defense and the causes of War », *International Security*, 22 (4), 1998, pp. 5-43.

W

Waeber Ole, « « Securitization and desecuritization », in : Lipschutz Ronnie D. (Éd.), *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, pp. 46-86.

Waldron Arthur, « How Not to Deal with China », *Commentary*, 103 (3), mar.1997, pp. 44-49.

Waldron Arthur, « Watching China : Arthur Waldron and critics », *Commentary*, 116 (3), oct. 2003, pp. 10-23.

Wallerstein Immanuel, *The Modern world-System*, New York, Academic Press, 1974.

Walt Stephen M., *The Origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

Walt Stephen M., *Keeping the world « Off balance » : Self-Restraint and U.S. Foreign Policy*, Boston, JFK School of Government, Harvard University Working Paper n° RWP00-013, 2000.

Walt Stephen M., *Taming American Power*, New York, W.W. Norton & Company, 2005.

Waltz Kenneth N., *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979.

Waltz Kenneth N., « Realist Thought and Neorealist Theory », *Journal of International Affairs*, 44 (1), 1990, pp. 21-37.

Waltz Kenneth N., « The emerging Structure of International Politics », *International Security*, 18 (2), 1993, pp. 44-79.

- Waltz Kenneth N., « The new World Order », *Millenium*, 22 (2), 1993, pp. 187-195.
- Waltz Kenneth N., « International Politics is not Foreign Policy », *Security Studies*, 6 (1) 1996, pp. 54-57.
- Waltz Kenneth N., « Structural Realism after the Cold War », *International Security*, 25 (1), 2000, pp. 5-41.
- Wang Jisi, « China's Search for a Grand Strategy », *Foreign Affairs*, 90 (2), mars/avril 2011, pp. 68-79.
- Wang Yizhou (Éd.), *Quanqiuhua shidai de guoji anquan (Sécurité internationale à l'ère de la globalisation)*, Beijing, People's Publishing House, 1999.
- Watson Adam, *The Limits of Independence : Relations between States in the Modern world*, Londres, Routledge, 1997.
- Wendt Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- Wendt Alexander, « The Agent-Structure Problem in International Relations Theory », *International Organization*, 41 (3), 1987, pp. 335-370.
- Wendt Alexander, « Anarchy is What States Make of it : The social Construction of Power Politics », *International Organization*, 46 (2), 1992, pp. 391-425.
- Wendt Alexander, « Collective Identity Formation and the International State », *American Political Science Review*, 88 (2), 1994, pp. 384-396.
- Whiting Allen S., *China crosses the Yalu. The decision To Enter the Korean War*, New York, Macmillan, 1960.
- Wight Colin, *Agents, Structures and International Relations. Politics as Ontology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- Wohlforth William C., « The Stability of a Unipolar World », *International Security*, 24 (1), 1999, pp. 5-41.
- Wolfers Arnold, *Discord and Collaboration. Essays on International Politics*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1962.

X

Xiao Gongqin, « Nationalism and Ideological Polarization at the turn of the Century », *China Affairs*, 1 (1), 2000, pp. 97-112.

Y

- Yahuda Michael B., *Towards the end of Isolationism : China's Foreign Policy after Mao*, Londres, MacMillan, 1983.
- Yahuda Michael B., « Gerald Segal's contribution », in : Buzan Barry, Foot Rosemary (Éds.), *Does China Matter ? A Reassessment. Essays in Memory of Gerald Segal*, Londres, Routledge, 2004, pp. 1-10.

Yan Xuetong, « The Rise of China in Chinese Eyes », *Journal of Contemporary China*, 10 (26), fév. 2001, pp. 33-40.

Yee Herbert, Ian Storey (Éds.), *The China Threat : Perceptions, Myths and Reality*, Londres, Routledge, 2002.

Yi Xiaoxiong, « Chinese Foreign Policy in Transition : Understanding China's « Peaceful Development » », *The Journal of East Asian Affairs*, 19 (1), 2005, pp. 74-112.

Z

Zakaria Fareed, « The future of American Power. How America Can Survive the Rise of the Rest », *Foreign Affairs*, 87 (3), mai/juin 2008, pp. 18-43.

Zeller Philippe, « La protection de l'environnement : un exemple de diplomatie mondialisée » in : Cohen Samy (Éd.), *Les diplomates. Négociateur dans un monde chaotique*, Paris Editions Autrement, 2002, pp. 56-65.

Zha Daojiong, « Can China Rise ? », *Review of International Studies*, 31 (4), oct. 2005, pp 775-785.

Zhao Quansheng, « Managed great Power Relations : Do we see « One-Up and One-Down ? », in : « Special Issue : Contending perspectives on the China Challenge », *The Journal of Strategic Studies*, 30 (4-5), 2007, pp. 609-639.

Zhao Suisheng (Éd.), *Across the Taiwan Straits : Mainland China, Taiwan and the 195-1996 Crisis*, New York, Routledge, 1999.

Zhang Yongjin, *China in International Society since 1949 : Alienation and Beyond*, Basingstoke, Macmillan, 1998.

Zheng Bijian, *China's Peaceful Rise, Speeches 1997-2005*, Washington, Brookings Institution Press, 2005.

Zheng Bijian, « China's "Peaceful Rise" to great power status », *Foreign Affairs*, 84 (5), sept./oct. 2005, pp. 18-24.

Zoellick Robert B., « Whither China : From Membership to Responsibility ? », *National Committee on U.S.-China Relations*, 21 sept. 2005.

Zhu Liqun, « China's Foreign Policy Debates », *Chaillot Papers*, Paris, 2010.

Table des matières

Sommaire	3
Introduction	4
 Partie I : La construction d'un dilemme de sécurité	 10
Chapitre I la menace chinoise	11
1. Le néo-réalisme offensif et la question chinois	11
2. L'inévitable conflit entre les Etats-Unis et la Chine	14
Chapitre II L'engagement comme alternative	32
1. Une stratégie libérale	32
2. Faire de la Chine un Etat responsable	38
 Partie II : Il faut étudier la politique étrangère chinois	 46
Chapitre I : Politique étrangère et contraintes internationales	47
1. La réponse constructiviste	47
2. L'apprentissage des normes internationales	56
Chapitre II : La politisation des sinologues	65
1. Une troisième voie entre Containment et Engagement	65
2. La critique sinologique des présupposés réalistes	72
 Partie III : La construction de la rivalité sino-américain	 78
Chapitre I : Rassurer sur les intentions américaines	79
1. Une politique d'apaisement	79
2. Renforcer la stabilité en Asie	85
Chapitre II : L'attractivité de la Chine	92
1. Un système d'engagement mutuel	92
2. Le Soft Power de la Chine en question	98
 Partie IV : La dramatisation des enjeux	 106
Chapitre I : La peur de l'émergence chinoise	107
1. Un monde sinisé	107
2. La fin de l'empire américain	114
Chapitre II : La contre-offensive libérale	122
1. Le rejet du mythe du retour de l'autocratie	122
2. Un partenariat stratégique en débat	129
Conclusion	137
Bibliographie	142

Publications de l'Observatoire Européen de Sécurité

REVUE

Revue trimestrielle électronique *Défense & Stratégie* publiée depuis mars 2002.

Collection ETUDES

N°1 : Yves Viltard, *Qui a peur de la Chine ?*, mars 2012. 159 pages

« Qui à peur de la Chine ? »

Depuis la fin de la guerre froide s'est consolidée l'idée que la Chine était susceptible de se substituer aux États-Unis comme seule grande puissance globale au cours du XXI^e siècle.

Yves Viltard cherche à comprendre comment cette idée est devenue une représentation commune pour tout un chacun à travers le monde. Il montre comment elle a pris une place décisive dans la construction des stratégies internationales de sécurité des États-Unis, de la Chine et des États de la vaste région Asie-Pacifique allant de l'Inde au Japon et à l'Australie.

Il examine plus précisément comment depuis près de vingt ans, les spécialistes américains des Relations Internationales, impliqués dans l'élaboration de la politique étrangère américaine, ont trouvé là l'occasion au fil des conjonctures politiques aussi bien intérieures qu'internationales, de jouer un rôle décisif dans la fabrique et la mise en discours, de la croyance en une menace chinoise, en mobilisant et renouvelant leurs cadres théoriques d'analyse.

L'auteur, Yves Viltard est Maître de conférences à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheur au Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne (CRPS) (UMR N°8209), spécialisé en Relations Internationales, directeur du master 2 « Coopération Internationale, Action Humanitaire et Politiques de Développement » de la Sorbonne.